



Natural Resources
Canada

Ressources naturelles
Canada

Enquête nationale sur l'adaptation au changement climatique (2023) Rapport final

Préparé pour Ressources naturelles Canada

Nom du fournisseur : Earnscliffe Strategy Group

Numéro de contrat : CW2240933

Valeur du contrat : 133 063,15

Date d'attribution : 26 septembre 2022

Date de livraison : 31 mars 2023

Numéro d'enregistrement : ROP n°052-22

Pour plus d'informations sur ce rapport, veuillez contacter Ressources naturelles Canada à l'adresse suivante : nrcan.por-rop.nrcan@canada.ca

This report is also available in English.

Canada 

Enquête nationale sur l'adaptation au changement climatique (2023) Rapport final

Préparé pour Ressources naturelles Canada

Nom du fournisseur : Earnscliffe Strategy Group
mars 2023

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'un sondage téléphonique et d'entrevues approfondies menés par Earnscliffe Strategy Group pour le compte de Ressources naturelles Canada. La recherche quantitative a été menée de novembre 2022 à mars 2023, et la recherche qualitative de novembre 2022 à janvier 2023.

This publication is also available in English under the title: National Climate Change Adaptation Survey (2023)

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales uniquement. Une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès de Ressources naturelles Canada. Pour plus d'informations sur ce rapport, veuillez contacter Ressources naturelles Canada à l'adresse suivante : nrcan.por-rop.nrcan@canada.ca

Numéro de catalogue : M22-145/2023F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-67846-7

Publications connexes (numéro d'enregistrement : ROP - 052-22)

Enquête nationale sur l'adaptation au changement climatique (2023)

Table des matières

Résumé.....	1
Introduction	11
Résultats détaillés.....	15
Section A : Entreprises interrogées	16
Sensibilisation et impressions sur la pertinence du changement climatique	16
Adaptation au changement climatique.....	33
Obstacles à l'intégration des considérations relatives au changement climatique	43
Section B : Répondants municipaux	57
Sensibilisation et impressions sur la pertinence du changement climatique	57
Adaptation au changement climatique.....	71
Obstacles à l'intégration des considérations relatives au changement climatique	80
Conclusions	97
Annexe A : Rapport sur la méthodologie quantitative	99
Annexe B : Rapport sur la méthodologie qualitative	103
Annexe C : Questionnaire d'enquête	105
Annexe D : Guide d'entretien approfondi	117

Résumé

Earnscliffe Strategy Group (Earnscliffe) a le plaisir de présenter à Ressources naturelles Canada (RNCAN) ce rapport résumant les résultats d'une recherche quantitative et qualitative entreprise pour évaluer les progrès réalisés par le Canada en matière d'adaptation au changement climatique.

En 2009, une [Enquête nationale de référence sur l'adaptation au changement](#) climatique a été menée afin d'établir un point de référence pour évaluer les progrès réalisés en matière d'adaptation au changement climatique et, indirectement, l'impact des programmes d'adaptation mis en place par le gouvernement du Canada. L'enquête a ciblé les décideurs des gouvernements et des entreprises et a recueilli des informations sur leur sensibilisation et leur compréhension des impacts potentiels du changement climatique, sur l'adaptation actuelle de leurs organisations et sur la manière dont elles s'y prennent, ainsi que sur les obstacles à l'action. Cette recherche a également été utilisée pour informer la conception du programme fédéral.

Un [deuxième projet de recherche](#), mené par Earnscliffe en 2018, a mis à jour les informations en mettant l'accent sur les communautés et les entreprises du secteur des ressources naturelles. Il a examiné les progrès réalisés par le Canada en matière d'adaptation au changement climatique. Plus précisément, il a mesuré l'évolution de la sensibilisation et des mesures d'adaptation dans les collectivités et les entreprises, évalué les informations et les outils de prise de décision et identifié les obstacles à l'action. Ces résultats ont été utilisés pour étayer les rapports publics sur les progrès réalisés en matière d'adaptation.

S'appuyant sur ces travaux antérieurs, ce projet visait à mettre à jour et à formuler les conclusions de 2018 dans le but d'évaluer les progrès réalisés en matière d'adaptation au changement climatique et d'aider le public à rendre compte des efforts d'adaptation. La valeur du contrat pour ce projet était de 133 063,15 \$, y compris la TVH.

Pour atteindre les objectifs de la recherche, Earnscliffe a mené un programme de recherche en deux phases, à la fois quantitatives et qualitatives, qui se sont déroulées simultanément.

Pour la phase quantitative, nous avons mené une enquête téléphonique en collaboration avec notre sous-traitant quantitatif, Léger. Le sondage a été effectué par téléphone à partir du centre d'appels centralisé de Léger, à l'aide d'un système d'interview téléphonique assistée par ordinateur (ITAO) à la fine pointe de la technologie. L'échantillon total était composé de 361 personnes, dont 152 occupant des postes de chef, de gestionnaire ou de directeur de la planification dans des municipalités du Canada et 209 occupant des postes de chef des opérations ou d'agent principal de gestion des risques dans des industries de ressources naturelles du Canada. Le sondage a été mené entre le 7 novembre 2022 et le 15 mars 2023, et la durée moyenne de chaque entretien était de 17 minutes.

Un échantillonnage aléatoire stratifié a été utilisé pour les échantillons de municipalités et d'entreprises. Dans le cas des municipalités, l'échantillon final a été pondéré pour correspondre à la distribution non pondérée obtenue en 2018 afin de rendre les résultats aussi comparables

que possible. Les résultats municipaux agrégés peuvent être considérés comme précis à +/- 7,7 % au niveau de confiance de 95 %.

Dans le cas de l'échantillon d'entreprises, étant donné que la taille relative des secteurs dans la structure stratifiée des quotas ne reflétait pas la réalité, une pondération a été appliquée par secteur afin que les résultats agrégés de l'échantillon d'entreprises soient représentatifs de l'univers combiné étudié. En raison des limites de l'échantillonnage, les réponses des moyennes et grandes entreprises ont été combinées dans tous les secteurs, à l'exception de celui de l'électricité, où une seule catégorie était possible. Les résultats globaux des entreprises peuvent être considérés comme précis à +/-6,7 % au niveau de confiance de 95 %.

La phase qualitative a consisté en 18 entretiens approfondis avec des représentants d'associations représentant les petites entreprises et le commerce, ainsi qu'avec des entreprises des secteurs du pétrole et du gaz, de l'exploitation minière, de la sylviculture et des services d'utilité publique. Certains entretiens ont également été menés avec des associations représentant des municipalités et des représentants de municipalités situées dans des régions côtières. L'objectif de l'étude qualitative était de recueillir des informations plus approfondies sur des points de vue spécifiques qui n'avaient peut-être pas été explorés en détail dans l'enquête. Les entretiens ont eu lieu entre le 27 novembre 2022 et le 29 janvier 2023.

Dans le cadre de ce rapport, lorsque les résultats des entretiens approfondis sont présentés, il est important de noter que la recherche qualitative est une forme de recherche scientifique, sociale, politique et d'opinion publique. La recherche qualitative est conçue pour obtenir toute la gamme des idées, des attitudes, des expériences et des opinions d'un échantillon sélectionné de participants sur un sujet défini. En raison de leur petit nombre, les participants ne sont pas représentatifs, au sens statistique du terme, de la population plus large dont ils sont issus, et les résultats ne peuvent pas être généralisés de manière fiable au-delà de leur nombre.

Les principaux résultats de cette recherche sont présentés séparément pour chacun des deux échantillons : entreprises et municipalités.

Résultats de l'enquête sur les entreprises

Sensibilisation et impression de la pertinence du changement climatique

- Conformément aux résultats de 2018, sept répondants sur dix (69 %) affirment que le changement climatique est en cours. Par ailleurs, 14 % des répondants affirment que le changement climatique n'est pas en train de se produire maintenant, mais qu'il se produira dans un avenir prévisible, tandis que 11 % affirment qu'il ne se produit pas maintenant et qu'il ne se produira pas dans un avenir prévisible.
- Parmi ceux qui pensent que le changement climatique ne se produit pas actuellement, mais qu'il se produira à l'avenir, une majorité (37 %) estime que le changement climatique commencera probablement à avoir un impact sur les régions dans lesquelles leur entreprise opère d'ici 6 à 10 ans, tandis qu'un quart (25 %) et un cinquième (19 %) disent la même chose pour 20 ans ou plus et 1 à 5 ans, respectivement.
- Les personnes ayant indiqué qu'elles pensaient que le changement climatique était en cours ou qu'il se produirait dans un avenir prévisible ont été interrogées sur son impact. Un

quart d'entre elles ont répondu qu'il serait majeur (24 %), deux sur cinq qu'il serait modéré (42 %) et un autre quart qu'il serait mineur (23 %).

- Comme en 2018, l'augmentation de la fréquence ou de la gravité des événements météorologiques et des tempêtes est à nouveau la plus susceptible d'être choisie par les répondants comme l'impact le plus grave (18 %) d'un climat changeant au cours des 20 prochaines années. Viennent ensuite les effets économiques (10 %), les incendies de forêt (8 %) et les vagues de chaleur (7 %).
- Les répondants sont également partagés entre ceux qui affirment que le changement climatique a un impact sur l'organisation (37 %) et ceux qui affirment qu'il n'a pas d'impact actuellement, mais qu'il pourrait en avoir à l'avenir (37 %). Ils sont moins divisés sur l'impact. Deux tiers d'entre eux (65 %) affirment que le changement climatique aura un impact principalement négatif sur leur entreprise, tandis que 15 % déclarent qu'il aura un impact principalement positif.
- Lors des entretiens approfondis, toutes les entreprises participantes étaient d'avis que le changement climatique est déjà en cours et ont facilement indiqué plusieurs types de preuves pour expliquer cette impression. En général, les participants ont cité les conditions météorologiques extrêmes dont ils ont été témoins ou les nouvelles conditions qu'ils ont dû prendre en compte.
- Ceux qui prévoient un impact positif du changement climatique mettent en avant de nouvelles possibilités commerciales (33 %), des hivers plus chauds et des coûts énergétiques moins élevés (28 %), ainsi qu'une augmentation du tourisme (18 %). Ceux qui prévoient un impact négatif soulignent les pertes économiques (32 %), les impacts sur les infrastructures (18 %), ainsi que l'augmentation des vagues de chaleur (18 %) et des incendies de forêt (17 %).
- Un élément d'interprétation découvert au cours des entretiens approfondis est que le terme « atténuation » a souvent été utilisé en référence à l'adaptation. Lorsqu'il a été utilisé dans le contexte de l'atténuation des risques liés au changement climatique, les réponses ont été retranscrites mot pour mot et l'analyse a été basée sur l'utilisation prévue du terme « atténuation » pour désigner une action d'adaptation. À des fins de communication, cela suggère que l'utilisation du terme « atténuation » pour signifier uniquement l'atténuation de l'impact du changement climatique, plutôt que la réduction de l'impact du changement climatique, n'est pas toujours reçue en tenant compte de cette distinction. L'atténuation a souvent été utilisée pour décrire la manière d'atténuer un risque posé, ce qui est une approche typique de l'élaboration d'une stratégie commerciale, bien que dans ce cas, les décideurs politiques tendent à réserver l'atténuation à un aspect différent du dialogue sur le changement climatique.
- Les répondants se répartissent équitablement entre ceux qui affirment que le changement climatique est un défi important, voire le plus important, auquel leur organisation est confrontée (43 %) et ceux qui affirment qu'il ne représente pas un défi important pour leur organisation (46 %).
- Bien que toutes les entreprises ayant participé aux entretiens approfondis aient estimé que le changement climatique aurait un impact, les avis étaient partagés sur la question de savoir si cet impact serait majeur ou modéré. Pour ceux qui pensaient que l'impact serait

modéré plutôt que majeur, ce n'était pas parce que le climat n'allait pas poser de nouveaux défis significatifs, mais plutôt parce que leur impression tendait à être basée sur le sentiment que leur industrie se préparait et s'adaptait.

- Les entreprises interrogées dans le cadre des entretiens approfondis ont été en mesure d'identifier les risques et les impacts tant généraux que spécifiques à leurs activités ou à leur secteur d'activité. Les entretiens ont montré qu'il existe un large éventail de moyens par lesquels les entreprises envisagent de devoir s'adapter, certains suscitant plus d'inquiétude que d'autres, mais, dans l'ensemble, occupant certainement l'esprit de nombreuses personnes dans les secteurs étudiés.
- Interrogés sur les niveaux d'inquiétude des clients et des intervenants, plus de la moitié (52 %) de tous les répondants disent remarquer qu'ils sont au moins un peu inquiets. Un autre quart (25 %) dit qu'il ne semble pas très préoccupé, tandis qu'un peu plus d'un sur dix (14 %) n'est pas du tout préoccupé - une baisse par rapport aux 22 % qui ont déclaré la même chose en 2018.
- En ce qui concerne les perspectives de leurs intervenants, les participants aux entretiens approfondis se sont montrés plus nuancés, indiquant souvent un certain contraste avec leurs propres perspectives. Nombre d'entre eux ont été en mesure de décrire des aspects spécifiques qui préoccupaient leurs intervenants, certains étant très préoccupants, tandis que d'autres ont indiqué qu'ils avaient constaté une certaine variabilité dans le degré d'engagement des intervenants.

Adaptation au changement climatique

- Par rapport à 2018, où un tiers des répondants ont déclaré prendre des mesures d'adaptation au changement climatique et deux tiers (66 %) ont déclaré ne pas en prendre, les répondants sont maintenant divisés de manière assez égale, 45 % déclarant prendre des mesures d'adaptation et 50 % déclarant ne pas en prendre.
- En ce qui concerne les mesures d'adaptation au climat, les entreprises participantes interrogées lors de la phase qualitative ont toutes indiqué qu'elles prenaient déjà des mesures et qu'elles prévoyaient d'en mettre d'autres en œuvre.
- Trois répondants sur vingt (15 %) ont indiqué que leur organisation avait réalisé ou mené une évaluation des risques liés au changement climatique, contre quatre répondants sur cinq (80 %) qui ont déclaré ne pas l'avoir fait.
- En ce qui concerne l'adaptation au changement climatique, les mesures les plus citées sont l'émergence d'une réponse et la planification des catastrophes (14 %), la modification de l'infrastructure (12 %) et la mise en œuvre des actions prévues dans leurs plans (11 %). Bien qu'il ne s'agisse pas d'une mesure d'adaptation au climat, la réduction de l'empreinte carbone a également été mentionnée par 12 % des répondants.
- Conformément à 2018, un quart (23 %) des organisations interrogées ont des plans spécifiques pour des actions futures conçues pour s'adapter aux risques et possibilités offerts par un climat changeant.

- Par rapport à 2018, les mesures d'adaptation futures les plus citées par les répondants qui prévoyaient de le faire étaient l'installation d'infrastructures naturelles ou vertes (18 %) et la préparation d'un plan d'adaptation (13 %). Un répondant sur dix (12 %) a également mentionné la réduction de son empreinte carbone.
- Deux tiers (65 %) des répondants indiquent que leur organisation prend en compte le changement climatique dans son processus décisionnel depuis au moins trois ans, voire plus. Seule une personne sur dix (11 %) déclare qu'elle en tient compte depuis moins d'un an.

Obstacles à l'intégration des considérations relatives au changement climatique

- Conformément aux résultats de 2018, la source la plus courante à laquelle une organisation a recours pour obtenir des informations sur le changement climatique est les médias, avec 46 % de toutes les entreprises qui y ont recours.
- Identifiée par un tiers (31 %) des répondants, la complexité des processus de changement de politique était, comme en 2018, la plus susceptible d'être identifiée par les répondants comme un obstacle important à la prise en compte du changement climatique dans les processus de prise de décision. Interrogés dans le cadre d'un suivi sur d'autres obstacles non testés dans la question initiale, un répondant sur dix (10 %) a identifié les coûts financiers associés.
- Dans l'ensemble des secteurs d'activité étudiés, seuls 7 % des répondants déclarent qu'une partie ou la totalité de leur personnel a suivi une formation sur l'adaptation au changement climatique.
- En 2022, la moitié (51 %) des personnes interrogées déclarent disposer des ressources nécessaires pour prendre des décisions relatives à l'adaptation au changement climatique. Il s'agit d'une baisse significative par rapport à 2018, où près de trois quarts (72 %) affirmaient la même chose.
- Interrogés sur les outils ou ressources supplémentaires qui seraient utiles, les répondants ont mentionné des études de cas pertinentes d'organisations similaires (27 %), des informations économiques sur les coûts et les avantages (26 %), des informations sur les meilleures pratiques (24 %) et des informations sur les incidences régionales (24 %).
- Au cours des entretiens approfondis, les participants ont décrit certains obstacles existants et les commentaires relatifs aux points spécifiques dans la section suivante fourniront plus de détails. Les éléments qui motivent à la fois les actions et les plans tendent à être l'évolution des connaissances sur les impacts climatiques spécifiques auxquels il faut s'attendre dans des zones très localisées, ainsi que la disponibilité des capitaux et du personnel.

- En entrant dans une conversation plus approfondie sur les obstacles rencontrés pour progresser davantage dans l'adaptation au changement climatique, les participants aux entretiens approfondis ont identifié une variété d'obstacles et ont souvent fait des suggestions sur ce qui aiderait le plus à éliminer ces obstacles, y compris des suggestions ou des demandes spécifiques à RNCan.

Constatations municipales

Sensibilisation et impressions sur la pertinence du changement climatique

- Conformément aux résultats de 2018, huit répondants sur dix affirment que le changement climatique se produit actuellement (78 %). Un répondant sur six (16 %) pense que le changement climatique se produira dans un avenir prévisible, et 3 % affirment que le changement climatique ne se produira pas.
- Tous les participants municipaux à la phase qualitative étaient uniformément d'avis que le changement climatique est déjà en cours. Tous pouvaient facilement justifier leur réponse et certains ont été quelque peu déconcertés par cette question, compte tenu de toutes les preuves scientifiques existantes et de tous les événements météorologiques extrêmes qui se sont produits ces dernières années.
- Parmi les répondants qui estiment que le changement climatique ne se produit pas actuellement, mais qu'il se produira à l'avenir, un nombre similaire pense que l'impact sera perceptible dans un à cinq ans (28 %), dans 6 à 10 ans (33 %) ou dans 11 à 19 ans (30 %). Ils sont moins nombreux (9 %) à penser que l'impact du changement climatique sera perceptible dans 20 ans ou plus.
- En hausse de 15 points de pourcentage depuis 2018, un quart des répondants qui croient à un changement climatique (26 %) affirment qu'un changement climatique aura un impact majeur sur leur communauté au cours des 20 prochaines années. Les autres évaluent cet impact comme « modéré » (52 %) et un cinquième (20 %) estime qu'un climat changeant aura un impact mineur sur leur communauté.
- En combinant les impacts les plus graves et les plus graves suivants fournis par les répondants, les impacts les plus courants, qui sont cohérents avec 2018, sont des événements météorologiques plus fréquents ou plus graves (29 %), des inondations (25 %), des effets sur l'agriculture (20 %), la sécheresse (17 %) et des feux de forêt ou des feux sauvages (16 %).
- Lors des entretiens approfondis, les participants municipaux ont volontiers évoqué une longue liste d'impacts prévus pour leur collectivité, dont beaucoup sont très importants et préoccupants, et souvent accompagnés de preuves que les changements ont commencé à affecter la collectivité. Comme pour les entreprises, les participants municipaux sont divisés sur la question de savoir s'ils décrivent les impacts du changement climatique sur leur collectivité comme étant modérés ou importants.

- Plus de la moitié des répondants (54 %) pensent que le changement climatique a déjà un impact sur leur organisation, tandis que 37 % affirment que ce n'est pas le cas actuellement, mais qu'il est possible que cela se produise à l'avenir. Seuls 6 % des répondants pensent que le changement climatique n'aura pas d'impact sur leur organisation à l'avenir.
- En hausse de 16 % de points de pourcentage depuis 2018, 86 % des répondants qui pensent que le changement climatique a ou aura un impact sur leur organisation estiment que l'impact d'un climat changeant sera principalement négatif. Peu de répondants pensent que l'impact sera principalement positif (5 %) ou affirment qu'un climat changeant aura des impacts à la fois positifs et négatifs sur leur organisation (3 %).
- Lors des entretiens approfondis, la plupart des participants municipaux ont décrit avoir subi des impacts organisationnels, notamment la création d'unités, de mandats et d'activités visant spécifiquement à répondre au besoin d'adaptation et à mettre les gouvernements en position d'accomplir le travail qui doit être fait.
- Les incidences négatives les plus fréquemment citées sont une modification des niveaux d'eau ou de l'approvisionnement en eau (39 %), les coûts et les incidences sur les infrastructures (38 %), les pertes économiques ou le coût de l'adaptation (37 %), ainsi que l'augmentation des inondations (37 %) et de la sécheresse (28 %).
- Les impacts positifs les plus fréquemment cités sont des hivers plus doux ou des coûts énergétiques plus faibles (79 %), des rendements agricoles accrus (57 %) et une réduction des coûts de déneigement en hiver (22 %).
- Comme en 2018, la majorité des répondants (60 %) affirment que le changement climatique est un défi important auquel leur organisation est confrontée, mais qu'il n'est pas aussi grave que d'autres défis, un quart (27 %) affirment qu'il ne représente pas un défi important, et 12 % affirment qu'il s'agit de l'un des défis les plus importants auxquels leur organisation est confrontée.
- Deux tiers des répondants (65 %) affirment que leurs clients ou intervenants sont préoccupés par le changement climatique, tandis qu'un tiers déclare que leurs clients ou intervenants ne sont pas préoccupés.
- Les participants municipaux à la phase qualitative ont eu tendance à décrire les collectivités qu'ils desservent comme étant au moins quelque peu concernées par la nécessité de s'adapter à un climat changeant, mais nombre d'entre eux ont fait état de difficultés liées au niveau de compréhension de ce qui se prépare, de ce qui est nécessaire, de l'immensité du défi et des coûts qui y sont associés. En raison de ces facteurs, beaucoup ont noté que le public n'est pas nécessairement assez éduqué et engagé pour accepter les décisions difficiles que les maires et les conseils seront obligés de prendre s'ils veulent adopter des plans appropriés.
- Lors des entretiens approfondis, l'environnement de l'opinion publique a souvent été décrit comme un environnement de sensibilisation accrue, mais encore difficile à divers égards, en raison du manque de compréhension ou de volonté d'envisager des choix difficiles en matière de compromis, qui sont inévitables.

Adaptation au changement climatique

- En ce qui concerne l'adaptation, plus de six répondants sur dix (64 %) déclarent que leur organisation prend actuellement des mesures d'adaptation, tandis qu'un tiers (34 %) déclare qu'elle ne le fait pas.
- Tous les participants municipaux aux entretiens approfondis ont indiqué qu'ils avaient déjà pris des mesures d'adaptation au climat et qu'ils prévoyaient d'en faire davantage à l'avenir. En effet, le sentiment général est que la transformation des plans en actions est plus problématique que l'attribution d'une priorité adéquate à la mise en œuvre des plans. Les activités décrites sont assez répandues, bien que dans un petit nombre de cas, les initiatives d'atténuation aient été confondues avec les initiatives d'adaptation.
- En ce qui concerne l'évaluation des risques, la majorité des personnes interrogées (66 %) déclarent que leur organisation n'en a pas effectué, tandis qu'un quart d'entre elles (26 %) déclarent qu'elle en a effectué une.
- En ce qui concerne l'avenir, la majorité des répondants (61 %) affirment que leur organisation n'a pas prévu d'actions futures pour s'adapter aux risques et possibilités offerts par un climat changeant, tandis que 36 % affirment que leur organisation en a prévu - des résultats qui reflètent ceux de 2018.
- La majorité des répondants (62 %) qui ont indiqué que leur organisation avait des plans d'adaptation spécifiques pour l'avenir déclarent que leur organisation prend en compte un climat changeant dans sa prise de décision depuis un à cinq ans, ce qui est inchangé depuis 2018. Un quart des répondants (26 %) affirment que leur organisation prend en compte l'évolution du climat dans son processus décisionnel depuis six ans ou plus, et 8 % affirment que cette prise en compte n'a eu lieu qu'au cours de l'année écoulée.
- Comme pour les entretiens avec les entreprises, les participants municipaux à la phase qualitative ont été interrogés sur les raisons qui les poussent à prendre des mesures ou à les planifier. Les réponses ont très systématiquement indiqué que l'augmentation du nombre de phénomènes météorologiques extrêmes dans leur propre collectivité était le moteur des actions à entreprendre et de l'obtention du financement nécessaire à la mise en œuvre, voire à la planification, des actions en question. Souvent, les réponses à cette question se concentrent davantage sur ce qui empêche l'action que sur ce qui la motive.

Obstacles à l'intégration des considérations relatives au changement climatique

- Les principales sources d'information concernant le changement climatique pour les répondants sont les sources gouvernementales provinciales (25 %), les médias (20 %), le gouvernement fédéral (19 %; en hausse par rapport à 0 % en 2018), les associations industrielles (17 %) et les sources internes (16 %).
- Parmi une liste d'obstacles, les plus importants pour la prise en compte du changement climatique dans la prise de décision sont le manque de capacité (56 %), l'expertise interne

(48 %), la complexité des processus de changement de politique (48 %) et les priorités organisationnelles concurrentes (47 %) - tous ces éléments étant cohérents avec 2018.

- Sur une base spontanée - c'est-à-dire que les répondants n'ont pas été invités à dresser une liste d'options au préalable - le coût financier de l'adaptation est le seul obstacle mentionné par une proportion importante de répondants (42 %).
- Les participants municipaux ont été remarquablement cohérents en décrivant le financement comme étant, de loin, le plus grand obstacle auquel ils sont confrontés lorsqu'il s'agit de l'adaptation au changement climatique. Les coûts des activités d'adaptation requises sont exorbitants et les participants ont décrit des obstacles supplémentaires liés au financement en raison d'exigences procédurales, de processus qui ne correspondent pas à ce qu'une municipalité est capable de faire, ou de l'alignement du calendrier des étapes des demandes de financement et des approbations du budget municipal. Ce décalage a souvent été cité comme étant très frustrant et causant inutilement des retards.
- Outre les problèmes de financement, les capacités internes ont souvent été citées comme un défi. Beaucoup ont décrit un manque de capacité, même dans les cas où ils avaient un accès suffisant à l'expertise, comme les ingénieurs. Le message répété est qu'il y a trop peu de personnes possédant les compétences nécessaires et qu'il y a un problème de ressources humaines qui limite le volume ou le rythme des actions et qui continuerait à le faire, même si les problèmes de financement étaient résolus.
- La majorité des répondants (56 %) connaissent au moins les cours de formation à l'adaptation, dont un quart (26 %) qui déclarent qu'une partie ou la totalité de leur personnel a déjà suivi de tels cours. Les autres déclarent ne pas être au courant des possibilités de formation à l'adaptation (36 %) ou ne pas avoir besoin de formation à l'adaptation (7 %).
- Restant inchangés depuis 2018, deux tiers des répondants (66 %) déclarent avoir accès aux informations et aux outils dont ils ont besoin pour prendre des décisions liées à l'adaptation; trois sur dix (30 %) déclarent ne pas y avoir accès.
- Pour ce qui est d'aider les organisations à faire face aux impacts du changement climatique, les outils ou ressources techniques les plus fréquemment proposés sont les données climatiques (19 %), une analyse coûts/bénéfices (17 %), les réglementations (17 %) et les méthodes d'évaluation des risques (15 %). Toutes les autres ressources sont citées par moins de 15 % des répondants.
- Souvent abordés dans le contexte des obstacles, les participants municipaux ont relevé de nombreux éléments qui aideraient les municipalités à prendre davantage de mesures en matière d'adaptation au climat. Trois d'entre elles ont été proposées de façon remarquablement cohérente : un accès accru et accéléré au financement; une capacité accrue en termes d'augmentation de la main-d'œuvre - généralement en termes d'expertise, mais aussi parfois exprimée en termes d'ouvriers ou de gens de métier - qui sera nécessaire pour élaborer et exécuter les plans d'adaptation au climat; et des données prévisionnelles très granulaires sur le plan géographique pour leur emplacement spécifique. Les données ont souvent été décrites comme étant plus accessibles que jamais, mais trop générales pour être utiles à l'élaboration de plans au sein d'une municipalité ou d'un bassin versant spécifique.

- Outre ces trois thèmes fréquents, d'autres obstacles ont été identifiés, qui n'étaient pas nécessairement communs à tous les participants, mais qui ont néanmoins été mentionnés à plusieurs reprises. Il s'agit notamment de la complexité ou du volume des changements politiques qui doivent être élaborés et introduits, ainsi que de la nécessité de convaincre le public d'accepter certains choix très difficiles - au moins en termes d'allocation de fonds.

Société de recherche : Earnscliffe Strategy Group (Earnscliffe)

Numéro de contrat : CW2240933

Valeur du contrat : 133 063,15

Date d'attribution du marché : 26 septembre 2022

Par la présente, je certifie, en ma qualité de représentante pour la société Earnscliffe Research Group, que les produits livrables définitifs sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la politique de communication du gouvernement du Canada et dans la procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Signé :

Date : 31 mars 2023



Doug Anderson
Partenaire, Earnscliffe

Introduction

Earnscliffe Strategy Group (Earnscliffe) a le plaisir de présenter à Ressources naturelles Canada (RNCAN) ce rapport résumant les résultats des recherches quantitatives et qualitatives entreprises pour évaluer les progrès réalisés par le Canada en matière d'adaptation au changement climatique.

En 2009, une [enquête nationale de référence sur l'adaptation au changement](#) climatique a été menée afin d'établir un point de référence pour évaluer les progrès réalisés en matière d'adaptation au changement climatique. L'enquête a ciblé les décideurs des gouvernements et des entreprises et a recueilli des informations sur leur connaissance et leur compréhension des impacts potentiels du changement climatique, sur l'adaptation actuelle de leurs organisations et sur les obstacles à l'action. Cette recherche a également été utilisée pour informer la conception du programme fédéral.

Un [deuxième projet de recherche](#), mené par Earnscliffe en 2018, a mis à jour les informations en mettant l'accent sur les communautés et les entreprises du secteur des ressources naturelles. Il a examiné les progrès réalisés par le Canada en ce qui concerne les mesures d'adaptation au changement climatique et l'impact des investissements fédéraux dans ces mesures. Plus précisément, elle a mesuré l'évolution de la sensibilisation et des mesures d'adaptation dans les collectivités et les entreprises, évalué les informations et les outils de prise de décision et identifié les obstacles à l'action. Ces résultats ont été utilisés pour étayer les rapports publics sur les progrès réalisés en matière d'adaptation.

S'appuyant sur ces travaux antérieurs, ce projet visait à mettre à jour et à développer les résultats de 2018 dans le but d'évaluer les progrès réalisés en matière d'adaptation au changement climatique et l'impact des investissements fédéraux sur ces progrès. Comme pour l'itération précédente, les résultats soutiendront les rapports publics sur les progrès réalisés en matière d'adaptation dans le cadre de la Charte pour une action efficace contre le changement climatique et du Cadre de gestion horizontale sur la croissance propre et le changement climatique.

Pour atteindre les objectifs de la recherche, Earnscliffe a mené un programme de recherche en deux phases, à la fois quantitatives et qualitatives, qui se sont déroulées simultanément.

Pour la phase quantitative, nous avons mené une enquête téléphonique en collaboration avec notre sous-traitant quantitatif, Leger. Le questionnaire de l'enquête téléphonique a été élaboré en consultation avec RNCAN, en s'inspirant, le cas échéant, de projets de recherche antérieurs. L'enquête a été conçue pour atteindre un large groupe de municipalités et d'entreprises opérant dans une variété de secteurs, comme indiqué ci-dessous. Les résultats quantitatifs sont divisés en trois sections :

- Sensibilisation et impressions sur la pertinence du changement climatique
- Adaptation au changement climatique
- Obstacles à l'intégration des considérations relatives au changement climatique dans le processus décisionnel

Le sondage a été effectué par téléphone à partir du centre d'appels centralisé de Léger, à l'aide d'un système d'interview téléphonique assistée par ordinateur (ITAO) à la fine pointe de la technologie. L'échantillon total était de 361 personnes, dont 152 qui occupent des postes de chef, de gestionnaire ou de directeur de la planification dans des municipalités partout au Canada et 209 personnes qui occupent des postes de chef des opérations ou de chef de la gestion des risques dans des industries des ressources naturelles partout au Canada. L'enquête a été menée entre le 7 novembre 2022 et le 15 mars 2023. La durée moyenne de chaque entretien était de 17 minutes.

Un échantillonnage aléatoire stratifié a été utilisé pour les échantillons de municipalités et d'entreprises. Dans le cas des municipalités, l'échantillon final a été pondéré pour correspondre à la distribution non pondérée obtenue en 2018 afin de rendre les résultats aussi comparables que possible. Les résultats municipaux agrégés peuvent être considérés comme précis à +/- 7,7 % au niveau de confiance de 95 %.

Dans le cas de l'échantillon d'entreprises, étant donné que la taille relative des secteurs dans la structure stratifiée des quotas ne reflétait pas la réalité, une pondération a été appliquée par secteur afin que les résultats agrégés de l'échantillon d'entreprises soient représentatifs de l'univers étudié. En raison des limites de l'échantillonnage, les réponses des moyennes et grandes entreprises ont été combinées dans tous les secteurs, à l'exception de celui de l'électricité, où une seule catégorie était possible. Les résultats agrégés des entreprises peuvent être considérés comme précis à +/-6,7 % au niveau de confiance de 95 %.

La phase qualitative a consisté en 18 entretiens approfondis avec des représentants d'associations représentant les petites entreprises et le commerce, ainsi qu'avec des entreprises des secteurs du pétrole et du gaz, de l'exploitation minière, de la sylviculture et des services d'utilité publique. Certains entretiens ont également été menés avec des associations représentant des municipalités et des représentants de municipalités situées dans des régions côtières. L'objectif de l'étude qualitative était de recueillir des informations plus approfondies sur des points de vue spécifiques qui n'avaient peut-être pas été explorés en détail dans l'enquête. Les entretiens ont eu lieu entre le 27 novembre 2022 et le 29 janvier 2023.

Dans le cadre de ce rapport, lorsque les résultats des entretiens approfondis sont présentés, il est important de noter que la recherche qualitative est une forme de recherche scientifique, sociale, politique et d'opinion publique. La recherche qualitative est conçue pour obtenir toute la gamme des idées, des attitudes, des expériences et des opinions d'un échantillon sélectionné de participants sur un sujet défini. En raison de leur petit nombre, les participants ne sont pas représentatifs, au sens statistique du terme, de la population plus large dont ils sont issus, et les résultats ne peuvent pas être généralisés de manière fiable au-delà de leur nombre.

L'approche d'échantillonnage suivante a été utilisée pour l'enquête téléphonique afin de s'assurer que la recherche incluait les points de vue des petites, moyennes et grandes municipalités, ainsi que des entreprises de différentes tailles des secteurs ciblés.

Les populations cibles étaient les suivantes :

- Municipalités : un échantillon stratifié de personnes occupant des postes de chef, gestionnaire ou directeur de la planification dans des municipalités du Canada qui reflètent la répartition géographique de la population.
- Industries des ressources naturelles : un échantillon stratifié de personnes occupant des postes de chef des opérations ou de chef de la gestion des risques au Canada, tels qu'identifiés par les codes SCIAN ci-dessous fournis par le client.

Conformément à Statistique Canada, les petites entreprises ont été classées comme celles comptant moins de 100 employés, les moyennes entreprises comme celles comptant de 100 à 499 employés et les grandes entreprises comme celles comptant 500 employés ou plus. Les petites municipalités sont celles dont la population est comprise entre 1 000 et 29 999 habitants, les moyennes sont celles dont la population est comprise entre 30 000 et 99 999 habitants et les grandes sont celles dont la population est égale ou supérieure à 100 000 habitants.

En raison de la taille réduite des échantillons, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba ont été regroupés et présentés sous le nom de Prairies, tant pour l'échantillon des entreprises que pour celui des municipalités. De même, les réponses de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard sont regroupées et présentées sous le nom de Canada atlantique. Deux municipalités des territoires ont été échantillonnées et font partie de l'échantillon des municipalités côtières, mais ne sont pas incluses dans la ventilation régionale.

Pour l'échantillon municipal, des quotas ont été fixés pour assurer la représentation des petites, moyennes et grandes municipalités. Pour l'échantillon des entreprises, des quotas ont été fixés en fonction de la taille de chaque secteur.

La base de sondage pour les entreprises est résumée dans le tableau ci-dessous. Elle organise l'échantillon selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), un système utilisé pour fournir des définitions communes de la structure industrielle du Canada, du Mexique et des États-Unis. Le nombre réel (N) correspond au nombre total d'entreprises au Canada, réparties selon leurs codes SCIAN respectifs. L'échantillon (n) correspond au nombre d'entretiens réalisés dans le cadre de cette étude, également répartis selon les codes SCIAN.

Tableau A1 : Base d'échantillonnage des entreprises.

Entreprises	Réel (N)				Échantillon (n)			
	Petites	Moy.	Grandes	Total	Petites	Moy.	Grandes	Total
Pétrole et gaz (SCIAN : 211, 237120, 4861, 4862, 4869, 324110, 324190)	3 329	167	45	3 541	66	8	2	76
Exploitation minière (SCIAN : 2121, 212210, 212220, 212231, 212232, 212233, 212299, 212392, 212393, 212395, 212396, 212397, 212398)	689	344	64	928	24	5	3	32*
(SCIAN : 331)	449	104	26	579	2	1	1	4
Foresterie (SCIAN : 1131, 1132, 1133, 3221, 3222)	4 783	194	9	4 986	70	8	1	79
Énergie (SCIAN : 221111, 221112, 221113, 221119,	1 276	143	38	1 457	54	7	2	63

221121, 221122, 237130)								
Total	-	-	-	10 912	214	28	8	250

La base de sondage pour les municipalités est résumée dans le tableau ci-dessous :

Tableau A2 : Municipalités Base d'échantillonnage.

Municipalités	Réel (n)	Échantillon (n)
Petite	1 944	50
Moyenne	95	30
Grande	54	20
Total	2 093	100

Les tableaux ci-dessous présentent le profil démographique des échantillons en 2018 et 2023.

Tableau A3 : Distributions des profils des échantillons

Entreprises	Taille de l'échantillon		Pourcentage	
	2018	2023	2018	2023
Pétrole et gaz (SCIAN : 211, 237120, 4861, 4862, 4869, 324110, 324190)	77	68	31 %	33 %
Exploitation minière (SCIAN : 2121, 212210, 212220, 212231, 212232, 212233, 212299, 212392, 212393, 212395, 212396, 212397, 212398, 331)	25	21	10 %	10 %
Foresterie (SCIAN : 1131, 1132, 1133, 3221, 3222)	83	76	33 %	36 %
Énergie (SCIAN : 221111, 221112, 221113, 221119, 221121, 221122, 237130)	65	44	26 %	21 %

Entreprises	Taille de l'échantillon		Pourcentage	
	2018	2023	2018	2023
Atlantique	27	27	11 %	13 %
Québec	53	54	21 %	26 %
Ontario	78	43	31 %	21 %
Prairies	71	62	28 %	30 %
Colombie-Britannique	21	23	8 %	11 %

Entreprises	Taille de l'échantillon		Pourcentage	
	2018	2023	2018	2023
Grandes entreprises (500+ employés)	8	7	3 %	3 %
Moyennes (100-499 employés)	30	11	12 %	5 %
Petites entreprises (<100 employés)	212	191	85 %	91 %

Municipalités	Taille de l'échantillon		Pourcentage	
	2018	2023	2018	2023
Petite	76	132	76 %	87 %
Moyenne	13	13	13 %	9 %
Grande	11	7	11 %	5 %

Municipalités	Taille de l'échantillon		Pourcentage	
	2018	2023	2018	2023
Atlantique	11	12	11 %	8 %
Québec	24	36	24 %	24 %
Ontario	28	35	28 %	23 %
Prairies	23	53	23 %	35 %
Colombie-Britannique	14	14	14 %	9 %
Territoires	0	2	0	1 %

Les résultats détaillés de cette recherche sont présentés dans les sections suivantes de ce rapport. Des détails supplémentaires sur la conception de l'enquête, la méthodologie et l'approche d'échantillonnage de l'enquête peuvent être trouvés dans les annexes incluses à la fin de ce rapport.

Résultats détaillés

Le rapport suivant présente l'analyse des recherches quantitatives et qualitatives. Il est divisé en deux sections principales : les résultats des entreprises du secteur des ressources naturelles (section A) et ceux des municipalités (section B). Dans chaque section, les résultats sont présentés sur la base de l'étude quantitative et des conclusions de l'étude qualitative. Trois thèmes principaux sont explorés dans chaque section : la sensibilisation et les impressions sur la pertinence du changement climatique, les mesures d'adaptation au changement climatique et les obstacles à l'intégration des considérations liées au changement climatique.

Les détails concernant la conception de l'enquête, la méthodologie, l'approche d'échantillonnage et la pondération des résultats se trouvent dans le rapport méthodologique quantitatif à l'annexe A. Les détails concernant la conception, la méthodologie et l'analyse des entretiens se trouvent dans le rapport méthodologique qualitatif à l'annexe B.

Conseils pour l'interprétation des données

Pour les besoins de ce rapport, les tableaux inclus ont été identifiés par des étiquettes de colonne (p. ex., A, B, etc.) afin d'indiquer les résultats statistiquement significatifs. Les lettres figurant sous les pourcentages indiquent que les résultats sont significativement différents de ceux trouvés dans les colonnes de comparaison indiquées par la lettre dans les intitulés des colonnes. Par exemple, si vous voyez un point de données dans la colonne B (dans ce cas, le secteur du pétrole et du gaz) à 11 % avec un « D » en dessous, cela indique qu'il est statistiquement différent du résultat de 1 % trouvé dans la colonne D (dans ce cas, le secteur de la sylviculture).

Il convient également de noter que s'il existe parfois des différences dans les pourcentages, ces différences ne sont pas nécessairement significatives sur le plan statistique en raison de la taille relativement faible des échantillons - d'où l'importance de se référer aux lettres qui se trouvent sous certains pourcentages. Sauf indication contraire, les différences mises en évidence sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 95 %. Le test statistique utilisé pour déterminer la signification des résultats est le test Z. En raison des arrondis, la somme des résultats peut ne pas atteindre 100 %.

Sauf indication contraire, les résultats qualitatifs représentent les résultats combinés pour les différents publics et pour l'anglais et le français. Les citations utilisées tout au long du rapport ont été sélectionnées pour donner vie à l'analyse et fournir des commentaires textuels uniques de la part des participants des différents publics.

L'échantillonnage aléatoire stratifié a été utilisé à la fois pour l'échantillon municipal et pour l'échantillon d'entreprises. L'échantillonnage stratifié consiste à diviser une population en sous-populations plus petites appelées strates. Dans le cas des municipalités, l'échantillon final a été pondéré pour correspondre à la distribution non pondérée obtenue en 2018 afin de rendre les résultats aussi comparables que possible. En d'autres termes, certaines réponses ont été plus ou moins importantes dans l'étude la plus récente afin de correspondre à la distribution de l'échantillon en 2018. Les résultats municipaux agrégés peuvent être considérés comme précis à +/-7,7 % au niveau de confiance de 95 %.

Dans le cas de l'échantillon d'entreprises, étant donné que la taille relative des secteurs dans la structure stratifiée des quotas ne reflétait pas la réalité, une pondération a été appliquée par secteur afin que les résultats agrégés de l'échantillon d'entreprises soient représentatifs de l'univers étudié. En d'autres termes, certaines réponses ont été plus ou moins importantes afin de mieux aligner les résultats sur la distribution connue des entreprises concernées au Canada. En raison des limites de l'échantillonnage, les réponses des moyennes et grandes entreprises ont été combinées dans tous les secteurs, à l'exception de celui de l'électricité, où une seule catégorie était possible. Les résultats agrégés des entreprises peuvent être considérés comme précis à +/-6,7 % au niveau de confiance de 95 %.

Section A : Entreprises répondantes

Cette section résume les résultats de l'enquête menée auprès de 209 entreprises, ainsi que les six entretiens approfondis réalisés avec des représentants des associations représentant les petites entreprises et le commerce, ainsi que des entreprises des secteurs du pétrole et du gaz, de l'exploitation minière, de la sylviculture et des services d'utilité publique.

Sensibilisation et impressions sur la pertinence du changement climatique

L'enquête a commencé par interroger les répondants sur leurs impressions concernant le changement climatique afin d'évaluer leurs impressions et leur sensibilisation à la question. Dans tous les secteurs d'activité étudiés, sept personnes sur dix pensent (69 %) que le changement climatique est en train de se produire, soit la même proportion de répondants qui ont dit la même chose en 2018 (70 %).

Parmi ceux qui ne croient pas que le changement climatique se produit actuellement, 14 % de tous les répondants affirment qu'il se produira dans un avenir prévisible et 11 % déclarent qu'il ne se produit pas actuellement et qu'il ne se produira pas dans un avenir prévisible.

Tableau B1 - Q8. Lequel de ces énoncés décrit le mieux ce qui se passe en termes de changement climatique dans les régions du Canada où votre organisation exerce ses activités?
Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie

Les changements climatiques se manifestent actuellement	69 %	67 %	69 %	70 %	70 %
Les changements climatiques ne se manifestent pas actuellement, mais ils se manifesteront dans un avenir rapproché	14 %	9 %	12 %	18 %	16 %
Les changements climatiques ne se manifestent pas actuellement et ne se manifesteront pas dans un avenir rapproché	11 %	13 %	8 %	11 %	7 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	6 %	11 %	12 %	1 %	7 %
	-	D	-	-	-
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44
Libellé de la colonne	A	B	C	D	E

Tableau B2 - Q8. Lequel de ces trois énoncés décrit le mieux ce qui se passe en matière de changements climatiques dans les régions du Canada où votre organisation exerce ses activités?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	2022	2018
Les changements climatiques se manifestent actuellement	69 %	70 %
Les changements climatiques ne se manifestent pas actuellement, mais ils se manifesteront dans un avenir rapproché	14 %	17 %
Les changements climatiques ne se manifestent pas actuellement et ne se manifesteront pas dans un avenir rapproché	11 %	11 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	6 %	2 %
	B	-
Taille de l'échantillon	209	250
Libellé de la colonne	A	B

Autres différences démographiques :

- Les répondants des Prairies sont les moins susceptibles de dire que le changement climatique se produit actuellement (51 %) et les plus susceptibles de dire qu'il ne se produit pas actuellement et qu'il ne se produira pas dans un avenir prévisible (23 %).

Perspectives qualitatives

Lors des entretiens approfondis, toutes les entreprises participantes étaient d'avis que le changement climatique est déjà en cours et ont facilement indiqué plusieurs types de preuves pour expliquer cette impression. En général, les participants ont cité les conditions météorologiques extrêmes dont ils ont été témoins ou les nouvelles conditions qu'ils ont dû prendre en compte.

Une chose à noter à propos des entretiens approfondis est que le terme « atténuation » a souvent été utilisé en référence à l'adaptation. Lorsqu'il a été utilisé de cette manière, les réponses ont été reprises mot pour mot, mais l'analyse s'est basée sur ce qui était réellement signifié plutôt que sur le terme utilisé. À des fins de communication, cela suggère que l'utilisation du terme « atténuation » pour signifier uniquement l'atténuation de l'impact du changement climatique, plutôt que la réduction de l'impact du changement climatique, n'est pas toujours reçue en tenant compte de cette distinction. L'atténuation a souvent été utilisée pour décrire la manière d'atténuer un risque posé, ce qui est une approche typique du développement d'une stratégie d'entreprise, bien que dans ce cas, les décideurs politiques tendent à réserver l'atténuation à un aspect différent du dialogue sur le changement climatique.

« Nous croyons fermement que le changement climatique est en cours et, en particulier, que nos forêts en ressentent les effets. Des choses comme des modèles d'incendies de forêt que nous n'avons jamais vus auparavant, des éclosions de ravageurs forestiers, des changements sans précédent dans la variabilité du climat qui affectent les options forestières. »

« La variété et la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, y compris des tempêtes dont nous n'avons jamais entendu parler auparavant. »

« Lorsque de grosses tempêtes surviennent, elles peuvent provoquer des pannes très étendues et très longues. Quand il n'y a pas d'électricité, rien ne se passe. Notre économie est arrêtée. Cela peut durer des heures, voire des jours. En 2013, la tempête de verglas a été dévastatrice, à titre d'exemple. Nous constatons que ces phénomènes sont plus fréquents, que les pannes durent plus longtemps et que nos équipements et nos infrastructures subissent des dommages importants. »

Les répondants qui pensent que le changement climatique ne se produit pas actuellement, mais qu'il se produira dans un avenir prévisible, ont été invités à répondre à une question complémentaire précisant les délais. Une majorité (37 %) affirme que le changement climatique commencera probablement à avoir un impact sur les régions dans lesquelles leur entreprise opère d'ici 6 à 10 ans, tandis qu'un quart (25 %) et un cinquième (19 %) disent la même chose pour 20 ans ou plus et 1 à 5 ans respectivement.

Tableau B3 - Q9. Dans combien d'années croyez-vous que l'impact des changements climatiques commencera à se faire sentir dans les régions du Canada où votre organisation exerce ses activités?

Base : Les entreprises interrogées qui ont déclaré que le changement climatique n'est pas en train de se produire maintenant, mais qu'il se produira dans un avenir prévisible à la Q8.

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Dans 1 à 5 ans	19 %	7 %	0 %	23 %	29 %
Dans 6 à 10 ans	37 %	37 %	100 %	38 %	0 %
Dans 11 à 19 ans	8 %	19 %	0 %	8 %	0 %

Dans 20 ans ou plus	25 %	37 %	0 %	15 %	57 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	11 %	0 %	0 %	15 %	14 %
Taille de l'échantillon	29	6	3	13	7

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Toutes les personnes ayant déclaré que le changement climatique se produisait ou se produirait ont ensuite été interrogées sur l'impact d'un changement climatique sur les régions du Canada dans lesquelles leur entreprise exerce ses activités. Deux répondants sur cinq (42 %) ont choisi de qualifier l'impact de modéré, tandis qu'un quart l'a caractérisé comme majeur (24 %) ou mineur (23 %) respectivement. Il n'y a pas de changement statistiquement significatif par rapport aux résultats de 2018.

Parmi les secteurs interrogés, les répondants du secteur forestier (54 %) étaient plus susceptibles de prévoir un impact modéré que ceux des secteurs du pétrole et du gaz (26 %) ou de l'électricité (29 %). De même, les personnes interrogées dans le secteur du pétrole et du gaz étaient beaucoup plus susceptibles de déclarer un impact mineur (33 %) que celles de la sylviculture (15 %).

Tableau B4 - Q10. Quelle sera l'ampleur de l'impact des changements climatiques dans les régions du Canada où votre organisation exerce ses activités au cours des 20 prochaines années? Diriez-vous qu'ils auront...?

Base : Les entreprises interrogées qui n'ont pas répondu que le changement climatique n'est pas en train de se produire et ne se produira pas dans un avenir prévisible à la Q8.

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Forêt	Énergie
Un impact majeur	24 %	30 %	4 %	22 %	29 %
Un impact modéré	42 %	26 %	58 %	54 %	29 %
	-	-	-	C.-À-D.	-
Un impact mineur	23 %	33 %	17 %	15 %	29 %
	-	D	-	-	-
Aucun impact	8 %	4 %	21 %	8 %	10 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	3 %	7 %	0 %	2 %	2 %
Taille de l'échantillon	187	59	19	68	41
Libellé de la colonne	A	B	C	D	E

Tableau B5 - Q10. Quelle sera l'ampleur de l'impact des changements climatiques dans les régions du Canada où votre organisation exerce ses activités au cours des 20 prochaines années? Diriez-vous qu'ils auront...?

Base : Les entreprises interrogées qui n'ont pas répondu que le changement climatique n'est pas en train de se produire et ne se produira pas dans un avenir prévisible à la Q8.

Colonne %	2022	2018
Un impact majeur	24 %	19 %

Un impact modéré	42 %	43 %
Impact mineur	23 %	26 %
Un impact mineur	8 %	11 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	3 %	0 %
	B	-
Taille de l'échantillon	187	227
Libellé de la colonne	A	B

Autres différences démographiques :

- En écho aux résultats ci-dessus, les habitants des Prairies sont les moins susceptibles (10 %) de dire que le changement climatique aura un impact majeur, et les plus susceptibles de dire qu'il aura un impact mineur (42 %).
- Les répondants du Canada atlantique (85 %), de la Colombie-Britannique (84 %) et du Québec (79 %) sont les plus susceptibles d'affirmer qu'il y aura un impact majeur ou modéré.

Perspectives qualitatives

Bien que toutes les entreprises ayant participé aux entretiens approfondis aient estimé que le changement climatique aurait un impact, les avis étaient partagés sur la question de savoir si cet impact serait majeur ou modéré. Pour ceux qui pensaient que l'impact serait modéré plutôt que majeur, ce n'était pas parce que le climat n'allait pas poser de nouveaux défis significatifs, mais plutôt parce que leur impression tendait à être basée sur le sentiment que leur industrie se préparait et s'adaptait.

« Les entreprises s'adaptent déjà aux mesures d'atténuation, mais du point de vue de l'adaptation, c'est au cas par cas que les choses se passent pour l'instant. Cela dépend beaucoup de l'endroit où l'on se trouve. L'impact sera ressenti différemment, de différentes manières. Tous s'inquiètent de l'impact sur les chaînes d'approvisionnement, qu'elles soient interprovinciales ou internationales. »

« Il a le potentiel d'avoir un impact majeur, mais avec des mesures d'adaptation et plus de planification dans l'ensemble, il y a des possibilités d'atténuer cela. Nous constatons déjà des impacts majeurs, mais la gestion des forêts offre la possibilité de les atténuer - les impacts dans les forêts gérées sont en fait moins importants que dans les forêts non gérées. »

« Difficile à quantifier pour l'ensemble du secteur. Il est difficile de dire qu'il n'y en a pas, on ne peut pas dire qu'il y en a beaucoup. De nombreux sites sont déjà conçus selon des normes beaucoup plus strictes qu'un grand nombre d'infrastructures publiques. Nous tenons compte des impacts sur les chaînes d'approvisionnement. L'autre aspect est qu'il existe un potentiel d'impacts positifs : la possibilité de saisons d'expédition plus longues, de saisons de croissance plus longues, qui pourraient augmenter le succès des activités de restauration des mines (probablement à plus long terme que 20 ans) ».

Dans deux cas sur cinq (18 %), les événements météorologiques et les tempêtes plus fréquents ou plus violents sont, comme en 2018, les plus susceptibles d'être choisis par les répondants comme l'impact le plus grave du changement climatique au cours des 20 prochaines années. Il y avait cependant quelques variations selon les secteurs, ceux de la foresterie étant les plus susceptibles de mettre en avant les incendies de forêt (23 %), les vagues de chaleur (20 %), les sécheresses (18 %). En revanche, les acteurs du secteur de l'énergie sont les plus enclins à citer l'évolution du niveau des mers et des lacs (15 %).

Tableau B6 - Q11 Pensez aux régions du Canada où votre organisation exerce ses activités; quel sera, selon vous, l'impact le plus important qu'auront les changements climatiques au cours des 20 prochaines années? À votre avis, quel sera le deuxième impact en importance? Base : Les entreprises interrogées qui n'ont pas répondu que le changement climatique n'est pas en train de se produire et ne se produira pas dans un avenir prévisible à la Q8.

Colonne %	Les plus graves	Prochaine plus grave
Tempêtes ou phénomènes météorologiques plus fréquents ou plus violents	18 %	13 %
Impact économique (perte de productivité, effets négatifs sur le commerce, développement du commerce)	10 %	10 %
Feux de forêt (ou de broussailles)	8 %	5 %
Vagues de chaleur	7 %	6 %
Impact sur l'approvisionnement en eau	4 %	4 %
Sécheresses	4 %	8 %
Inondations	4 %	5 %
Impact sur l'agriculture (changements dans les saisons de croissance, récolte déficitaire)	4 %	3 %
Variation du niveau des mers ou des lacs, érosion côtière	3 %	3 %
Changement de température / fluctuations de température	2 %	0 %
Pénuries d'approvisionnement/de matériel	2 %	0 %
Impact sur la santé humaine	2 %	5 %
Variations dans le pergélisol (fonte, dégel, instabilité)	2 %	5 %
Hivers plus chauds	2 %	2 %
Changement de la durée des saisons	2 %	0 %
Impact sur la faune (changements dans les comportements migratoires, disparition d'espèces, espèces invasives, perte d'habitats)	2 %	3 %
Plus d'événements de pluie/neige	1 %	0 %
Réglementation gouvernementale	1 %	0 %
Climat extrême (chaud, froid)	1 %	0 %
Augmentation des coûts	1 %	0 %
Transport / Transport en commun	1 %	0 %
Effets sur les infrastructures	1 %	1 %
Autres	3 %	15 %
Aucun impact particulier	3 %	0 %
Aucun impact grave	5 %	2 %

Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	8 %	11 %
----------------------------------------------------------	-----	------

Tableau B7 - Q11 Pensez aux régions du Canada où votre organisation exerce ses activités; quel sera, selon vous, l'impact le plus important qu'auront les changements climatiques au cours des 20 prochaines années? Quel sera, selon vous, l'impact le plus grave suivant?

Base : Les entreprises interrogées qui n'ont pas répondu que le changement climatique n'est pas en train de se produire et ne se produira pas dans un avenir prévisible à la Q8.

Colonne % Combiné le plus grave et le suivant le plus grave	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Tempêtes ou phénomènes météorologiques plus fréquents ou plus violents	29 %	36 %	42 %	22 %	29 %
Impact économique (perte de productivité, effets négatifs sur le commerce, développement du commerce)	18 %	22 %	4 %	18 %	12 %
Vagues de chaleur	12 %	6 %	4 %	20 %	7 %
	-	-	-	C.-À-D.	-
Feux de forêts (ou de broussailles)	11 %	0 %	0 %	23 %	5 %
	-	-	-	C.-À-D.	-
Sécheresses	11 %	6 %	0 %	18 %	10 %
	-	-	-	B	-
Inondations	8 %	6 %	8 %	10 %	7 %
Impact sur l'approvisionnement en eau	7 %	2 %	18 %	8 %	12 %
Impact sur la santé humaine	6 %	9 %	0 %	7 %	2 %
Impact sur l'agriculture (changements dans les saisons de croissance, récolte déficitaire)	6 %	6 %	8 %	5 %	12 %
Variations dans le pergélisol (fonte, dégel, instabilité)	6 %	6 %	8 %	5 %	10 %
Variation du niveau des mers ou des lacs, érosion côtière	5 %	6 %	4 %	2 %	15 %
	-	-	-	-	D
Impact sur la faune (changements dans les comportements migratoires, disparition d'espèces, espèces invasives, perte d'habitats)	4 %	6 %	0 %	3 %	5 %
Hivers plus chauds	3 %	4 %	14 %	1 %	0 %
Changement de température / fluctuations de température	2 %	4 %	4 %	0 %	5 %
Plus d'événements de pluie/neige	2 %	0 %	0 %	3 %	2 %
Effets sur les infrastructures	1 %	1 %	0 %	1 %	2 %
Climat extrême (chaud, froid)	1 %	2 %	0 %	0 %	2 %
Autres	19 %	25 %	8 %	16 %	17 %
Aucun impact particulier	3 %	2 %	0 %	3 %	5 %
Aucun impact grave	7 %	11 %	13 %	2 %	10 %

	-	D	-	-	-
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	17 %	17 %	35 %	16 %	10 %
Taille de l'échantillon	187	59	19	68	41
Noms des colonnes	A	B	C	D	E

Tableau B8 - Q11 En pensant aux régions du Canada dans lesquelles votre organisation exerce ses activités, quel sera, selon vous, l'impact le plus grave d'un changement climatique au cours des 20 prochaines années? Quel sera, selon vous, l'impact le plus grave suivant?
Base : Les entreprises interrogées qui n'ont pas répondu que le changement climatique n'est pas en train de se produire et ne se produira pas dans un avenir prévisible à la Q8.

Colonne %	2022	2018
Combiné le plus grave et le suivant le plus grave		
Tempêtes ou phénomènes météorologiques plus fréquents ou plus violents	29 %	29 %
	-	-
Tempêtes ou phénomènes météorologiques plus fréquents ou plus violents	18 %	17 %
	-	-
Vagues de chaleur	12 %	5 %
	B	-
Feux de forêts (ou de broussailles)	11 %	6 %
	-	-
Sécheresses	11 %	9 %
	-	-
Inondations	8 %	10 %
	-	-
Impact sur l'approvisionnement en eau	7 %	9 %
	-	-
Impact sur la santé humaine	6 %	4 %
	-	-
Impact sur l'agriculture (changements dans les saisons de croissance, récolte déficitaire)	6 %	6 %
	-	-
Variations dans le pergélisol (fonte, dégel, instabilité)	6 %	6 %
	-	-
Variation du niveau des mers ou des lacs, érosion côtière	5 %	16 %
	-	A
Impact sur la faune (changements dans les comportements migratoires, disparition d'espèces, espèces invasives, perte d'habitats)	4 %	9 %
	-	-
Hivers plus chauds	3 %	4 %
	-	-
Changement de température / fluctuations de température	2 %	0 %
	B	-
Plus d'événements de pluie/neige	2 %	1 %

	-	-
Effets sur les infrastructures	1 %	1 %
	-	-
Climat extrême (chaud, froid)	1 %	7 %
	-	A
Autres	19 %	16 %
	-	-
Aucun impact particulier	3 %	1 %
	-	-
Aucun impact particulier	7 %	10 %
	-	-
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	17 %	18 %
	-	-
Taille de l'échantillon	187	227
Noms des colonnes	A	B

Autres différences démographiques :

- Les répondants du Québec (10 %) sont les plus susceptibles de citer les feux de forêt comme un impact sérieux du changement climatique au cours des 20 prochaines années.
- Les habitants des Prairies sont les plus susceptibles de mentionner les effets sur l'agriculture (8 %) comme un impact sérieux, ou de dire qu'il n'y aura pas d'impact sérieux (13 %).

En ce qui concerne l'impact sur les entreprises, les répondants se répartissent à parts égales entre ceux qui affirment qu'il a un impact sur l'organisation (37 %) et ceux qui affirment qu'il n'a pas d'impact actuellement, mais qu'il pourrait en avoir un à l'avenir (37 %). Un quart des répondants (24 %) affirment qu'il n'y aura pas d'impact sur leur entreprise.

Tableau B9 - Q12. Est-ce que les changements climatiques ont déjà un impact sur votre organisation, est-ce qu'ils n'ont pas encore d'impact sur votre organisation, mais pourraient en avoir dans l'avenir, ou est-ce qu'ils n'auront pas d'impact sur votre organisation?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Ils ont un impact sur votre organisation	37 %	41 %	29 %	35 %	41 %
Ils n'ont pas encore d'impact sur votre organisation, mais ils pourraient en avoir dans l'avenir	37 %	33 %	52 %	40 %	30 %
Ils n'auront pas d'impact sur votre organisation	24 %	26 %	20 %	22 %	27 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	2 %	0 %	0 %	3 %	2 %
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44

Autres différences démographiques :

- En écho aux résultats ci-dessus, les habitants des Prairies sont les plus susceptibles de dire que le changement climatique n'aura pas d'impact sur leur organisation (38 %).

Deux tiers (65 %) des personnes interrogées qui pensent que le changement climatique a ou aura un impact sur leur organisation affirment que le changement climatique aura un impact principalement négatif sur leur entreprise. En revanche, 15 % affirment qu'il aura un impact principalement positif.

Tableau B10 - Q13. Dans l'ensemble, les changements climatiques auront-ils un impact principalement positif ou principalement négatif sur votre organisation?

Base : Les répondants qui n'ont pas dit que le changement climatique n'aura pas d'impact sur leur organisation à la Q12.

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Impact principalement négatif	65 %	55 %	56 %	77 %	50 %
	-	-	-	C.-À-D.	-
Impact principalement positif	15 %	16 %	15 %	11 %	25 %
Impact à la fois positif et négatif	8 %	15 %	15 %	2 %	9 %
	-	D	-	-	-
Impact neutre ou aucun impact	2 %	2 %	0 %	2 %	6 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	10 %	11 %	15 %	9 %	9 %
Taille de l'échantillon	158	50	16	60	32
Libellé de la colonne	A	B	C	D	E

Tableau B11 - Q13. Dans l'ensemble, les changements climatiques auront-ils un impact principalement positif ou principalement négatif sur votre organisation?

Base : Les répondants qui n'ont pas dit que le changement climatique n'aura pas d'impact sur leur organisation à la Q12.

Colonne %	2022	2018
Impact principalement négatif	65 %	61 %
Impact essentiellement positif	15 %	18 %
Impact principalement positif	8 %	10 %
Impact à la fois positif et négatif	2 %	6 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	10 %	6 %
Taille de l'échantillon	158	186

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

De nouvelles possibilités commerciales (33 %), des hivers plus doux et des coûts énergétiques moins élevés (28 %), ainsi qu'une augmentation du tourisme (18 %) sont les principaux effets positifs du changement climatique cités par les personnes interrogées.

Tableau B12 - Q14. Plus précisément, quels seront les effets positifs des changements climatiques ou les possibilités qui en découleront pour votre organisation? Y en a-t-il d'autres?

Base : Répondants ayant déclaré que le changement climatique avait au moins un certain impact positif sur leur organisation à la Q13.

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Accroissement des occasions d'affaires	33 %	46 %	67 %	0 %	50 %
Hivers plus chauds/coûts énergétiques inférieurs	28 %	41 %	33 %	17 %	25 %
Augmentation du tourisme/saison touristique plus longue	18 %	27 %	0 %	17 %	13 %
Réduction des coûts de déneigement en hiver	12 %	27 %	0 %	0 %	13 %
Moins de chômage saisonnier/nouvelles possibilités d'emploi	11 %	0 %	0 %	17 %	25 %
Saison d'exploitation devancée ou plus longue	11 %	14 %	33 %	0 %	13 %
Augmentation de l'approvisionnement en eau	10 %	14 %	0 %	0 %	25 %
Augmentation du rendement des cultures	8 %	14 %	0 %	0 %	13 %
Conditions meilleures pour le bétail ou la faune	8 %	14 %	0 %	0 %	13 %
Augmentation du transport actif (marche/vélo)	8 %	14 %	0 %	0 %	13 %
Autres	18 %	27 %	0 %	17 %	13 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	11 %	0 %	0 %	33 %	0 %
Taille de l'échantillon	25	8	3	6	8

Tableau B13 - Q14. Plus précisément, quels seront les effets positifs des changements climatiques ou les possibilités qui en découleront pour votre organisation? Y en a-t-il d'autres?
Base : Répondants ayant déclaré que le changement climatique avait au moins un certain impact positif sur leur organisation à la Q13.

Colonne %	2022	2018
Accroissement des occasions d'affaires	33 %	66 %
Hivers plus chauds/coûts énergétiques inférieurs	28 %	18 %
Augmentation du tourisme/saison touristique plus longue	18 %	11 %
Réduction des coûts de déneigement en hiver	12 %	18 %
Moins de chômage saisonnier/nouvelles possibilités d'emploi	11 %	18 %
Saison d'exploitation devancée ou plus longue	11 %	23 %

Augmentation de l'approvisionnement en eau	10 %	14 %
Augmentation du rendement des cultures	8 %	11 %
Conditions meilleures pour le bétail ou la faune	8 %	12 %
Augmentation du transport actif (marche/vélo)	8 %	16 %
Autres	18 %	8 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	11 %	5 %
Taille de l'échantillon	25	38

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Alors que ceux qui voient des effets positifs dans l'évolution du climat sont plus susceptibles de citer de nouvelles possibilités commerciales comme raison, la majorité de ceux qui considèrent que le changement climatique a des effets négatifs soulignent également les conséquences économiques - même si elles sont négatives. Un tiers (32 %) des répondants sont les plus susceptibles de mentionner les pertes économiques ou les coûts d'adaptation comme des risques pour leur organisation. Viennent ensuite les impacts sur les infrastructures (18 %), l'augmentation des vagues de chaleur (18 %) et l'augmentation des incendies de forêt (17 %).

La manière dont les impacts négatifs d'un climat changeant sont appréhendés pour une organisation a évolué au fil du temps. Il convient de noter que l'inquiétude concernant les pertes économiques, bien qu'elle reste la principale préoccupation (32 %), est en baisse par rapport à 2018 (46 %). Ceux qui citent les changements de niveau d'eau, les inondations, les ondes de tempête, l'augmentation des ravageurs et des maladies, et le smog ont également tous diminué par rapport à 2018. Les seuls risques statistiquement significatifs qui ont augmenté entre 2018 et 2022 sont le raccourcissement des saisons d'exploitation, les changements climatiques extrêmes et les pénuries d'approvisionnement ou de matériel.

Tableau B14 - Q15. Plus précisément, quels seront les effets négatifs des changements climatiques ou les risques qui en découleront pour votre organisation? Y en a-t-il d'autres?
Base : Répondants ayant déclaré que le changement climatique avait au moins un certain impact négatif sur leur organisation à la Q13.

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Pertes économiques / coûts de l'adaptation	32 %	33 %	9 %	36 %	19 %
Impacts/coûts de l'infrastructure	18 %	18 %	37 %	15 %	25 %
Augmentation des vagues de chaleur/coûts de climatisation	18 %	13 %	9 %	20 %	25 %
Accroissement des feux de forêt (ou de broussailles)	17 %	8 %	0 %	25 %	6 %
Saison d'exploitation plus courte	12 %	4 %	9 %	18 %	0 %
Accroissement des sécheresses	11 %	12 %	0 %	14 %	6 %
Variation du niveau des eaux/de l'approvisionnement en eau	7 %	8 %	0 %	6 %	13 %

Saison touristique hivernale plus courte	6 %	11 %	0 %	5 %	6 %
Accroissement des ondes de tempête/dommages causés par l'élévation du niveau de la mer	6 %	1 %	0 %	8 %	13 %
Pénuries d'approvisionnement/de matériel	6 %	0 %	0 %	9 %	6 %
Coût du transport	5 %	0 %	0 %	7 %	13 %
Accroissements des inondations	5 %	8 %	9 %	2 %	6 %
Changements climatiques extrêmes	5 %	8 %	0 %	2 %	13 %
Accroissement des espèces nuisibles/maladies	4 %	0 %	0 %	7 %	0 %
Effets sur l'agriculture et les cultures	3 %	4 %	0 %	2 %	6 %
Manque de personnel	2 %	4 %	0 %	1 %	0 %
Accroissement du smog	1 %	0 %	0 %	2 %	0 %
Autres	13 %	17 %	0 %	10 %	25 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	6 %	5 %	28 %	5 %	0 %
Taille de l'échantillon	99	29	7	47	16

Tableau B15 - Q15. Quels sont, en particulier, certains des impacts négatifs ou des risques pour votre organisation résultant d'un changement climatique? Y en a-t-il d'autres?
Base : Répondants ayant déclaré que le changement climatique avait au moins un certain impact négatif sur leur organisation à la Q13.

Colonne %	2022	2018
Pertes économiques / coûts de l'adaptation	32 %	46 %
Impacts/coûts de l'infrastructure	-	A
Augmentation des vagues de chaleur/coûts de climatisation	18 %	29 %
Accroissement des feux de forêt (ou de broussailles)	18 %	24 %
Saison d'exploitation plus courte	17 %	23 %
Accroissement des sécheresses	12 %	0 %
Variation du niveau des eaux/de l'approvisionnement en eau	B	-
Saison touristique hivernale plus courte	11 %	20 %
Accroissement des ondes de tempête/dommages causés par l'élévation du niveau de la mer	7 %	22 %
Pénuries d'approvisionnement/de matériel	-	A
Coût du transport	6 %	9 %
Accroissements des inondations	6 %	19 %
Changements climatiques extrêmes	-	A
Accroissement des espèces nuisibles/maladies	6 %	0 %
Effets sur l'agriculture et les cultures	B	-
Manque de personnel	5 %	3 %

Accroissement du smog	5 %	22 %
Pertes économiques / coûts de l'adaptation	-	A
Impacts/coûts de l'infrastructure	5 %	0 %
Augmentation des vagues de chaleur/coûts de climatisation	B	-
Accroissement des feux de forêt (ou de broussailles)	4 %	18 %
Saison d'exploitation plus courte	-	A
Accroissement des sécheresses	3 %	1 %
Variation du niveau des eaux/de l'approvisionnement en eau	2 %	0 %
Saison touristique hivernale plus courte	1 %	9 %
	-	A
Autres	13 %	16 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	6 %	7 %
Taille de l'échantillon	99	111
Libellé de la colonne	A	B

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Perspectives qualitatives

Les entreprises interrogées dans le cadre des entretiens approfondis ont pu facilement identifier les risques et les impacts tant généraux que spécifiques à leurs activités ou à leur secteur d'activité. Les entretiens ont montré qu'il existe un large éventail de moyens par lesquels les entreprises envisagent déjà de devoir s'adapter, certains d'entre eux suscitant plus d'inquiétude que d'autres, mais, dans l'ensemble, occupant certainement l'esprit de nombreuses personnes dans les secteurs d'activité étudiés.

« Une série de risques : risques liés à la chaîne d'approvisionnement; risques associés à d'autres événements catastrophiques; impacts potentiels sur les sites (opérationnels, infrastructures côté mine, santé et sécurité, par exemple, une entreprise en Australie a dû restreindre certaines activités après que des employés soient tombés malades ou soient décédés à cause d'une chaleur extrême); événements de précipitations extrêmes (infrastructures sur site), davantage de précipitations sur une longue période; conditions de sécheresse (stratégies de gestion des déchets miniers); dans le Nord, le permafrost est un problème, l'impact sur les bâtiments et les routes. Les impacts sont multiples ».

« L'un des risques les plus importants sera la perte d'approvisionnement en bois. La zone qui est essentiellement fixée par les gouvernements provinciaux pour la tenure durable. La multiplication des incendies de forêt ou des éclosions d'insectes a un impact négatif important sur l'approvisionnement continu en bois. La capacité à répondre aux besoins d'approvisionnement en bois du secteur manufacturier à l'échelle nationale et mondiale. Les autres impacts comprennent les effets sur la chaîne d'approvisionnement, le

transport des marchandises, les risques pour la sécurité des infrastructures physiques et les communautés ».

Les répondants se répartissent équitablement entre ceux qui affirment que le changement climatique est un défi important, voire le plus important, auquel leur organisation est confrontée (43 %) et ceux qui affirment qu'il ne représente pas un défi important pour leur organisation (46 %).

Avec 17 %, les personnes interrogées dans le secteur du pétrole et du gaz sont les plus susceptibles d'affirmer que le changement climatique est l'un des défis les plus importants auxquels leur organisation est confrontée. Il convient de noter qu'il n'est pas clair s'il s'agit d'un défi existentiel posé par une transition potentielle vers d'autres sources d'énergie, ou s'il s'agit d'une référence spécifique aux façons dont le changement climatique a un impact sur les opérations du secteur.

Tableau B16 - Q16. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux la perspective de votre organisation à l'égard des changements climatiques? Pense-t-elle que...?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Les changements climatiques constituent l'un des défis les plus importants auxquels votre organisation fait face	9 %	17 %	0 %	8 %	5 %
	-	E	-	-	-
Les changements climatiques constituent un défi important, mais ne sont pas aussi graves que d'autres défis auxquels votre organisation fait face	43 %	44 %	57 %	41 %	39 %
Les changements climatiques ne constituent pas un défi important pour votre organisation	46 %	38 %	43 %	50 %	55 %
Les changements climatiques ne se produisent pas réellement	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	1 %	2 %	0 %	1 %	2 %
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44
Libellé de la colonne	A	B	C	D	E

Tableau B17 - Q16. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux la perspective de votre organisation à l'égard des changements climatiques? Pense-t-elle que...?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	2022	2018
Les changements climatiques constituent l'un des défis les plus importants auxquels votre organisation fait face	9 %	8 %
Le changement climatique est un défi important, mais pas aussi grave que	43 %	37 %

d'autres auxquels votre organisation est confrontée.		
Les changements climatiques constituent un défi important, mais ne sont pas aussi graves que d'autres défis auxquels votre organisation fait face	46 %	52 %
Les changements climatiques ne constituent pas un défi important pour votre organisation	0 %	1 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	1 %	2 %
Taille de l'échantillon	209	250

Autres différences démographiques :

- Les répondants du Québec sont les plus susceptibles de dire que le changement climatique est l'un des défis les plus importants auxquels leur organisation est confrontée (17 %) - contrairement à l'Ontario où aucun des répondants n'est de cet avis.

Interrogés sur les niveaux d'inquiétude à l'égard d'un climat changeant parmi les clients et les intervenants, plus de la moitié (52 %) de tous les répondants se disent au moins quelque peu préoccupés. Un autre quart (25 %) se dit peu inquiet, tandis qu'un peu plus d'un sur dix (14 %) n'est pas du tout inquiet - une baisse par rapport aux 22 % qui ont déclaré la même chose en 2018.

Avec un quart (25 %), les répondants du secteur de l'électricité sont les moins susceptibles de dire que leurs clients ou intervenants ne sont pas préoccupés par les impacts du changement climatique.

Tableau B18 - Q17. 17. Qu'en est-il de vos clients ou de vos partenaires? Diriez-vous qu'ils sont généralement très préoccupés, plutôt préoccupés, pas très préoccupés ou pas du tout préoccupés par les changements climatiques?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Très préoccupés	15 %	18 %	4 %	12 %	20 %
Plutôt préoccupés	38 %	32 %	53 %	40 %	36 %
Pas très préoccupés	25 %	27 %	27 %	26 %	18 %
Pas du tout préoccupés	14 %	16 %	16 %	14 %	7 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	8 %	7 %	0 %	8 %	18 %
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44

Tableau B19 - Q17. Qu'en est-il de vos clients ou de vos partenaires? Diriez-vous qu'ils sont généralement très préoccupés, plutôt préoccupés, pas très préoccupés ou pas du tout préoccupés par les changements climatiques?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	2022	2018
Très préoccupés	15 %	10 %
Plutôt préoccupés	38 %	42 %
Pas très préoccupés	25 %	19 %
Pas du tout préoccupés	14 %	22 %
	-	A
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	8 %	7 %
Taille de l'échantillon	209	250
Libellé de la colonne	A	B

Autres différences démographiques :

- À l'image des résultats ci-dessus, les répondants du Québec sont les plus susceptibles de dire que leurs clients sont très inquiets (24 %), tandis que ceux des Prairies sont les plus susceptibles de dire qu'ils ne sont pas du tout inquiets (21 %).

Perspectives qualitatives

En ce qui concerne les perspectives de leurs intervenants, les participants se sont montrés plus nuancés, indiquant souvent un certain contraste avec leurs propres perspectives. Nombre d'entre eux ont été en mesure de décrire des aspects spécifiques qui préoccupaient leurs intervenants, certains étant très préoccupants, tandis que d'autres ont indiqué qu'ils avaient constaté une certaine variabilité dans le degré d'engagement des intervenants. Les participants ont également eu l'impression que le degré d'engagement variait en fonction de la situation géographique.

« Nous sommes très inquiets, surtout si l'on considère les évaluations de la vulnérabilité de RNCAN. Nous sommes un secteur résolument tourné vers l'avenir, car les arbres mettent longtemps à pousser. Au quotidien, les entreprises membres ne considèrent pas toutes que la situation est urgente, bien que certaines le fassent, en particulier celles de la Colombie-Britannique. »

« Les données tendanciennes sont mauvaises et les lignes de tendance s'aggravent. La fiabilité de nos infrastructures est menacée. L'érosion des équipements se produit. Ils sont assurés, mais les polices d'assurance changent et sont de plus en plus préoccupées par la question de la responsabilité en cas d'incapacité à fournir de l'électricité aux clients. Le coût de l'investissement requis et la difficulté de déterminer comment protéger les actifs. On ne peut pas simplement renforcer les actifs en construisant des poteaux en béton ou en creusant toute la province et en enterrant tous les actifs. Les autorités doivent donc trouver le meilleur moyen d'atténuer les effets de la crise en fonction du budget dont elles disposent. Nous ne pourrions jamais résister à toutes les tempêtes ».

« Il s'agit d'un échantillon représentatif de la société. Il y a certainement une prise de conscience de l'existence de vulnérabilités, de préoccupations. Il est certain que l'on reconnaît la nécessité de s'y adapter, d'où les mesures prises.

Géographiquement, le niveau d'inquiétude varie : les sites de l'Arctique où les changements de température sont plus importants, les événements extrêmes potentiels - tout est plus important là-bas. Dans des régions comme l'Ontario ou le Québec, les projections suggèrent généralement un impact moindre et l'inquiétude est moindre. La diversité géographique de l'industrie, qui comprend une forte composante nordique, permet d'obtenir des niveaux d'inquiétude très différents en ce qui concerne les types de risques. »

Adaptation au changement climatique

Les répondants sont partagés entre ceux qui disent que leur organisation fait actuellement quelque chose pour s'adapter aux risques et possibilités résultant d'un changement climatique (45 %) et ceux qui disent qu'elle ne le fait pas (50 %). Cela représente un changement significatif par rapport à 2018, où un tiers (32 %) a déclaré prendre des mesures d'adaptation au changement climatique et deux tiers (66 %) ont déclaré ne pas le faire.

Parmi les secteurs étudiés, les personnes interrogées dans le secteur de l'électricité sont les plus susceptibles de déclarer qu'elles n'ont pris aucune mesure d'adaptation (59 %).

Tableau B20 - Q18. S'adapter aux changements climatiques consiste à prendre des mesures réduisant les risques ou permettant de tirer parti des possibilités que présentent les changements climatiques. Votre organisation prend-elle actuellement des mesures pour s'adapter aux risques ou tirer parti des possibilités que présentent les changements climatiques?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Oui	45 %	53 %	45 %	42 %	36 %
Non	50 %	40 %	55 %	54 %	59 %
	-	-	-	-	B
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	5 %	7 %	0 %	4 %	5 %
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44
Libellé de la colonne	A	B	C	D	E

Tableau B21 - Q18. S'adapter aux changements climatiques consiste à prendre des mesures réduisant les risques ou permettant de tirer parti des possibilités que présentent les changements climatiques. Votre organisation prend-elle actuellement des mesures pour s'adapter aux risques ou tirer parti des possibilités que présentent les changements climatiques?

Base : Tous les répondants professionnels

Colonne %	2022	2018
Oui	45 %	32 %
	B	-
Non	50 %	66 %
	-	A
Je ne sais pas/je préfère ne pas	5 %	2 %

répondre/pas de réponse		
Taille de l'échantillon	209	250
Libellé de la colonne	A	B

Autres différences démographiques :

- Les répondants de l'Ontario sont les moins nombreux à déclarer que leur organisation fait quelque chose pour s'adapter aux risques et possibilités d'un climat changeant (27 %).

Trois répondants sur vingt (15 %) indiquent que leur organisation a réalisé ou conduit une évaluation des risques liés au changement climatique, contre quatre sur cinq (80 %) qui déclarent ne pas l'avoir fait. Ces chiffres varient en fonction de l'industrie, les répondants du secteur du pétrole et du gaz étant les plus susceptibles d'en avoir réalisé une (24 %), et les répondants travaillant dans les secteurs de la sylviculture et de l'électricité étant les moins susceptibles de l'avoir fait (10 %).

Tableau B22 - Q19. Votre organisation a-t-elle réalisé ou mené une évaluation des risques associés aux changements climatiques?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Oui	15 %	24 %	17 %	10 %	11 %
	-	D	-	-	-
Non	80 %	68 %	83 %	87 %	86 %
	-	-	-	B	B
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	4 %	8 %	0 %	3 %	2 %
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44
Libellé de la colonne	A	B	C	D	E

Autres différences démographiques :

- Les répondants du Québec (23 %) et des Prairies (20 %) étaient les plus susceptibles de dire qu'ils avaient réalisé une évaluation des risques liés au changement climatique, tandis que ceux de l'Ontario (5 %) et de la Colombie-Britannique (5 %) étaient les moins susceptibles de dire la même chose.
- Un quart (25 %) des répondants qui affirment que le changement climatique aura un impact majeur sont les plus susceptibles d'avoir effectué une évaluation des risques liés au changement climatique.

Les mesures les plus courantes prises par les répondants pour s'adapter au changement climatique sont l'émergence d'une réponse et d'une planification en cas de catastrophe (14 %), la réduction de l'empreinte carbone (12 %), la modification de l'infrastructure (12 %), l'évaluation des risques du changement climatique sur l'organisation (12 %) et la mise en œuvre des mesures énoncées dans leurs plans (11 %).

Les changements entre les années sont minimes, à l'exception de ceux qui ont déclaré installer des infrastructures naturelles ou vertes, qui ont chuté de (26 %) en 2018 à (7 %) en 2022.

Avec 21 %, les répondants du secteur du pétrole et du gaz sont les plus susceptibles de déclarer qu'ils s'efforcent de réduire leur empreinte carbone.

Tableau B23 - Q20. Plus précisément, que fait actuellement votre organisation pour S'ADAPTER aux changements climatiques? Y a-t-il autre chose?

Base : Les répondants ayant déclaré que leur organisation agit actuellement pour s'adapter aux risques et possibilités résultant d'un changement climatique à la Q18.

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Préparer un plan d'intervention en cas d'urgence ou de sinistre	14 %	12 %	9 %	16 %	13 %
Réduire l'empreinte carbone/CO ₂	12 %	21 %	0 %	5 %	19 %
	-	D	-	-	-
Modifier le fonctionnement ou l'entretien d'infrastructures	12 %	6 %	0 %	20 %	13 %
Évaluer les risques liés aux changements climatiques pour l'organisation	12 %	9 %	0 %	13 %	25 %
Mettre en œuvre des actions et des mesures de notre plan	11 %	16 %	0 %	10 %	6 %
Modifier le réseau de distribution d'énergie	9 %	4 %	9 %	10 %	25 %
Avoir un plan d'adaptation déjà prêt	9 %	9 %	0 %	10 %	13 %
Modifier la configuration ou l'emplacement d'infrastructures	9 %	10 %	0 %	7 %	19 %
Organiser des activités d'éducation et de sensibilisation	8 %	12 %	0 %	7 %	6 %
Intégrer des mesures d'adaptation dans la planification à long terme ou dans d'autres plans d'entreprise (p. ex., gestion des risques)	8 %	13 %	0 %	3 %	13 %
Évaluer les coûts pour l'organisation	8 %	9 %	0 %	7 %	13 %
Installer des infrastructures naturelles ou vertes	7 %	9 %	17 %	3 %	6 %
Adopter des mesures de gestion des inondations (p. ex., cartographie des crues, restrictions d'utilisation des sols, débranchement des descentes pluviales)	5 %	6 %	0 %	5 %	6 %
Recycler dans la mesure du possible	5 %	3 %	0 %	7 %	6 %
Préparer un plan d'adaptation aux changements climatiques	4 %	6 %	0 %	3 %	6 %
Travailler à la réduction de l'impact sur l'environnement	4 %	7 %	0 %	3 %	0 %
Protéger des habitats	4 %	3 %	0 %	7 %	0 %

Mettre en place un système d'alerte de chaleur estivale/accroître la sensibilisation aux risques liés aux vagues de chaleur	4 %	3 %	0 %	7 %	0 %
Définir des mesures de gestion des sécheresses et de réduction de la consommation d'eau	4 %	6 %	0 %	3 %	0 %
Carburant alternatif	3 %	3 %	0 %	5 %	0 %
Proposer des produits respectueux de l'environnement	3 %	1 %	0 %	7 %	0 %
Créer des lignes directrices ou des politiques	3 %	3 %	0 %	0 %	19 %
Construire des murs de soutènement pour se protéger des ondes de tempête	2 %	3 %	0 %	0 %	6 %
Travailler à la réduction des feux de forêt/incendies	1 %	0 %	0 %	3 %	0 %
Réduire la consommation de carburant	1 %	3 %	0 %	0 %	0 %
Protection de l'eau	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Autres	10 %	4 %	37 %	8 %	19 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	21 %	22 %	37 %	18 %	13 %
Taille de l'échantillon	92	36	7	33	16
Libellé de la colonne	A	B	C	D	E

Tableau B24 - Q20. Plus précisément, que fait actuellement votre organisation pour S'ADAPTER aux changements climatiques? Y a-t-il autre chose?

Base : Les répondants ayant déclaré que leur organisation agit actuellement pour s'adapter aux risques et possibilités résultant d'un changement climatique à la Q18.

Colonne %	2022	2018
Préparer un plan d'intervention en cas d'urgence ou de sinistre	14 %	14 %
Réduire l'empreinte carbone/CO ₂	12 %	16 %
Modifier le fonctionnement ou l'entretien d'infrastructures	12 %	17 %
Évaluer les risques liés aux changements climatiques pour l'organisation	12 %	15 %
Mettre en œuvre des actions et des mesures de notre plan	11 %	20 %
Modifier le réseau de distribution d'énergie	9 %	20 %
Avoir un plan d'adaptation déjà prêt	9 %	17 %
Modifier la configuration ou l'emplacement d'infrastructures	9 %	9 %
Organiser des activités d'éducation et de sensibilisation	8 %	16 %
Intégrer des mesures d'adaptation dans la planification à long terme ou dans d'autres plans d'entreprise (p. ex., gestion des risques)	8 %	14 %

Évaluer les coûts pour l'organisation	8 %	16 %
Installer des infrastructures naturelles ou vertes	7 %	26 %
	-	A
Adopter des mesures de gestion des inondations (p. ex., cartographie des crues, restrictions d'utilisation des sols, débranchement des descentes pluviales)	5 %	7 %
Recycler dans la mesure du possible	5 %	0 %
	B	-
Préparer un plan d'adaptation aux changements climatiques	4 %	17 %
	-	A
Travailler à la réduction de l'impact sur l'environnement	4 %	0 %
Protéger des habitats	4 %	17 %
	-	A
Mettre en place un système d'alerte de chaleur estivale/accroître la sensibilisation aux risques liés aux vagues de chaleur	4 %	10 %
Définir des mesures de gestion des sécheresses et de réduction de la consommation d'eau	4 %	10 %
Carburant alternatif	3 %	0 %
Proposer des produits respectueux de l'environnement	3 %	0 %
Créer des lignes directrices ou des politiques	3 %	10 %
Construire des murs de soutènement pour se protéger des ondes de tempête	2 %	1 %
Travailler à la réduction des feux de forêt/incendies	1 %	0 %
Réduire la consommation de carburant	1 %	0 %
Protection de l'eau	0 %	0 %
Autres	10 %	14 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	21 %	5 %
	B	-
Taille de l'échantillon	92	89
Libellé de la colonne	A	B

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Un quart (23 %) des organisations interrogées ont des plans spécifiques pour des actions futures conçues pour s'adapter aux risques et aux possibilités offerts par un climat changeant, un nombre conforme aux conclusions de 2018. Celles de l'industrie forestière étaient, par rapport aux autres secteurs, les moins susceptibles d'avoir des plans pour des actions futures, 14 % déclarant le faire.

Tableau B25 - Q21. Votre organisation dispose-t-elle de plans précis contenant des mesures ULTÉRIEURES conçues pour S'ADAPTER aux risques et aux possibilités que présentent les changements climatiques?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Oui	23 %	28 %	45 %	14 %	30 %
	-	D	-	-	D
Non	70 %	60 %	55 %	82 %	61 %
	-	-	-	C.-À-D.	-
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	7 %	11 %	0 %	5 %	9 %
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44
Libellé de la colonne	A	B	C	D	E

Tableau B26 - Q21. Votre organisation dispose-t-elle de plans précis contenant des mesures ULTÉRIEURES conçues pour S'ADAPTER aux risques et aux possibilités que présentent les changements climatiques?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	2022	2018
Oui	23 %	24 %
Non	70 %	72 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	7 %	4 %
Taille de l'échantillon	209	250

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Parmi ceux qui prévoyaient des actions futures pour s'adapter au changement climatique, les plus cités étaient l'installation d'infrastructures naturelles ou vertes (18 %), la préparation d'un plan d'adaptation (13 %) et la réduction de l'empreinte carbone (12 %). Il s'agit d'un changement par rapport à 2018, où les trois principales actions étaient la mise en œuvre d'actions ou de mesures dans leur plan (24 %), les activités d'éducation et de sensibilisation (23 %) et l'évaluation des coûts pour l'organisation (23 %).

Tableau B27 - Q22. Quelles mesures sont précisément planifiées? Y a-t-il autre chose?

Base : Les répondants qui ont déclaré que leur organisation a des actions futures spécifiques conçues pour s'adapter aux risques et possibilités offerts par un climat changeant à la Q21.

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Installer des infrastructures naturelles ou vertes	18 %	21 %	17 %	10 %	23 %
Préparer un plan d'adaptation aux changements climatiques	13 %	11 %	37 %	10 %	0 %
Réduction de l'empreinte écologique et des déchets	12 %	25 %	0 %	0 %	15 %
Modifier le réseau de distribution d'énergie	10 %	2 %	9 %	10 %	31 %
Protéger des habitats	8 %	6 %	9 %	10 %	8 %

Définir des mesures de gestion des sécheresses et de réduction de la consommation d'eau	8 %	6 %	0 %	20 %	0 %
Réponse aux urgences/planification des catastrophes	8 %	6 %	0 %	15 %	8 %
Évaluer les risques liés aux changements climatiques pour l'organisation	6 %	6 %	9 %	10 %	0 %
Intégrer des mesures d'adaptation dans la planification à long terme ou dans d'autres plans d'entreprise (p. ex., gestion des risques)	6 %	6 %	9 %	10 %	0 %
Modifier le fonctionnement ou l'entretien d'infrastructures	5 %	0 %	0 %	0 %	31 %
Organiser des activités d'éducation et de sensibilisation	5 %	6 %	9 %	0 %	8 %
Mise à jour de l'équipement (moins de carburant, d'électricité, etc.)	5 %	6 %	0 %	10 %	0 %
Modifier la configuration ou l'emplacement d'infrastructures	5 %	2 %	9 %	0 %	15 %
Efficacité énergétique	4 %	0 %	0 %	10 %	8 %
Adopter des mesures de gestion des inondations (p. ex., cartographie des crues, restrictions d'utilisation des sols, débranchement des descentes pluviales)	4 %	6 %	9 %	0 %	0 %
Passage aux véhicules électriques	4 %	2 %	9 %	0 %	8 %
Mettre en œuvre des actions et des mesures de notre plan	3 %	0 %	9 %	0 %	8 %
Créer des lignes directrices ou des politiques	3 %	0 %	0 %	10 %	0 %
Mettre en place un système d'alerte de chaleur estivale/accroître la sensibilisation aux risques liés aux vagues de chaleur	2 %	6 %	0 %	0 %	0 %
Construire des murs de soutènement pour se protéger des ondes de tempête	2 %	6 %	0 %	0 %	0 %
Évaluer les coûts pour l'organisation	1 %	0 %	9 %	0 %	0 %
Planter des arbres	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Protection de l'eau	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Autres	12 %	6 %	9 %	25 %	8 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	17 %	14 %	37 %	10 %	15 %
Taille de l'échantillon	51	20	7	11	13

Tableau B28 - Q22. Quelles mesures sont précisément planifiées? Y a-t-il autre chose?

Base : Les répondants qui ont déclaré que leur organisation a des actions futures spécifiques conçues pour s'adapter aux risques et possibilités offerts par un climat changeant à la Q21.

Colonne %	2022	2018
Installer des infrastructures naturelles ou vertes	18 %	15 %
Préparation d'un plan d'adaptation au changement climatique	13 %	20 %
Réduction de l'empreinte écologique et des déchets	12 %	9 %
Modifier le réseau de distribution d'énergie	10 %	17 %
Protection de l'habitat	8 %	12 %
Mesures de gestion de la sécheresse/réduction de la consommation d'eau	8 %	13 %
Réponse aux urgences/planification des catastrophes	8 %	22 %
	-	A
Évaluer les risques liés aux changements climatiques pour l'organisation	6 %	21 %
	-	A
Intégrer des mesures d'adaptation dans la planification à long terme/autres plans d'entreprise (p. ex. gestion des risques)	6 %	22 %
	-	A
Modifier l'exploitation/l'entretien des infrastructures	5 %	12 %
Activités d'éducation et de sensibilisation	5 %	23 %
	-	A
Mise à jour de l'équipement (moins de carburant, d'électricité, etc.)	5 %	0 %
Modification de la conception ou de l'emplacement de l'infrastructure	5 %	14 %
Efficacité énergétique	4 %	0 %
Adopter des mesures de gestion des inondations (p. ex., cartographie des crues, restrictions d'utilisation des sols, débranchement des descentes pluviales)	4 %	10 %
Passage aux véhicules électriques	4 %	0 %
Mettre en œuvre des actions et des mesures de notre plan	3 %	24 %
	-	A
Créer des lignes directrices ou des politiques	3 %	19 %
	-	A
Système d'alerte à la chaleur estivale / sensibilisation aux risques liés aux vagues de chaleur	2 %	13 %
	-	A
Construire des murs de soutènement pour se protéger des ondes de tempête	2 %	5 %
Évaluer les coûts pour l'organisation	1 %	23 %
	-	A
Planter des arbres	0 %	2 %
Déplacement	0 %	7 %
	-	A
Protection de l'eau	0 %	0 %

Autres	12 %	22 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	17 %	5 %
Taille de l'échantillon	51	67
Libellé de la colonne	A	B

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Perspectives qualitatives

En ce qui concerne les mesures d'adaptation au climat, les entreprises participantes interrogées lors de la phase qualitative ont toutes décrit des mesures prises et des mesures supplémentaires prévues.

« Oui, à la fois pour faire des choses maintenant et pour faire des choses pour l'avenir. L'élagage des arbres, par exemple. Les vents et la glace font tomber une branche sur une direction générale ou sur un transformateur. Nous avons des règlements pour contrôler l'élagage des arbres, mais le changement climatique accélère la croissance des arbres et les règlements limitent la fréquence de l'élagage et le budget approuvé. »

« Ce que nous faisons : En ce qui concerne les espèces d'arbres, (nous ajustons) le stock de semences des générations suivantes; les forestiers aident à déplacer les arbres plus au nord pour s'adapter au climat futur; en ce qui concerne la récolte dirigée, les forestiers en chef dans les provinces aident à identifier les espèces les plus à risque (p. ex., le dendroctone du pin ponderosa) pour identifier des espèces plus résilientes à l'avenir; nous concevons des routes pour mieux résister aux changements climatiques (taille des ponceaux, etc.); des évaluations de la vulnérabilité sont en cours pour les régions. Environ 40 % des entreprises ont entrepris ces études pour comprendre leurs options d'adaptation et les mettre en œuvre dès qu'elles le peuvent - certaines d'entre elles nécessitent des modifications réglementaires ou des investissements supplémentaires. »

« Nous disposons désormais d'un programme de développement durable obligatoire pour les membres. Ce programme de développement durable comprend un protocole de mesure du rendement en matière de changement climatique. Nous avons un ancien protocole axé sur les émissions de gaz à effet de serre, qui a été mis à jour en 2021 afin d'inclure les impacts spécifiques liés au changement climatique et la manière dont les entreprises doivent s'adapter ou atténuer ces impacts. Nous avons également un guide assez détaillé sur l'évaluation et la gestion des risques associés au changement climatique qui est conçu pour soutenir ces exigences de mesure du rendement. »

« Nous suivons les pannes dues aux conditions météorologiques et elles augmentent avec le temps, ce qui est lié au changement climatique. Par conséquent, nous devons protéger nos infrastructures et nos équipements des effets - des inondations, des incendies de forêt, du vent, de la glace, des tempêtes de neige. De plus, nous essayons d'électrifier notre économie, ce

qui signifie que nous devons électrifier et protéger nos actifs contre toutes ces intempéries. »

Au-delà des mesures prises par les organisations, certains ont souligné les efforts de collaboration avec d'autres intervenants de l'industrie, RNCan et les universités.

« En collaboration avec RNCan, nous avons élaboré un guide sur l'adaptation au climat. Son utilisation a été bien accueillie et il n'y a pas eu de réactions négatives. Tous les membres subissent les effets des impacts liés aux conditions météorologiques. »

« L'idéal serait que toutes les entreprises procèdent à une évaluation de leur vulnérabilité et qu'elles renforcent leurs connaissances et leurs capacités. Certains de ces éléments commencent à être mis en place. Il existe deux micro-certificats universitaires pour la mise à niveau de la formation des forestiers au Canada (c.-à-d. le programme de l'UBC). Il y a le développement professionnel ».

Deux tiers (65 %) des répondants indiquent que leur organisation prend en compte le changement climatique dans son processus décisionnel depuis au moins trois ans, voire plus. Seule une personne sur dix (11 %) déclare qu'elle en tient compte depuis moins d'un an.

Tableau B29 - Q23. Depuis combien de temps votre organisation tient-elle compte des changements climatiques dans sa prise de décisions?

Base : Les répondants ayant déclaré que leur organisation agit actuellement pour s'adapter aux risques et possibilités résultant d'un changement climatique à la Q18.

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Depuis moins de 1 an	11 %	13 %	9 %	10 %	13 %
Depuis 1 ou 2 ans	18 %	22 %	28 %	7 %	38 %
Depuis 3 à 5 ans	33 %	30 %	37 %	38 %	19 %
Depuis 6 à 10 ans	20 %	13 %	17 %	25 %	25 %
Depuis 11 ans ou plus	12 %	15 %	0 %	15 %	0 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	7 %	6 %	9 %	7 %	6 %
Taille de l'échantillon	92	36	7	33	16

Tableau B30 - Q23. Depuis combien de temps votre organisation prend-elle en compte les changements climatiques dans son processus décisionnel?

Base : Les répondants ayant déclaré que leur organisation agit actuellement pour s'adapter aux risques et possibilités résultant d'un changement climatique à la Q18.

Colonne %	2022	2018
Depuis moins de 1 an	11 %	8 %
Depuis 1 ou 2 ans	18 %	14 %
Depuis 3 à 5 ans	33 %	34 %
Depuis 6 à 10 ans	20 %	18 %
Depuis 11 ans ou plus	12 %	14 %

Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	7 %	11 %
Taille de l'échantillon	92	89

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Obstacles à l'intégration des considérations relatives au changement climatique

Comme en 2018, les médias constituent la source d'information la plus courante pour les entreprises sur le changement climatique, avec 46 % d'entre elles - un chiffre qui s'élève à 55 % pour les entreprises forestières.

Tableau B31 - Q24. Quelles sources de renseignements sur les changements climatiques votre organisation consulte-t-elle? Y a-t-il d'autres sources?

Base : Toutes les entreprises interrogées.

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Médias	46 %	41 %	39 %	55 %	36 %
	-	-	-	E	-
Sources tirées de recherches sur Internet	18 %	21 %	12 %	18 %	14 %
Associations industrielles/municipales	11 %	9 %	0 %	12 %	18 %
Revue/magazines scientifiques	10 %	6 %	12 %	11 %	16 %
Aucun renseignement au niveau organisationnel	6 %	3 %	4 %	7 %	11 %
Sources internes (données ou renseignements recueillis par votre organisation)	6 %	5 %	4 %	5 %	9 %
Universités et chercheurs	3 %	4 %	0 %	3 %	7 %
Gouvernement provincial (divers)	3 %	6 %	0 %	1 %	2 %
Organismes non gouvernementaux	3 %	2 %	0 %	3 %	7 %
Environnement Canada	3 %	3 %	0 %	2 %	5 %
Conférences, ateliers ou séminaires	2 %	3 %	0 %	1 %	5 %
Gouvernement fédéral	2 %	4 %	0 %	0 %	2 %
Gouvernement (non spécifié)	1 %	1 %	0 %	1 %	5 %
Sécurité publique	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Ministère de l'Environnement	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Autres	9 %	9 %	25 %	6 %	7 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	17 %	22 %	21 %	13 %	11 %
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44
Libellé de la colonne	A	B	C	D	E

Tableau B32 - Q24. Quelles sources de renseignements sur les changements climatiques votre organisation consulte-t-elle? Y a-t-il d'autres sources?

Base : Toutes les entreprises interrogées.

Colonne %	2022	2018
Médias	46 %	56 %
Sources tirées de recherches sur Internet	18 %	20 %
Associations industrielles/municipales	11 %	6 %
Revue/magazines scientifiques	10 %	15 %
Aucun renseignement au niveau organisationnel	6 %	4 %
Sources internes (données ou renseignements recueillis par votre organisation)	6 %	6 %
Universités et chercheurs	3 %	4 %
Gouvernement provincial (divers)	3 %	0 %
	B	-
Organismes non gouvernementaux	3 %	5 %
Environnement Canada	3 %	2 %
Conférences, ateliers ou séminaires	2 %	2 %
Gouvernement fédéral	2 %	0 %
Gouvernement (non spécifié)	1 %	3 %
Sécurité publique	0 %	0 %
Ministère de l'Environnement	0 %	0 %
Autres	9 %	12 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	17 %	8 %
	B	-
Taille de l'échantillon	209	250
Libellé de la colonne	A	B

Autres différences démographiques :

- Les répondants de l'Ontario sont les plus susceptibles de dire qu'ils se fient aux recherches sur Internet pour trouver des sources d'information sur le changement climatique (35 %). Les répondants des Prairies (15 %) et du Québec (7 %), en revanche, sont les moins susceptibles de dire la même chose.

Perspectives qualitatives

Au cours des entretiens, les participants ont décrit certains obstacles existants et les commentaires relatifs aux points spécifiques dans la section suivante fourniront plus de détails. Les éléments qui motivent l'action et les plans tendent à être l'évolution des connaissances sur les impacts climatiques spécifiques auxquels il faut s'attendre dans des zones très localisées, ainsi que la disponibilité des capitaux et du personnel.

« La stratégie nationale d'adaptation vient d'être publiée, mais pour comprendre ce qu'il faut de plus pour s'adapter et atténuer les incendies de forêt à grande échelle, il faudra modifier la réglementation, ce qui commence à être planifié. »

« Les éléments qui motivent l'action varient. Cela dépend de l'emplacement des mines et des risques (dans cette région). Il y a aussi un élément de culture d'entreprise dans la manière dont elles abordent la question, mais ce facteur est moins important aujourd'hui, car elles sont poussées par les assureurs et les investisseurs. Ce qui fait avancer les choses, c'est l'existence ou non d'étapes importantes dans la vie d'une mine, telles que de nouvelles infrastructures qui peuvent être construites à partir de zéro par rapport à l'amélioration d'infrastructures plus anciennes. »

« Il y a une composante régionale qui concerne les endroits où le changement climatique a déjà affecté une entreprise ou une région. En outre, RNCan a mis en place un programme de financement pour les évaluations de la vulnérabilité et cinq entreprises membres ont pu accéder à ce fonds afin de réaliser une évaluation. Le programme de financement a été très utile et ce programme a été supprimé. [Nous demandons qu'il soit renouvelé dans le budget 2023. Il existe un programme de certification de l'initiative de foresterie durable et 100 millions d'hectares sont certifiés selon cette norme, qui vient d'être renouvelée. Il existe un nouvel indicateur concernant la résilience aux incendies et l'atténuation des effets du climat. Nous sommes tenus d'entreprendre des évaluations de la vulnérabilité et nous ferons ensuite l'objet d'un audit. Les entreprises qui l'ont déjà fait sont bien placées. »

« C'est une bonne chose d'être impliqué, mais est-ce suffisant? Non. Étant donné que, malheureusement, une partie de la vulnérabilité tombe sur les maillons les plus faibles - certaines infrastructures publiques que nous utilisons tous ne sont pas prises en compte du point de vue du changement climatique ou de l'adaptation, ce qui aura des effets sur les principaux secteurs industriels. D'autre part, l'adaptation au changement climatique doit être abordée par l'ensemble de la société et je pense que le Canada n'en est qu'à ses débuts en matière d'adaptation - il reste encore beaucoup à faire pour sensibiliser le public et les autres secteurs industriels. Il y a encore beaucoup de travail à faire en ce qui concerne la sensibilisation du public et des autres secteurs industriels, l'infrastructure, la préparation aux situations d'urgence, la façon dont les décisions relatives à l'utilisation des sols sont prises et l'adoption d'une approche plus cohérente de l'ensemble de la société pour faire face aux effets du changement climatique. »

L'obstacle à la prise en compte du changement climatique dans les processus décisionnels le plus susceptible d'être identifié comme important par les répondants est la complexité des processus de changement de politique, identifiée par un tiers (31 %) des répondants. Le manque d'expertise des fournisseurs est l'obstacle le moins susceptible d'être identifié comme important (13 %), tandis que les six autres obstacles testés obtiennent un score compris entre 18 et 20 %.

Les obstacles varient quelque peu d'un secteur à l'autre, les secteurs minier, pétrolier et gazier étant les plus susceptibles de mettre en avant des priorités organisationnelles concurrentes (27 %).

Tableau B33 - Q25. Dans quelle mesure chacun des énoncés suivants constitue-t-il un obstacle empêchant votre organisation de tenir compte des changements climatiques dans son

processus décisionnel? Veuillez indiquer la mesure dans laquelle chaque énoncé représente un obstacle pour votre organisation.

Base : Toutes les entreprises interrogées

Rang %	Obstacle important	Barrière mineure	Pas un obstacle	Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse
La complexité du processus de modification des politiques	31 %	30 %	35 %	5 %
Le manque de capacité de mon organisation	20 %	36 %	41 %	3 %
Les priorités organisationnelles concurrentes	20 %	34 %	42 %	4 %
Le manque d'expertise interne, au sein de mon organisation, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	19 %	40 %	36 %	5 %
Le manque de renseignements sur les changements climatiques et leurs impacts	19 %	38 %	40 %	3 %
La présentation d'une analyse de rentabilité pour la mise en œuvre de mesures	19 %	36 %	41 %	5 %
La nécessité que d'autres ministères/organisations agissent d'abord, avant que nous puissions le faire	18 %	32 %	46 %	4 %
Le manque d'expertise, chez mes fournisseurs, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	13 %	37 %	44 %	6 %

Tableau B34 - Q25. Dans quelle mesure chacun des énoncés suivants constitue-t-il un obstacle empêchant votre organisation de tenir compte des changements climatiques dans son processus décisionnel? Veuillez indiquer la mesure dans laquelle chaque énoncé représente un obstacle pour votre organisation.

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne % % d'obstacles significatifs	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
La complexité du processus de modification des politiques	31 %	34 %	23 %	32 %	23 %
Le manque de capacité de mon organisation	20 %	18 %	23 %	21 %	23 %

Les priorités organisationnelles concurrentes	20 %	27 %	27 %	15 %	11 %
	-	E	-	-	-
Le manque d'expertise interne, au sein de mon organisation, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	19 %	16 %	16 %	21 %	25 %
Le manque de renseignements sur les changements climatiques et leurs impacts	19 %	17 %	8 %	21 %	25 %
La présentation d'une analyse de rentabilité pour la mise en œuvre de mesures	19 %	25 %	12 %	18 %	11 %
La nécessité que d'autres ministères/organisations agissent d'abord, avant que nous puissions le faire	18 %	18 %	16 %	20 %	16 %
Le manque d'expertise, chez mes fournisseurs, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	13 %	10 %	4 %	14 %	20 %
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44
Libellé de la colonne	A	B	C	D	E

Tableau B35 - Q25. Dans quelle mesure chacun des énoncés suivants constitue-t-il un obstacle empêchant votre organisation de tenir compte des changements climatiques dans son processus décisionnel? Veuillez indiquer la mesure dans laquelle chaque énoncé représente un obstacle pour votre organisation.

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne % d'obstacles significatifs	2022	2018
La complexité du processus de modification des politiques	31 %	28 %
Le manque de capacité de mon organisation	20 %	12 %
	B	-
Les priorités organisationnelles concurrentes	20 %	16 %
Le manque d'expertise interne, au sein de mon organisation, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	19 %	23 %
Le manque de renseignements sur les changements climatiques et leurs impacts	19 %	20 %
La présentation d'une analyse de rentabilité pour la mise en œuvre de mesures	19 %	15 %

La nécessité que d'autres ministères/organisations agissent d'abord, avant que nous puissions le faire	18 %	20 %
Le manque d'expertise, chez mes fournisseurs, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	13 %	-
Taille de l'échantillon	209	209
Noms des colonnes	A	B

Autres différences démographiques :

- Les Québécois sont les plus susceptibles de citer le manque d'expertise pour appliquer les outils et les informations sur le changement climatique (20 %), la complexité des processus de changement de politique (40 %) et le manque d'informations sur le changement climatique et ses impacts (33 %) comme des obstacles importants dans toutes les régions.

Bien qu'une pluralité de répondants (41 %) affirment qu'il n'y a pas d'autres obstacles ou défis à la capacité de leur organisation à prendre des décisions sur l'adaptation au changement climatique, parmi ceux qui en ont identifié un, le coût financier de l'adaptation a été le plus sélectionné, avec 10 % des répondants.

Tableau B36 - Q26. S'il y a lieu, quels autres obstacles ou défis limitent la capacité de votre organisation de prendre des décisions en matière d'adaptation aux changements climatiques?
Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Coût financier de l'adaptation	10 %	8 %	8 %	10 %	18 %
Législation gouvernementale	5 %	4 %	4 %	5 %	7 %
Exactitude des informations	3 %	5 %	0 %	2 %	5 %
Manque d'information	3 %	5 %	0 %	1 %	5 %
Manque de coopération / d'adhésion	2 %	3 %	0 %	3 %	2 %
Expertise	2 %	2 %	0 %	4 %	0 %
Manque de volonté politique / de sensibilisation de la part du gouvernement / des élus	2 %	2 %	0 %	1 %	7 %
Éducation/perception	2 %	2 %	0 %	1 %	5 %
Manque de personnel	2 %	2 %	0 %	3 %	0 %
Impôts	1 %	3 %	0 %	0 %	0 %
Petite entreprise	1 %	1 %	0 %	1 %	0 %
Accès aux ressources	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Autres	6 %	5 %	21 %	4 %	2 %
Aucun	41 %	44 %	44 %	38 %	43 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	22 %	20 %	23 %	27 %	9 %
	-	-	-	E	-
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44

Tableau B37 - Q26. S'il y a lieu, quels autres obstacles ou défis limitent la capacité de votre organisation de prendre des décisions en matière d'adaptation aux changements climatiques?
Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	2022	2018
Coût financier de l'adaptation	10 %	5 %
Législation gouvernementale	5 %	8 %
Exactitude des informations	3 %	7 %
Manque d'information	3 %	0 %
	B	-
Manque de coopération / d'adhésion	2 %	0 %
	B	-
Expertise	2 %	2 %
Manque de volonté politique / de sensibilisation de la part du gouvernement / des élus	2 %	0 %
	B	-
Éducation/perception	2 %	1 %
Manque de personnel	2 %	0 %
Impôts	1 %	2 %
Petite entreprise	1 %	0 %
Accès aux ressources	0 %	0 %
Autres	6 %	4 %
Aucun	41 %	17 %
	B	-
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	22 %	54 %
	-	A
Taille de l'échantillon	209	250
Libellé de la colonne	A	B

Autres informations démographiques :

- Les répondants du Québec sont les plus susceptibles de citer l'expertise comme un obstacle ou un défi pour les tentatives de leur organisation de lutter contre le changement climatique (à 9 %), tandis que ceux des Prairies sont les plus susceptibles de signaler l'exactitude de l'information comme un obstacle (à 7 %).

Dans tous les secteurs d'activité étudiés, seuls 7 % des répondants déclarent que tout ou partie de leur personnel a suivi une formation à l'adaptation au changement climatique - un chiffre qui atteint 13 % dans le secteur du pétrole et du gaz. À l'inverse, les secteurs de l'exploitation minière et de l'électricité sont les plus susceptibles de déclarer que leur personnel n'a pas besoin de cours de formation à l'adaptation, avec respectivement 48 % et 38 %.

Tableau B38 - Q27. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux l'état de votre organisation?

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Tous les membres de notre personnel ou certains d'entre eux ont suivi une formation sur	7 %	13 %	0 %	5 %	2 %
	-	E	-	-	-

l'adaptation aux changements climatiques					
Nous savons qu'il existe des formations sur l'adaptation, mais nous n'en avons suivi aucune	16 %	16 %	8 %	19 %	9 %
Nous ne connaissons aucune formation sur l'adaptation	48 %	51 %	44 %	46 %	50 %
Nous n'avons pas besoin de formations sur l'adaptation	29 %	20 %	48 %	29 %	39 %
	-	-	-	-	B
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44
Libellé de la colonne	A	B	C	D	E

Autres différences démographiques :

- Les répondants du Québec sont les plus susceptibles de dire que certains ou tous les membres de leur personnel ont suivi une formation sur l'adaptation au changement climatique (13 %), tandis que ceux de l'Ontario (45 %) et des Prairies (41 %) sont les plus susceptibles de dire qu'ils n'ont pas besoin de cours de formation sur l'adaptation.

La moitié (51 %) des répondants déclarent disposer des ressources nécessaires pour prendre des décisions liées à l'adaptation au changement climatique - un chiffre qui reste constant dans tous les secteurs d'activité examinés. Il s'agit d'une baisse significative par rapport à 2018, où près des trois quarts (72 %) ont déclaré disposer des ressources nécessaires.

Tableau B39 - Q28. Avez-vous accès aux renseignements et aux outils dont vous avez besoin pour prendre des décisions en matière d'adaptation?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Oui	51 %	49 %	51 %	51 %	52 %
Non	41 %	44 %	45 %	40 %	34 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	8 %	7 %	4 %	8 %	14 %
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44

Tableau B40 - Q28. Avez-vous accès aux renseignements et aux outils dont vous avez besoin pour prendre des décisions en matière d'adaptation?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	2022	2018
Oui	51 %	72 %
	-	A
Non	41 %	24 %
	B	-
Je ne sais pas/je préfère ne pas	8 %	4 %

répondre/pas de réponse		
Taille de l'échantillon	209	250
Libellé de la colonne	A	B

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Les personnes ayant identifié un manque d'informations et d'outils nécessaires pour prendre des décisions liées à l'adaptation au changement climatique ont ensuite été invitées à préciser ce qui leur manquait. Les principales ressources identifiées par les répondants étaient des études de cas pertinentes d'organisations similaires (27 %), des informations économiques sur les coûts et les avantages (26 %), des informations sur les pratiques exemplaires (24 %) et des informations sur les incidences régionales (24 %).

Par rapport à 2018, où un tiers (34 %) des répondants ont indiqué que les prévisions et les données sur le changement climatique futur leur manquaient, en 2022, ce n'est plus le cas que d'un cinquième (21 %) d'entre eux. À l'inverse, les personnes à la recherche d'informations générales sont passées de 0 % en 2018 à 5 % en 2022.

Tableau B41 - Q29. Plus précisément, quels types de renseignements vous manque-t-il?
Base : Répondants ayant indiqué à la Q25 ou à la Q28 que leur organisation ne dispose pas des informations ou des outils dont elle a besoin en matière de changement climatique.

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Études de cas/exemples pertinents de mesures prises par d'autres organisations comme la nôtre	27 %	30 %	34 %	20 %	37 %
Renseignements économiques (coûts/avantages de chaque mesure)	26 %	35 %	0 %	23 %	32 %
Renseignements sur les pratiques exemplaires	24 %	20 %	26 %	26 %	32 %
Renseignements sur les impacts propres à la région	24 %	13 %	16 %	31 %	32 %
Données projetées sur le climat et les conditions climatiques	21 %	23 %	26 %	14 %	42 %
Conceptions et technologies alternatives	20 %	20 %	8 %	22 %	26 %
Information (générale)	5 %	9 %	0 %	3 %	5 %
Règlements/politiques	3 %	3 %	0 %	3 %	5 %
Informations précises	2 %	6 %	0 %	0 %	0 %
Autres	5 %	7 %	8 %	3 %	11 %
Tout	1 %	0 %	0 %	0 %	5 %
Aucun	3 %	0 %	8 %	4 %	5 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	28 %	26 %	42 %	33 %	5 %
Taille de l'échantillon	103	35	8	41	19

Tableau B42 - Q29. Plus précisément, quels types de renseignements vous manque-t-il?

Base : Répondants ayant indiqué à la Q25 ou à la Q28 que leur organisation ne dispose pas des informations ou des outils dont elle a besoin en matière de changement climatique.

Colonne %	2022	2018
Études de cas/exemples pertinents de mesures prises par d'autres organisations comme la nôtre	27 %	30 %
Renseignements économiques (coûts/avantages de chaque mesure)	26 %	33 %
Renseignements sur les pratiques exemplaires	24 %	27 %
Renseignements sur les impacts propres à la région	24 %	33 %
Données projetées sur le climat et les conditions climatiques	21 %	34 %
	-	A
Conceptions et technologies alternatives	20 %	26 %
Information (générale)	5 %	0 %
	B	-
Règlements/politiques	3 %	0 %
Informations précises	2 %	6 %
Autres	5 %	6 %
Tout	1 %	0 %
Aucun	3 %	4 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	28 %	30 %
Taille de l'échantillon	103	106
Libellé de la colonne	A	B

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Deux répondants sur cinq (39 %) sont plus enclins à dire qu'ils n'ont pas besoin d'informations supplémentaires pour aider leur organisation à faire face aux impacts du changement climatique qu'à choisir une ressource spécifique. Parmi toutes les ressources testées, aucune n'a reçu plus de 8 % de l'ensemble des entreprises interrogées en 2022. Il convient toutefois de noter que cela représente des diminutions significatives dans tous les domaines par rapport aux réponses reçues en 2018, ce qui signifie que le besoin perçu de ressources est moins important aujourd'hui qu'il ne l'était auparavant.

Tableau B43 - Q30. Existe-t-il des outils de prise de décision ou des ressources techniques qui pourraient aider votre organisation à affronter les répercussions des changements climatiques? Y en a-t-il d'autres?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Réglementations	8 %	9 %	8 %	8 %	5 %
Analyse de rendement	8 %	6 %	4 %	8 %	11 %
Données climatiques	8 %	9 %	4 %	8 %	5 %
Codes ou normes	7 %	10 %	4 %	5 %	5 %

Méthodes d'évaluation des risques	6 %	8 %	8 %	4 %	9 %
Autres données	6 %	8 %	0 %	7 %	5 %
(Adaptation) Orientation de la planification	6 %	8 %	4 %	5 %	2 %
Expertise	2 %	3 %	0 %	1 %	2 %
Informations spécifiques à l'industrie	2 %	2 %	0 %	1 %	5 %
Autres	6 %	5 %	4 %	7 %	7 %
Aucun	39 %	39 %	44 %	37 %	45 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	31 %	28 %	32 %	34 %	27 %
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44

Tableau B44 - Q30. Existe-t-il des outils de prise de décision ou des ressources techniques qui pourraient aider votre organisation à affronter les répercussions des changements climatiques? Y en a-t-il d'autres?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	2022	2018
Réglementations	8 %	31 %
	-	A
Analyse de rendement	8 %	31 %
	-	A
Données climatiques	8 %	31 %
	-	A
Codes ou normes	7 %	30 %
	-	A
Méthodes d'évaluation des risques	6 %	30 %
	-	A
Autres données	6 %	28 %
	-	A
(Adaptation) Orientation de la planification	6 %	30 %
	-	A
Expertise	2 %	0 %
Informations spécifiques à l'industrie	2 %	0 %
Autres	6 %	0 %
	B	-
Aucun	39 %	41 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	31 %	10 %
	B	-
Taille de l'échantillon	209	250
Libellé de la colonne	A	B

Autres différences démographiques :

- Plus de la moitié (54 %) des habitants des Prairies déclarent ne pas avoir besoin d'autres ressources ou outils, ce qui les place en tête de toutes les régions.

La majorité (60 %) des répondants n'ont pas fait d'autres commentaires sur ce qui pourrait aider les entreprises telles que la leur à relever les défis liés au changement climatique. Parmi ceux qui l'ont fait, aucun n'a choisi une meilleure formation, une meilleure expertise ou la nécessité

d'avoir plus de personnel comme élément susceptible de les aider. La réponse la plus fréquente, même si elle ne concerne que 6 % des personnes interrogées, est une meilleure information en général (11 % des personnes interrogées dans le secteur du pétrole et du gaz).

Tableau B45 - Q31. En terminant, avez-vous d'autres commentaires sur ce qui aiderait les organisations comme la vôtre à faire face aux défis associés aux changements climatiques?

Base : Toutes les entreprises interrogées

Colonne %	Total des activités	Pétrole et gaz	Exploitation minière	Foresterie	Énergie
Plus d'informations (générales)	6 %	11 %	4 %	3 %	2 %
	-	C.-À-D.	-	-	-
Plus de leadership gouvernemental	5 %	6 %	4 %	4 %	5 %
Plus de personnes à bord / adoption	4 %	3 %	0 %	4 %	9 %
Plus de financement	3 %	2 %	0 %	3 %	7 %
Des informations précises	2 %	4 %	4 %	1 %	5 %
Réduire la taxe carbone / les écotaxes	2 %	0 %	0 %	4 %	0 %
Trop de paperasserie / bureaucratie	2 %	2 %	0 %	3 %	0 %
Cours / formation	1 %	1 %	0 %	1 %	5 %
Informations spécifiques à l'industrie	1 %	0 %	0 %	0 %	7 %
Effort coordonné des gouvernements fédéral et provinciaux	1 %	2 %	0 %	0 %	0 %
Une meilleure éducation	0 %	0 %	0 %	0 %	2 %
Expertise	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Besoin de plus de personnel	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Autres	9 %	8 %	0 %	13 %	5 %
Non	60 %	60 %	84 %	58 %	57 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	5 %	3 %	4 %	6 %	2 %
Taille de l'échantillon	209	68	21	76	44
Libellé de la colonne	A	B	C	D	E

Autres différences démographiques :

- Les répondants de l'Ontario (11 %) et des Prairies (10 %) sont les plus susceptibles d'indiquer qu'ils ont besoin de plus d'informations en général.

Perspectives qualitatives

Lors d'une conversation plus approfondie sur les obstacles à la poursuite des progrès en matière d'adaptation au changement climatique, les participants ont identifié une variété d'obstacles et ont souvent fait des suggestions sur ce qui aiderait le plus à lever ces obstacles, y compris des suggestions ou des demandes spécifiques à RNCan.

Certains ont suggéré que les entreprises réglementées étaient confrontées à un ensemble particulier de défis dans la mesure où elles avaient une capacité

d'action limitée - et que celle-ci était souvent restreinte par des décisions politiques.

Un autre obstacle majeur souligné par un certain nombre de répondants est le coût des mesures identifiées comme nécessaires et la capacité des entreprises en question à supporter ces coûts.

« Le coût est énorme. En particulier pour les petits services publics qui ne peuvent pas se permettre d'effectuer des évaluations, sans parler des investissements. »

« RNCan peut apporter son aide dans trois domaines : 1. Fournir une expertise sur la façon dont les différents secteurs peuvent ou doivent s'adapter; 2. le soutien financier. Nous exerçons une forte pression sur le secteur privé pour qu'il décarbonise et soutienne les mesures climatiques... et 3. Le développement de la main-d'œuvre. Un tiers des entreprises au Canada ont des difficultés à attirer et/ou à retenir les talents ».

« Je réitère la nécessité d'un soutien financier, de partenariats public/privé et d'un leadership éclairé... Il faudra identifier les champions de l'industrie. Ils devraient commencer à réfléchir dès maintenant à l'identification des entreprises qui investissent massivement dans l'adaptation et à la communication de ces informations. »

Un autre obstacle mentionné est le manque d'informations facilement accessibles dans un format et un cadre compréhensibles pour des publics non experts. Certains l'ont mentionné dans le contexte de données sectorielles spécifiques, tandis que d'autres ont souligné le besoin de prévisions et de données sur les tendances.

« En tant que secteur, nous sommes assez bien informés sur les risques, mais la formation n'est pas suffisante. Nous avons beaucoup de respect pour le Service canadien des forêts, mais les informations qu'il fournit doivent être digestes et présentées dans un format régional. Une cartographie cohérente et accessible des impacts et du changement climatique serait très utile à nos membres... Ce qui serait le plus utile : l'analyse de scénarios et l'information et la cartographie sur l'analyse du climat; il est encore tôt, mais nous avons également besoin de connaître l'efficacité des différentes mesures d'adaptation. Nous essaierons de le faire, mais nous le faisons sous la forme d'un modèle expérimental afin d'avoir une idée de son utilité. C'est un début, mais il y a encore de la place pour les gouvernements. »

« Lorsque nous parlons de nos membres plus petits, une chose qui serait utile serait les prévisions pour [les régions] en termes de climat et de météo dans 5, 10, 15, 20 ans sur une base régionale. Par exemple, dans le Nord-Ouest, où l'on trouve des tonnes de minéraux et de métaux. Que devons-nous faire pour les exploiter dans 20 à 30 ans? Il y a également un élément de résilience en termes d'infrastructure, qu'il s'agisse du rail ou de la route, pour acheminer les produits vers le marché et les en retirer. Les membres doivent être sûrs que le transport ne sera pas interrompu pendant deux semaines à cause d'une inondation ou d'un incendie. »

« Les données sur les tendances locales et les nouvelles approches ou conceptions de l'infrastructure électrique. Le secteur de l'électricité souhaiterait recevoir une formation supplémentaire sur l'adaptation au changement climatique. Les gens aimeraient en savoir plus. Nous serions ravis de collaborer avec RNCan dans ce domaine. Mieux informer le public - c'est-à-dire les « contribuables » - sur les défis et les coûts pour aider le public à comprendre les coûts et comment l'électrification a des coûts et l'adaptation au changement climatique a des coûts.... La pression du public n'est pas réaliste quant à l'importance du défi que représente le fait de maintenir l'éclairage dans un climat changeant. »

Au-delà de la nécessité de rendre l'information plus accessible, un autre besoin identifié était de doter un plus grand nombre de personnes des outils nécessaires pour digérer, accéder, comprendre et agir sur la base de l'information existante.

« L'autre élément important est littéralement l'expertise. Nous constatons qu'il n'y a que deux ou trois personnes au Canada qui possèdent les connaissances nécessaires pour aider les entreprises à réaliser ces évaluations de la vulnérabilité, d'où l'importance des programmes de micro-certification. Il faut davantage de programmes de « formation des formateurs » associés à un financement. »

Outre la nécessité d'informer davantage le public sur certains des défis auxquels l'industrie est confrontée, certains ont également évoqué la nécessité d'organiser une campagne d'éducation auprès des gouvernements et des autres intervenants.

« Il existe un fossé entre les provinces en termes de compréhension de l'exploitation minière et de son fonctionnement. Il est nécessaire de collaborer avec nos partenaires autochtones. Existe-t-il une possibilité de collaboration qui serait utile et accélérerait les choses? »

« Nous avons déjà travaillé au sein du secteur. Le gouvernement du Canada devrait jouer un rôle de leader, de porte-voix. Il devrait faire preuve de leadership dans ce domaine. Il y a un manque de compréhension de la complexité de ces défis. Il faut mieux apprécier et comprendre ces questions. Cela permettrait de prendre les mesures qui s'imposent ».

Section B : Répondants municipaux

Cette section résume les résultats de l'enquête menée auprès de 152 municipalités répondantes, ainsi que les 12 entretiens approfondis réalisés avec des associations représentant des municipalités et des représentants de municipalités des régions côtières.

Sensibilisation et impressions sur la pertinence du changement climatique

Pour contextualiser la prise de conscience et les impressions sur la pertinence du changement climatique, on a demandé à toutes les personnes interrogées si le changement climatique se produisait actuellement ou se produirait à l'avenir. À l'image des résultats de 2018 (82 %) et en fonction de la taille de la municipalité, environ huit répondants sur dix affirment que le changement climatique se produit actuellement (78 %). Un sixième des répondants (16 %) pense que le changement climatique se produira dans un avenir prévisible, et les autres disent que le changement climatique ne se produira pas (3 %) ou sont incapables de donner une réponse (3 %).

Tableau C1 - Q8. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux ce qui se passe en termes de changement climatique dans votre région?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Les changements climatiques se manifestent actuellement	78 %	85 %	100 %	75 %
Les changements climatiques ne se manifestent pas actuellement, mais ils se manifesteront dans un avenir rapproché	16 %	0 %	0 %	19 %
Les changements climatiques ne se manifestent pas actuellement et ne se manifesteront pas dans un avenir rapproché	3 %	0 %	0 %	3 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	3 %	15 %	0 %	3 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Tableau C2 - Q8. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux ce qui se passe en termes de changement climatique dans votre région?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	2022	2018
Les changements climatiques se manifestent actuellement	78 %	82 %
Les changements climatiques ne se manifestent pas actuellement, mais ils se manifesteront dans un avenir rapproché	16 %	11 %
Les changements climatiques ne se manifestent pas actuellement	3 %	4 %

et ne se manifesteront pas dans un avenir rapproché		
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	3 %	3 %
Taille de l'échantillon	152	100

Autres différences démographiques :

- Les répondants des Prairies sont les moins enclins à dire que le changement climatique se produit actuellement (55 %).

Perspectives qualitatives

Tous les participants municipaux à la phase qualitative étaient uniformément d'avis que le changement climatique est déjà en cours. Tous pouvaient facilement donner les raisons de leur réponse et certains ont été quelque peu déconcertés par cette question, compte tenu de toutes les preuves scientifiques existantes et de tous les événements météorologiques extrêmes survenus ces dernières années. Beaucoup se sont contentés d'énumérer tous les effets qu'ils ont subis ou subissent encore.

« Science. Augmentation des précipitations, de l'intensité des tempêtes, des sécheresses prolongées, des incendies de forêt, des dômes de chaleur ».

« Nous acceptons les données scientifiques internationales sur les raisons de ces phénomènes et sur le fait qu'ils se produisent. Nous vivons des événements climatiques que tout le monde reconnaît aujourd'hui. Les ouragans, par exemple. Augmentation de la fréquence et de la gravité des tempêtes. Les dégâts. Migration des espèces ».

« L'élévation du niveau de la mer, les phénomènes météorologiques extrêmes, les inondations, les vents, les pannes d'électricité de grande ampleur, les dommages causés aux infrastructures et aux communautés, les migrations... l'effet de la chaleur sur les populations vulnérables ».

Pour cette vague, on a demandé aux répondants qui estimaient que le changement climatique se produirait dans un avenir prévisible combien d'années il faudrait à leur communauté avant de commencer à voir les effets d'un climat changeant, et les réponses ont été variées. Environ trois répondants sur dix estiment qu'un impact notable se produira dans un délai de 1 à 5 ans (28 %), de 6 à 10 ans (33 %) ou de 11 à 19 ans (30 %). Ils sont moins nombreux (9 %) à estimer que l'impact du changement climatique se fera sentir dans 20 ans ou plus.

Tableau C3 - Q9. Dans combien d'années croyez-vous que l'impact des changements climatiques commencera à se faire sentir dans votre région?

Base : Les répondants municipaux qui ont déclaré que le changement climatique n'est pas en train de se produire maintenant, mais qu'il se produira dans un avenir prévisible à la Q8.

Colonne %	%
Dans 1 à 5 ans	28 %
Dans 6 à 10 ans	33 %
Dans 11 à 19 ans	30 %

Dans 20 ans ou plus	9 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	0 %
Taille de l'échantillon	27

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Les répondants qui croient que le changement climatique se produira dans un avenir prévisible ont été interrogés sur l'impact qu'un climat changeant aura sur leur communauté. En hausse de 15 points de pourcentage depuis 2018, un quart des répondants (26 %) affirment que le changement climatique aura un impact majeur sur leur communauté au cours des 20 prochaines années. La moitié des répondants (52 %) évalue cet impact comme étant « modéré » et un cinquième (20 %) estime qu'un climat changeant aura un impact mineur sur leur communauté. Aucun répondant (0 %) ne déclare qu'il n'y aura pas d'impact sur sa communauté.

Bien que cela ne soit pas statistiquement significatif, les moyennes et grandes collectivités sont plus susceptibles de dire qu'un changement climatique aura un impact majeur sur leur collectivité que les petites collectivités.

Tableau C4 - Q10. Quelle sera l'ampleur de l'impact des changements climatiques dans les régions du Canada où votre organisation exerce ses activités au cours des 20 prochaines années? Diriez-vous qu'ils auront...?

Base : Les répondants municipaux qui n'ont pas dit que le changement climatique n'est pas en train de se produire actuellement et ne se produira pas dans un avenir prévisible à la Q8.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Un impact majeur	26 %	44 %	40 %	23 %
Un impact modéré	52 %	42 %	52 %	53 %
Un impact mineur	20 %	15 %	0 %	22 %
Aucun impact	0 %	0 %	0 %	0 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	2 %	0 %	7 %	1 %
Taille de l'échantillon	143	7	13	123

Tableau C5 - Q10. Dans quelle mesure le changement climatique aura-t-il un impact sur votre communauté au cours des 20 prochaines années? Diriez-vous qu'il aura un...?

Base : Les répondants municipaux qui n'ont pas dit que le changement climatique n'est pas en train de se produire actuellement et ne se produira pas dans un avenir prévisible à la Q8.

Colonne %	2022	2018
Un impact majeur	26 %	11 %
Un impact modéré	B	-
Un impact mineur	52 %	57 %
Aucun impact	20 %	27 %
Un impact majeur	0 %	1 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	2 %	1 %
Taille de l'échantillon	143	96
Libellé de la colonne	A	B

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Comme dans la question précédente, on a ensuite demandé aux personnes interrogées quelles seraient les conséquences les plus graves et les plus graves suivantes d'un changement climatique au cours des 20 prochaines années. En tête de liste des impacts les plus graves figurent les inondations, qui ont été spontanément désignées par 18 % des personnes interrogées. Les inondations sont suivies par l'augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes (17 %) et par les effets sur l'agriculture (12 %). Les incidences sur l'approvisionnement en eau (9 %) et les feux de forêt (9 %) complètent le classement des cinq incidences les plus graves. Les autres incidences sont considérées comme les plus graves par 7 % ou moins des répondants.

Tableau C6 - Q11. Pensez aux régions du Canada où votre organisation exerce ses activités; quel sera, selon vous, l'impact le plus important qu'auront les changements climatiques au cours des 20 prochaines années? À votre avis, quel sera le deuxième impact en importance? Base : Les répondants municipaux qui n'ont pas dit que le changement climatique n'est pas en train de se produire actuellement et ne se produira pas dans un avenir prévisible à la Q8.

Colonne %	Les plus graves	Prochaine plus grave
Inondations	18 %	7 %
Tempêtes ou phénomènes météorologiques plus fréquents ou plus violents	17 %	14 %
Impact sur l'agriculture (changements dans les saisons de croissance, récolte déficitaire)	12 %	8 %
Impact sur l'approvisionnement en eau	9 %	4 %
Feux de forêt (ou de broussailles)	8 %	9 %
Sécheresses	7 %	10 %
Variation du niveau des mers ou des lacs, érosion côtière	7 %	7 %
Impact économique (perte de productivité, effets négatifs sur le commerce,	4 %	3 %
Changement de température / fluctuations de température	4 %	0 %
Effets sur les infrastructures	3 %	0 %
Climat extrême (chaud, froid)	2 %	1 %
Vagues de chaleur	1 %	8 %
Augmentation des coûts	1 %	0 %
Variations dans le pergélisol (fonte, dégel, instabilité)	1 %	3 %
Impact sur la santé humaine	1 %	4 %
Autres	1 %	10 %
Aucun impact grave	1 %	1 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	3 %	10 %

L'examen des incidences que les répondants ont spontanément désignées comme étant les plus graves ou les plus graves suivantes fait apparaître certaines différences. Tout d'abord, l'impact le plus courant parmi les répondants est l'augmentation de la fréquence ou de la gravité des phénomènes météorologiques, cité par trois répondants sur dix (29 %). Les inondations sont citées par un quart des répondants (25 %), et un répondant sur cinq (20 %) pense que les effets sur l'agriculture seront l'impact le plus grave ou le plus grave suivant pour leur communauté. Les sécheresses (17 %) et les feux de forêt (16 %) complètent le top cinq.

Bien que cela ne soit pas statistiquement significatif en raison de la taille des échantillons, les répondants des grandes collectivités sont plus susceptibles de désigner les inondations (44 %)

et les vagues de chaleur (29 %) comme étant les impacts les plus graves ou les plus graves suivants du changement climatique sur leur collectivité.

La liste des impacts partagés par les répondants est très similaire à ceux qui ont été portés volontaires par les répondants en 2018, avec une seule différence notable. En 2018, moins de 1 % des répondants ont spontanément cité le changement de température ou les fluctuations de température comme l'impact le plus ou le plus grave suivant d'un climat en évolution, et en 2022, 4 % des répondants l'ont fait.

Tableau C7 - Q11. Pensez aux régions du Canada où votre organisation exerce ses activités; quel sera, selon vous, l'impact le plus important qu'auront les changements climatiques au cours des 20 prochaines années? À votre avis, quel sera le deuxième impact en importance? Base : Les répondants municipaux qui n'ont pas dit que le changement climatique n'est pas en train de se produire actuellement et ne se produira pas dans un avenir prévisible à la Q8.

Colonne % Combiné le plus grave et le suivant le plus grave	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Tempêtes ou phénomènes météorologiques plus fréquents ou plus violents	29 %	0 %	30 %	31 %
Inondations	25 %	44 %	32 %	22 %
Impact sur l'agriculture (changements dans les saisons de croissance, récolte déficitaire)	20 %	15 %	20 %	21 %
Sécheresses	17 %	15 %	6 %	19 %
Feux de forêt (ou de broussailles)	16 %	0 %	16 %	17 %
Variation du niveau des mers ou des lacs, érosion côtière	13 %	15 %	29 %	11 %
Impact sur l'approvisionnement en eau	13 %	0 %	13 %	13 %
Vagues de chaleur	9 %	29 %	14 %	7 %
Impact économique (perte de productivité, effets négatifs sur le commerce,	7 %	12 %	7 %	7 %
Impact sur la santé humaine	4 %	0 %	13 %	4 %
Changement de température / fluctuations de température	4 %	12 %	0 %	4 %
Plus d'événements de pluie/neige	4 %	15 %	0 %	4 %
Effets sur les infrastructures	3 %	0 %	7 %	3 %
Variations dans le pergélisol (fonte, dégel, instabilité)	2 %	0 %	0 %	3 %
Climat extrême (chaud, froid)	2 %	0 %	0 %	3 %
Effets sur la faune (modification des schémas de migration, disparition d'espèces, espèces envahissantes, perte d'habitat)	1 %	0 %	0 %	1 %
Hivers plus chauds	1 %	0 %	7 %	0 %
Autres	6 %	29 %	6 %	5 %
Aucun impact grave	2 %	0 %	0 %	2 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	13 %	15 %	0 %	14 %
Taille de l'échantillon	143	7	13	123

Tableau C8 - Q11. Pensez aux régions du Canada où votre organisation exerce ses activités; quel sera, selon vous, l'impact le plus important qu'auront les changements climatiques au cours des 20 prochaines années? À votre avis, quel sera le deuxième impact en importance? Base : Les répondants municipaux qui n'ont pas dit que le changement climatique n'est pas en train de se produire actuellement et ne se produira pas dans un avenir prévisible à la Q8.

Colonne %	2022	2018
Combiné le plus grave et le suivant le plus grave		
Tempêtes ou phénomènes météorologiques plus fréquents ou plus violents	29 %	33 %
Inondations	25 %	32 %
Impact sur l'agriculture (changements dans les saisons de croissance, récolte déficitaire)	20 %	19 %
Sécheresses	17 %	9 %
Feux de forêt (ou de broussailles)	16 %	10 %
Variation du niveau des mers ou des lacs, érosion côtière	13 %	14 %
Impact sur l'approvisionnement en eau	13 %	15 %
Vagues de chaleur	9 %	3 %
Impact économique (perte de productivité, effets négatifs sur le commerce,	7 %	11 %
Impact sur la santé humaine	4 %	7 %
Changement de température / fluctuations de température	4 %	0 %
	B	-
Plus d'événements de pluie/neige	4 %	2 %
Effets sur les infrastructures	3 %	1 %
Variations dans le pergélisol (fonte, dégel, instabilité)	2 %	4 %
Climat extrême (chaud, froid)	2 %	1 %
Effets sur la faune (modification des schémas de migration, disparition d'espèces, espèces envahissantes, perte d'habitat)	1 %	4 %
Hivers plus chauds	1 %	0 %
Autres	6 %	14 %
Aucun impact grave	2 %	0 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	13 %	13 %
Taille de l'échantillon	143	96
Libellé de la colonne	A	B

Perspectives qualitatives

Les participants municipaux ont volontiers discuté d'une longue liste d'impacts prévus pour leur collectivité, dont beaucoup sont très importants et préoccupants, et souvent accompagnés de preuves que les changements ont commencé à affecter la collectivité. Comme pour les entreprises, les participants municipaux sont divisés sur la question de savoir s'ils décrivent

les impacts du changement climatique sur leur collectivité comme étant modérés ou importants.

« Le littoral s'effondre, nous devons penser à des choses comme le cimetière. Comment allons-nous protéger les infrastructures, les personnes, les maisons? Quel est le plan? Nous avons des inondations même pendant la saison estivale et elles s'étendent de plus en plus loin à l'intérieur des terres, nous devons donc rehausser les routes pour pouvoir évacuer en cas de besoin.

« En particulier la chaleur et la fumée. À nos débuts, nous nous sommes concentrés sur l'élévation du niveau de la mer, mais il s'agit d'un jeu à très long terme et la chaleur et la fumée affectent déjà la vie de tous les jours. Chaque tuyau que nous mettons en terre tient compte du changement climatique. Chaque arbre que nous plantons. Nous exigeons désormais l'installation de l'air conditionné dans tous les nouveaux immeubles à logements multiples. Quelque part entre un [impact] modéré et un [impact] majeur. Important en termes de chaleur, de sécheresse, d'incendies de forêt. Pouvons-nous nous adapter et réagir assez rapidement à ces risques? Nous étudions actuellement la possibilité de peindre les toits en blanc et de poser du papier d'aluminium sur les fenêtres. Nous avons connu de longues périodes sans pluie qui n'ont pas encore vidé nos réservoirs ».

« Augmentation de la gravité des tempêtes. Érosion du littoral. Peut-être modérée, mais 20 ans, c'est long. Beaucoup de choses peuvent se produire. De plus, l'accessibilité en raison de facteurs tels que les prix du pétrole ».

« Compte tenu des événements récents, de nombreux membres peuvent parler d' » impact majeur » de manière anecdotique, en se référant à des événements extrêmes particuliers qui ont frappé des endroits particuliers. Pour eux, il s'agit d'un événement majeur à court terme. À long terme, si l'on essaie de faire la moyenne des différents impacts sur la communauté, on s'aperçoit qu'il s'agit plutôt d'un impact modéré. Au cours de cette période, de nombreux efforts d'adaptation seront déployés. Dans le même temps, les organisations seront plus habituées à ces événements extrêmes - elles ne les considéreront peut-être plus comme majeurs. La norme qui régit la planification et la gestion des collectivités évolue au fil du temps. La perspective est-elle celle d'aujourd'hui ou celle de l'avenir? »

« La pression exercée sur les infrastructures par les tempêtes elles-mêmes. Infrastructures essentielles que les municipalités sont déjà chargées de maintenir en bon état. La nécessité de réagir à la possibilité que ces événements se produisent (c.-à-d. les problèmes d'inondation, les vagues côtières). L'impulsion pour réagir est donnée par différents niveaux de gouvernement. Parfois, la province se décharge de la responsabilité sur les municipalités. Il y a un débat actif sur le degré de responsabilité que les municipalités doivent assumer. »

« Dans [notre région], les impacts côtiers sont les plus évidents : élévation du niveau de la mer, affaissement des terres, augmentation des tempêtes (ouragans, par exemple), pluies extrêmes, inondations (à l'intérieur des terres,

inondations côtières), hivers plus doux (impacts sur les écosystèmes, par exemple, il n'y a presque pas de neige cette année). Dans l'ensemble, c'est ce que l'on entend si l'on parle aux gens. Parmi les autres impacts potentiels, citons la sécheresse... (impacts sur l'industrie agricole) - dans l'ensemble, nous recevons peut-être plus d'eau, mais la question est de savoir quand elle arrive, comment elle est stockée, etc. La communauté agricole devra peut-être se tourner vers des réservoirs et des sources d'eau plus gérées. »

Cependant, tous les répondants n'ont pas qualifié les changements d'uniformément négatifs, certains soulignant des effets secondaires potentiellement favorables, tels que la facilitation du transport dans le nord du Canada ou des températures plus favorables dans certaines parties du pays.

« Les températures pourraient en fait être plus agréables pour beaucoup de gens. Les pompes à chaleur peuvent probablement supporter la chaleur, nous pouvons donc nous y adapter. Les ouragans pourraient être plus dommageables à l'avenir. La cartographie de nos plaines inondables est mise à jour et ajustée en permanence. En outre, les infrastructures sont déjà conçues pour gérer des volumes d'eau plus importants. »

En 2022, il a été demandé à tous les répondants si le changement climatique avait déjà un impact sur leur organisation ou s'il en aurait un à l'avenir. Un peu plus de la moitié des répondants (54 %) pensent que le changement climatique a déjà un impact sur leur organisation, tandis que 37 % déclarent que ce n'est pas le cas actuellement, mais qu'il est possible que cela se produise à l'avenir. Seuls 6 % des répondants pensent que le changement climatique n'aura pas d'impact sur leur organisation à l'avenir.

Tableau C9 - Q12. Est-ce que les changements climatiques ont déjà un impact sur votre organisation, est-ce qu'ils n'ont pas encore d'impact sur votre organisation, mais pourraient en avoir dans l'avenir, ou est-ce qu'ils n'auront pas d'impact sur votre organisation?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Ils ont un impact sur votre organisation	54 %	58 %	93 %	49 %
Ils n'ont pas encore d'impact sur votre organisation, mais ils pourraient en avoir dans l'avenir	37 %	27 %	7 %	41 %
Ils n'auront pas d'impact sur votre organisation	6 %	0 %	0 %	8 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	3 %	15 %	0 %	2 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Autres différences démographiques :

- Les répondants des Prairies sont les moins susceptibles de dire que le changement climatique a un impact sur l'organisation (30 %).

Les répondants qui pensent que le changement climatique aura un impact sur leur organisation à l'avenir ont été invités à dire si cet impact serait principalement négatif ou positif. En hausse de 16 % depuis 2018, près de neuf répondants sur dix (86 %) estiment que l'impact du changement climatique sur leur organisation à l'avenir sera principalement négatif. Peu de répondants pensent que l'impact sera principalement positif (5 %) ou affirment qu'un climat changeant aura des impacts à la fois positifs et négatifs sur leur organisation (3 %).

Tableau C10 - Q13. Dans l'ensemble, les changements climatiques auront-ils un impact principalement positif ou principalement négatif sur votre organisation?

Base : Les répondants qui n'ont pas dit que le changement climatique n'aura pas d'impact sur leur organisation à la Q12.

Colonne %	Total municipal	Grands	Moyennes	Petites
Impact principalement négatif	86 %	85 %	94 %	85 %
Impact principalement positif	5 %	15 %	0 %	5 %
Impact à la fois positif et négatif	3 %	0 %	0 %	3 %
Impact neutre ou aucun impact	3 %	0 %	0 %	3 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	4 %	0 %	6 %	4 %
Taille de l'échantillon	140	7	13	120

Tableau C11 - Q13. Dans l'ensemble, le changement climatique aura-t-il un impact principalement négatif ou principalement positif sur votre organisation?

Base : Les répondants qui n'ont pas dit que le changement climatique n'aura pas d'impact sur leur organisation à la Q12.

Colonne %	2022	2018
Impact principalement négatif	86 %	70 %
	B	-
Impact principalement positif	5 %	5 %
	3 %	11 %
Impact à la fois positif et négatif	-	A
	3 %	4 %
Impact neutre ou aucun impact	3 %	4 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	4 %	10 %
Taille de l'échantillon	140	94
Libellé de la colonne	A	B

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

La poignée de répondants qui estimaient que l'impact du changement climatique aurait au moins quelques effets positifs sur leur organisation ont été interrogés sur la nature de ces effets positifs. Les mentions les plus fréquentes sont des hivers plus chauds ou des coûts énergétiques plus faibles (79 %), des rendements agricoles accrus (57 %) et des coûts de déneigement réduits en hiver (22 %).

Tableau C12 - Q14. Quels sont, en particulier, certains des impacts positifs ou des possibilités pour votre organisation résultant d'un changement climatique? Y en a-t-il d'autres?

Base : Répondants ayant déclaré que le changement climatique avait au moins un certain impact positif sur leur organisation à la Q13.

Colonne %	2022	2018
-----------	------	------

Hivers plus chauds/coûts énergétiques inférieurs	79 %	0 %
Augmentation du rendement des cultures	57 %	20 %
Réduction des coûts de déneigement en hiver	22 %	40 %
Saison d'exploitation devancée ou plus longue	17 %	20 %
Augmentation du tourisme/saison touristique plus longue	17 %	0 %
Autre	21 %	100 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	0 %	0 %
Taille de l'échantillon	7	5

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Les répondants qui ont déclaré que l'impact sur leur organisation serait négatif ont également été interrogés sur la nature de ces impacts négatifs. Comme en 2018, les impacts volontaires des répondants sont très variés et sont similaires quelle que soit la taille de la collectivité. Les impacts les plus courants, partagés par plus d'un quart des répondants, sont une modification des niveaux ou de l'approvisionnement en eau (39 %), les coûts et les impacts sur les infrastructures (38 %), les pertes économiques ou le coût de l'adaptation (37 %), et l'augmentation des inondations (37 %) et de la sécheresse (28 %).

Par rapport à 2018, moins de répondants en 2022 ont déclaré spontanément un impact sur les infrastructures et leur coût (38 % contre 55 %), plus d'inondations (37 % contre 55 %) et plus de ravageurs ou de maladies (7 % contre 21 %). Inversement, plus de répondants en 2022 déclarent qu'une saison d'exploitation plus courte aura un impact négatif sur leur organisation (7 % contre 0 %).

Tableau C13 - Q15. Plus précisément, quels seront les effets négatifs des changements climatiques ou les risques qui en découleront pour votre organisation? Y en a-t-il d'autres?
Base : Répondants ayant déclaré que le changement climatique avait au moins un certain impact négatif sur leur organisation à la Q13.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Variation du niveau des eaux/de l'approvisionnement en eau	39 %	34 %	58 %	36 %
Effets sur les infrastructures/coûts associés aux infrastructures	38 %	34 %	54 %	35 %
Pertes économiques/coût de l'adaptation	37 %	17 %	36 %	39 %
Accroissements des inondations	37 %	32 %	42 %	36 %
Accroissement des sécheresses	28 %	17 %	13 %	31 %
Accroissement des feux de forêt (ou de broussailles)	24 %	17 %	10 %	27 %
Augmentation des vagues de chaleur/coûts de climatisation	20 %	17 %	13 %	21 %
Accroissement des ondes de tempête/dommages causés par l'élévation du niveau de la mer	14 %	0 %	33 %	12 %
Saison touristique hivernale plus courte	9 %	0 %	0 %	11 %

Accroissement des espèces nuisibles/maladies	7 %	0 %	7 %	8 %
Saison d'exploitation plus courte	7 %	0 %	0 %	9 %
Accroissement du smog	3 %	0 %	0 %	4 %
Changements climatiques extrêmes	3 %	14 %	0 %	3 %
Pénuries d'approvisionnement/de matériel	2 %	0 %	0 %	3 %
Effets sur l'agriculture et les cultures	1 %	0 %	8 %	1 %
Manque de personnel	1 %	0 %	0 %	2 %
Coût du transport	1 %	0 %	0 %	1 %
Autres	11 %	0 %	21 %	11 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	1 %	17 %	0 %	0 %
Taille de l'échantillon	120	6	12	102

Tableau C14 - Q15. Plus précisément, quels seront les effets négatifs des changements climatiques ou les risques qui en découleront pour votre organisation? Y en a-t-il d'autres?
Base : Répondants ayant déclaré que le changement climatique avait au moins un certain impact négatif sur leur organisation à la Q13.

Colonne %	202 2	201 8
Variation du niveau des eaux/de l'approvisionnement en eau	39 %	36 %
Effets sur les infrastructures/coûts associés aux infrastructures	38 %	55 %
	-	A
Pertes économiques/coût de l'adaptation	37 %	52 %
Accroissements des inondations	37 %	55 %
	-	A
Accroissement des sécheresses	28 %	33 %
Accroissement des feux de forêt (ou de broussailles)	24 %	24 %
Augmentation des vagues de chaleur/coûts de climatisation	20 %	23 %
Accroissement des ondes de tempête/dommages causés par l'élévation du niveau de la mer	14 %	24 %
Saison touristique hivernale plus courte	9 %	17 %
Accroissement des espèces nuisibles/maladies	7 %	21 %
	-	A
Saison d'exploitation plus courte	7 %	0 %
	B	-
Accroissement du smog	3 %	12 %
Changements climatiques extrêmes	3 %	0 %
Pénuries d'approvisionnement/de matériel	2 %	0 %
Effets sur l'agriculture et les cultures	1 %	6 %

Manque de personnel	1 %	0 %
Coût du transport	1 %	3 %
Autres	11 %	5 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	1 %	3 %
Taille de l'échantillon	120	66
Libellé de la colonne	A	B

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Perspectives qualitatives

La plupart des participants municipaux ont décrit avoir subi des impacts organisationnels, notamment la création d'unités, de mandats et d'activités visant spécifiquement à répondre au besoin d'adaptation et à mettre les gouvernements en position de faire le travail qui doit être fait.

« La reconnaissance au niveau des gouvernements a pris du temps. Actuellement, nous en sommes au stade de la reconnaissance, en particulier par les gouvernements municipaux, qui déclarent des urgences climatiques. [Une communauté locale a « déclaré la guerre » au changement climatique. L'impact qu'il a sur nos environnements (c.-à-d. l'intensité des tempêtes, les inondations, etc.). Les gens agissent pour relever les défis ».

« Des changements interviennent dans les opérations et la planification, mais ce n'est pas nécessairement négatif. Être proactif est une bonne chose. Je ne ressens pas le chagrin du climat parce que je planifie. Je fais quelque chose à ce sujet. La planification de la résilience est une priorité et c'est quelque chose que nous faisons déjà. »

« L'appréciation accrue [au sein du gouvernement] de la responsabilité environnementale - il y a une plus grande sensibilité à l'égard des écosystèmes sensibles. La ruée vers les logements qui se produit actuellement peut conduire à des décisions difficiles ».

Tous les répondants ont été invités à décrire le point de vue de leur organisation sur l'ampleur du défi que représente le changement climatique. Comme en 2018 et de manière similaire quelle que soit la taille de la collectivité, la majorité des répondants (60 %) affirment que le changement climatique est considéré comme un défi important auquel leur organisation est confrontée, mais qu'il n'est pas aussi grave que d'autres défis. Un quart des répondants (27 %) affirment que le changement climatique ne représente pas un défi important pour leur organisation, tandis que 12 % déclarent qu'il s'agit de l'un des défis les plus importants auxquels leur organisation est confrontée.

Tableau C15 - Q16. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux la perspective de votre organisation à l'égard des changements climatiques? Pense-t-elle que...?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
-----------	-----------------	---------	----------	---------

Les changements climatiques constituent l'un des défis les plus importants auxquels votre organisation fait face	12 %	15 %	34 %	9 %
Les changements climatiques constituent un défi important, mais ne sont pas aussi graves que d'autres défis auxquels votre organisation fait face	60 %	42 %	66 %	60 %
Les changements climatiques ne constituent pas un défi important pour votre organisation	27 %	29 %	0 %	31 %
Les changements climatiques ne se produisent pas réellement	0 %	0 %	0 %	0 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	1 %	15 %	0 %	0 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Tableau C16 - Q16. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux la perspective de votre organisation à l'égard des changements climatiques? Pense-t-elle que...?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	2022	2018
Les changements climatiques constituent l'un des défis les plus importants auxquels votre organisation fait face	12 %	11 %
Les changements climatiques constituent un défi important, mais ne sont pas aussi graves que d'autres défis auxquels votre organisation fait face	60 %	59 %
Les changements climatiques ne constituent pas un défi important pour votre organisation	27 %	26 %
Les changements climatiques ne se produisent pas réellement	0 %	1 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	1 %	3 %
Taille de l'échantillon	152	100

Autres différences démographiques :

- Les répondants des Prairies sont les plus susceptibles de dire que le changement climatique ne représente pas un défi important pour leur organisation (58 %).

Il a ensuite été demandé aux répondants d'indiquer dans quelle mesure leurs clients ou intervenants sont préoccupés par le changement climatique. Deux tiers des répondants (65 %) affirment que leurs clients ou intervenants sont préoccupés par le changement climatique, soit très (12 %), soit assez (53 %). Un quart des répondants (25 %) déclarent que leurs clients ou intervenants ne sont pas très préoccupés par le changement climatique, et 8 % déclarent qu'ils ne sont pas du tout préoccupés.

Le degré d'inquiétude est similaire quelle que soit la taille de la collectivité, et bien qu'il ne soit pas statistiquement différent en raison de la taille des échantillons, par rapport à 2018, 10 % de plus de répondants en 2022 affirment que leur client ou leurs intervenants sont préoccupés par le changement climatique.

Tableau C17 - Q17. Qu'en est-il de vos clients ou de vos partenaires? Diriez-vous qu'ils sont généralement très préoccupés, plutôt préoccupés, pas très préoccupés ou pas du tout préoccupés par les changements climatiques?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Très préoccupés	12 %	29 %	20 %	10 %
Plutôt préoccupés	53 %	56 %	59 %	52 %
Pas très préoccupés	25 %	0 %	21 %	27 %
Pas du tout préoccupés	8 %	0 %	0 %	9 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	2 %	15 %	0 %	2 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Tableau C18 - Q17. Qu'en est-il de vos clients ou de vos partenaires? Diriez-vous qu'ils sont généralement très préoccupés, plutôt préoccupés, pas très préoccupés ou pas du tout préoccupés par les changements climatiques?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	2022	2018
Très préoccupés	12 %	9 %
Plutôt préoccupés	53 %	49 %
Pas très préoccupés	25 %	27 %
Pas du tout préoccupés	8 %	10 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	2 %	5 %
Taille de l'échantillon	152	100

Autres différences démographiques :

- À 70 %, les répondants des Prairies sont les plus susceptibles de dire que leurs clients ou intervenants ne sont pas inquiets.

Perspectives qualitatives

Les participants municipaux ont tendance à décrire les communautés qu'ils desservent comme étant au moins quelque peu concernées par la nécessité de s'adapter à un climat changeant, mais beaucoup ont décrit des difficultés liées au niveau de compréhension de ce qui se prépare, de ce qui est nécessaire, de l'immensité du défi, des coûts associés et, en conséquence, le public n'est pas nécessairement suffisamment éduqué et engagé pour accepter les décisions difficiles que les maires et les conseils seront obligés de prendre s'ils veulent adopter des plans adéquats.

L'environnement de l'opinion publique a souvent été décrit comme un environnement de sensibilisation accrue, mais qui reste difficile à divers

égard en raison du manque de compréhension ou de volonté d'envisager des choix difficiles en matière de compromis, qui sont inévitables.

« De plus en plus de personnes reconnaissent les changements survenus dans leur communauté et leur paysage. Il s'agit d'une communauté de cueilleurs et de chasseurs. Ils récoltent la nourriture de la terre pour survivre. Ils ne peuvent pas se permettre d'acheter tous les jours à l'épicerie locale. Ils voient et comprennent les changements de leur environnement, de la terre sur laquelle ils voyagent, de la glace sur laquelle ils voyagent, des différents types de glace. »

« Nous effectuons des sondages à ce sujet et environ 90 % d'entre eux sont très ou assez inquiets. »

S'il est vrai que les communautés reconnaissent généralement que des changements sont en cours, certaines s'inquiètent du fait que la complexité même de la situation n'est pas appréhendée de manière adéquate.

« Cela dépend si vous posez des questions sur ce qu'ils voient ou sur leur compréhension. Je ne vois personne qui comprenne complètement [les implications de ce qu'il voit]. »

« Ce n'est pas au premier plan des discussions quotidiennes [au sein de la communauté], mais au niveau administratif et politique, c'est à l'ordre du jour et c'est un sujet de discussion. Ce n'est pas comme si les gens pensaient que ce n'était pas grave et que nous n'avions pas besoin d'en parler maintenant. »

« Ils comprennent le problème et s'en inquiètent, mais ils ne savent pas quoi faire. »

De nombreuses personnes interrogées ont également noté que les opinions des communautés variaient en fonction des événements météorologiques extrêmes.

« Les gens se tournent surtout vers le gouvernement. Ce n'est pas la priorité [de la communauté], mais cela apparaît dans les enquêtes. Ce n'est pas encore vraiment une question d'actualité. Les tempêtes augmentent l'intensité des sentiments, mais nous avons été frappés par beaucoup de très bonnes conditions météorologiques et par quelques épisodes pluvieux que les gens ont du mal à relier directement au changement climatique. »

Adaptation au changement climatique

Comme lors de la dernière enquête menée en 2018, les répondants ont été interrogés sur les projets actuels et futurs de leur organisation en matière d'adaptation à un climat changeant, et notamment sur l'état d'avancement du processus de planification et de mise en œuvre de leur organisation.

Pour comprendre à quel stade se trouvent les communautés en matière d'adaptation au changement climatique, il a été demandé à tous les répondants si leur organisation fait

actuellement quelque chose pour s'adapter au risque et aux possibilités qui résultent d'un climat changeant. En hausse par rapport à 2018 (57 %), plus de six répondants sur dix (64 %) affirment que leur organisation prend actuellement des mesures d'adaptation, tandis qu'un tiers (34 %) déclare ne pas le faire.

Bien qu'il n'y ait pas de différence statistique due à la taille de l'échantillon, les répondants des grandes et moyennes communautés semblent plus enclins à dire que leur organisation a pris des mesures pour s'adapter aux risques et aux possibilités résultant d'un changement climatique.

Tableau C19 - Q18. S'adapter aux changements climatiques consiste à prendre des mesures réduisant les risques ou permettant de tirer parti des possibilités que présentent les changements climatiques. Votre organisation prend-elle actuellement des mesures pour s'adapter aux risques ou tirer parti des possibilités que présentent les changements climatiques?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Oui	64 %	71 %	86 %	61 %
Non	34 %	15 %	14 %	38 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	2 %	15 %	0 %	1 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Tableau C20 - Q18. S'adapter aux changements climatiques consiste à prendre des mesures réduisant les risques ou permettant de tirer parti des possibilités que présentent les changements climatiques. Votre organisation prend-elle actuellement des mesures pour s'adapter aux risques ou tirer parti des possibilités que présentent les changements climatiques?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	2022	2018
Oui	64 %	57 %
Non	34 %	42 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	2 %	1 %
Taille de l'échantillon	152	100

Autres différences démographiques :

- Avec deux tiers (64 %), les répondants des Prairies sont les plus susceptibles de dire qu'ils ne font rien actuellement pour s'adapter aux risques et possibilités résultant du changement climatique.

En ce qui concerne spécifiquement les évaluations des risques, la majorité des répondants (66 %) déclarent que leur organisation n'en a pas effectué, tandis qu'un quart (26 %) déclarent que leur organisation en a effectué une. Les résultats sont assez similaires selon la taille de la communauté.

Tableau C21 - Q19. Votre organisation a-t-elle réalisé ou mené une évaluation des risques associés aux changements climatiques?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Oui	26 %	42 %	73 %	19 %
Non	66 %	44 %	20 %	73 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	8 %	15 %	7 %	8 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Autres différences démographiques :

- Presque tous les répondants des Prairies (91 %) affirment que leur organisation n'a pas effectué d'évaluation des risques.

Les répondants qui ont indiqué que leur organisation a pris des mesures pour s'adapter à un climat changeant ont été interrogés sur ce que leur organisation fait actuellement. Les réponses sont très variées et nombre d'entre elles ont été notées par moins de répondants qu'en 2018, cependant, un cinquième ou plus des répondants bénévoles que leur organisation entreprend actuellement : des activités de gestion des inondations (33 %), une réponse d'urgence ou une planification des catastrophes (31 %), la modification des opérations ou de l'entretien des infrastructures (22 %), des évaluations des risques (20 %), ou des actions ou des mesures spécifiques conformément à leur plan d'adaptation.

Tableau C22 - Q20. Plus précisément, que fait actuellement votre organisation pour S'ADAPTER aux changements climatiques? Y a-t-il autre chose?

Base : Les répondants ayant déclaré que leur organisation agit actuellement pour s'adapter aux risques et possibilités résultant d'un changement climatique à la Q18.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Adopter des mesures de gestion des inondations (p. ex., cartographie des crues, restrictions d'utilisation des sols, débranchement des descentes pluviales)	33 %	21 %	24 %	35 %
Réponse aux urgences/planification des catastrophes	31 %	0 %	29 %	34 %
Modification de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures	22 %	21 %	41 %	19 %
Évaluer les risques liés aux changements climatiques pour l'organisation	20 %	21 %	22 %	20 %
Mettre en œuvre des actions et des mesures de notre plan	20 %	0 %	38 %	18 %
Préparer un plan d'adaptation au changement climatique	16 %	0 %	50 %	11 %
Intégrer des mesures d'adaptation dans la planification à long terme/autres plans d'entreprise (p. ex. gestion des risques)	15 %	21 %	14 %	15 %
Modification de la conception ou de l'emplacement de l'infrastructure	14 %	21 %	34 %	10 %

Mesures de gestion de la sécheresse / réduction de l'utilisation de l'eau	14 %	0 %	14 %	15 %
Installer des infrastructures naturelles ou vertes	13 %	0 %	23 %	13 %
Protection de l'habitat	13 %	0 %	32 %	10 %
Créer des lignes directrices ou des politiques	12 %	21 %	14 %	10 %
Activités d'éducation et de sensibilisation	10 %	0 %	0 %	13 %
Modifier le réseau de distribution d'énergie	10 %	21 %	9 %	10 %
Disposer d'un plan d'adaptation	8 %	21 %	0 %	9 %
Évaluer les coûts pour l'organisation	7 %	21 %	0 %	7 %
Système d'alerte à la chaleur estivale / sensibilisation aux risques liés aux vagues de chaleur	6 %	0 %	0 %	7 %
Protection de l'eau	5 %	0 %	0 %	6 %
Réduire l'empreinte carbone/CO ₂	4 %	0 %	0 %	5 %
Réduire la consommation de carburant	3 %	17 %	0 %	3 %
Construire des murs de soutènement pour se protéger des ondes de tempête	3 %	0 %	0 %	4 %
Travailler à la réduction des feux de forêt/incendies	3 %	0 %	0 %	3 %
Autres	5 %	0 %	0 %	6 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	5 %	0 %	0 %	6 %
Taille de l'échantillon	89	5	11	73

Tableau C23 - Q20. Plus précisément, que fait actuellement votre organisation pour S'ADAPTER aux changements climatiques? Y a-t-il autre chose?

Base : Les répondants ayant déclaré que leur organisation agit actuellement pour s'adapter aux risques et possibilités résultant d'un changement climatique à la Q18.

Colonne %	2022	2018
Adopter des mesures de gestion des inondations (p. ex., cartographie des crues, restrictions d'utilisation des sols, débranchement des descentes pluviales)	33 %	44 %
Réponse aux urgences/planification des catastrophes	31 %	51 %
	-	A
Modification de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures	22 %	28 %
Évaluer les risques liés aux changements climatiques pour l'organisation	20 %	30 %
Mettre en œuvre des actions et des mesures de notre plan	20 %	28 %
Préparer un plan d'adaptation au changement climatique	16 %	33 %
	-	A
Intégrer des mesures d'adaptation dans la planification à long terme/autres plans d'entreprise (p. ex. gestion des risques)	15 %	33 %
	-	A
Modification de la conception ou de l'emplacement de l'infrastructure	14 %	26 %
	14 %	28 %

Mesures de gestion de la sécheresse / réduction de l'utilisation de l'eau	-	A
Installer des infrastructures naturelles ou vertes	13 %	19 %
Protection de l'habitat	13 %	23 %
Créer des lignes directrices ou des politiques	12 %	25 %
Activités d'éducation et de sensibilisation	10 %	14 %
Modifier le réseau de distribution d'énergie	10 %	18 %
Disposer d'un plan d'adaptation	8 %	21 %
	-	A
Évaluer les coûts pour l'organisation	7 %	18 %
Système d'alerte à la chaleur estivale / sensibilisation aux risques liés aux vagues de chaleur	6 %	14 %
Protection de l'eau	5 %	0 %
Réduire l'empreinte carbone/CO ₂	4 %	4 %
Réduire la consommation de carburant	3 %	0 %
Construire des murs de soutènement pour se protéger des ondes de tempête	3 %	5 %
Travailler à la réduction des feux de forêt/incendies	3 %	0 %
Autres	5 %	7 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	5 %	2 %
Taille de l'échantillon	89	57
Libellé de la colonne	A	B

À l'image des résultats de 2018, la majorité des répondants (61 %) affirment que leur organisation n'a pas prévu d'actions futures pour s'adapter aux risques et possibilités offerts par un climat changeant, tandis que 36 % affirment que leur organisation en a prévu.

Bien qu'il n'y ait pas de différence statistique en raison de la taille des échantillons, les répondants des communautés de grande ou de moyenne taille semblent plus enclins à dire que leur organisation a planifié des mesures d'adaptation pour l'avenir.

Tableau C24 - Q21. Votre organisation dispose-t-elle de plans précis contenant des mesures ULTÉRIEURES conçues pour S'ADAPTER aux risques et aux possibilités que présentent les changements climatiques?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	Total municipal	Grands	Moyennes	Petites
Oui	36 %	85 %	80 %	27 %
Non	61 %	0 %	20 %	70 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	4 %	15 %	0 %	3 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Tableau C25 - Q21. Votre organisation dispose-t-elle de plans précis contenant des mesures ULTÉRIEURES conçues pour S'ADAPTER aux risques et aux possibilités que présentent les changements climatiques?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	2022	2018
Oui	36 %	42 %
Non	61 %	56 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	4 %	2 %
Taille de l'échantillon	152	100

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Les répondants qui ont indiqué que leur organisation avait effectivement prévu des mesures d'adaptation spécifiques pour l'avenir ont été interrogés sur la nature de ces plans. Les plans proposés sont variés, tous sont cités par moins d'un cinquième des répondants et beaucoup sont vagues. En tête de liste en 2022 figurent toutefois l'installation d'infrastructures naturelles ou vertes (18 %), la modification de l'exploitation ou de l'entretien des infrastructures (18 %), les interventions d'urgence ou la planification des catastrophes (17 %), des mentions non précisées de mesures de mise en œuvre conformément au plan de leur organisation (17 %), l'évaluation des risques (17 %) et l'élaboration d'un plan d'adaptation (17 %).

L'augmentation de la variété des réponses en 2022, y compris des actions d'adaptation plus spécifiques - notamment la plantation d'arbres, la réduction des déchets, la protection de l'eau et le passage aux véhicules électriques - a eu pour conséquence que moins de répondants ont cité un grand nombre des actions énumérées en 2018.

Tableau C26 - Q22. Quelles mesures sont précisément planifiées? Y a-t-il autre chose?

Base : Les répondants qui ont déclaré que leur organisation a des actions futures spécifiques conçues pour s'adapter aux risques et possibilités offerts par un climat changeant à la Q21.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Installer des infrastructures naturelles ou vertes	18 %	0 %	8 %	26 %
Modifier l'exploitation/l'entretien des infrastructures	18 %	17 %	21 %	17 %
Réponse aux urgences/planification des catastrophes	17 %	0 %	8 %	25 %
Mettre en œuvre des actions et des mesures de notre plan	17 %	0 %	20 %	20 %
Évaluer les risques liés aux changements climatiques pour l'organisation	17 %	0 %	8 %	24 %
Préparation d'un plan d'adaptation au changement climatique	17 %	0 %	17 %	20 %
Activités d'éducation et de sensibilisation	13 %	0 %	9 %	18 %
Adopter des mesures de gestion des inondations (p. ex., cartographie des crues, restrictions d'utilisation des sols, débranchement des descentes pluviales)	13 %	0 %	8 %	18 %
Évaluer les coûts pour l'organisation	13 %	17 %	20 %	10 %
Protection de l'habitat	12 %	0 %	0 %	19 %

Modifier le réseau de distribution d'énergie	12 %	17 %	19 %	8 %
Intégrer des mesures d'adaptation dans la planification à long terme/autres plans d'entreprise (p. ex. gestion des risques)	10 %	17 %	8 %	9 %
Modification de la conception ou de l'emplacement de l'infrastructure	9 %	17 %	0 %	11 %
Planter des arbres	7 %	0 %	9 %	7 %
Réduction de l'empreinte écologique et des déchets	7 %	17 %	18 %	0 %
Protection de l'eau	6 %	0 %	0 %	9 %
Passage aux véhicules électriques	5 %	0 %	0 %	8 %
Créer des lignes directrices ou des politiques	5 %	0 %	9 %	4 %
Système d'alerte à la chaleur estivale / sensibilisation aux risques liés aux vagues de chaleur	4 %	0 %	0 %	7 %
Mesures de gestion de la sécheresse/réduction de la consommation d'eau	2 %	0 %	0 %	4 %
Mise à jour de l'équipement (moins de carburant, d'électricité, etc.)	2 %	0 %	0 %	4 %
Efficacité énergétique	2 %	0 %	9 %	0 %
Construire des murs de soutènement pour se protéger des ondes de tempête	2 %	0 %	0 %	3 %
Autres	5 %	0 %	8 %	5 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9 %	49 %	9 %	0 %
Taille de l'échantillon	48	6	10	32

Tableau C27 - Q22. Quelles mesures sont précisément planifiées? Y a-t-il autre chose?

Base : Les répondants qui ont déclaré que leur organisation a des actions futures spécifiques conçues pour s'adapter aux risques et possibilités offerts par un climat changeant à la Q21.

Colonne %	2022	2018
Installer des infrastructures naturelles ou vertes	18 %	17 %
Modifier l'exploitation/l'entretien des infrastructures	18 %	24 %
Réponse aux urgences/planification des catastrophes	17 %	31 %
Mettre en œuvre des actions et des mesures de notre plan	17 %	26 %
Évaluer les risques liés aux changements climatiques pour l'organisation	17 %	26 %
Préparation d'un plan d'adaptation au changement climatique	17 %	31 %
Activités d'éducation et de sensibilisation	13 %	29 %
Adopter des mesures de gestion des inondations (p. ex., cartographie des crues, restrictions d'utilisation des sols, débranchement des descentes pluviales)	-	A
Évaluer les coûts pour l'organisation	13 %	19 %

Protection de l'habitat	12 %	17 %
Modifier le réseau de distribution d'énergie	12 %	12 %
Intégrer des mesures d'adaptation dans la planification à long terme/autres plans d'entreprise (p. ex. gestion des risques)	10 %	26 %
	-	A
Modification de la conception ou de l'emplacement de l'infrastructure	9 %	17 %
Planter des arbres	7 %	0 %
Réduction de l'empreinte écologique et des déchets	7 %	0 %
Protection de l'eau	6 %	0 %
Passage aux véhicules électriques	5 %	0 %
Créer des lignes directrices ou des politiques	5 %	21 %
	-	A
Système d'alerte à la chaleur estivale / sensibilisation aux risques liés aux vagues de chaleur	4 %	17 %
	-	A
Mise à jour de l'équipement (moins de carburant, d'électricité, etc.)	2 %	0 %
Efficacité énergétique	2 %	0 %
Construire des murs de soutènement pour se protéger des ondes de tempête	2 %	5 %
Autres	5 %	12 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9 %	17 %
Taille de l'échantillon	48	42
Libellé de la colonne	A	B

Les répondants qui ont indiqué que leur organisation avait des plans d'adaptation spécifiques pour l'avenir ont été invités à préciser depuis combien de temps leur organisation prenait en compte l'évolution du climat dans son processus décisionnel. Il est intéressant de noter que, comme en 2018 (60 %), la majorité des répondants en 2022 (62 %) déclarent que leur organisation prend en compte l'évolution du climat dans son processus décisionnel depuis 1 à cinq ans. Un quart des répondants (26 %) déclarent que leur organisation prend en compte le changement climatique dans son processus décisionnel depuis six ans ou plus, et 8 % déclarent que cette prise en compte n'a eu lieu qu'au cours de l'année écoulée.

Tableau C28 - Q23. Depuis combien de temps votre organisation tient-elle compte des changements climatiques dans sa prise de décisions?

Base : Les répondants ayant déclaré que leur organisation agit actuellement pour s'adapter aux risques et possibilités résultant d'un changement climatique à la Q18.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Depuis moins de 1 an	8 %	21 %	0 %	8 %
Depuis 1 ou 2 ans	21 %	0 %	16 %	23 %
Depuis 3 à 5 ans	41 %	41 %	34 %	43 %
Depuis 6 à 10 ans	16 %	21 %	14 %	16 %
Depuis 6 à 10 ans	10 %	0 %	27 %	8 %

Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	4 %	17 %	9 %	3 %
Taille de l'échantillon	89	5	11	73

Tableau C29 - Q23. Depuis combien de temps votre organisation tient-elle compte des changements climatiques dans sa prise de décisions?

Base : Les répondants ayant déclaré que leur organisation agit actuellement pour s'adapter aux risques et possibilités résultant d'un changement climatique à la Q18.

Colonne %	2022	2018
Depuis moins de 1 an	8 %	4 %
Depuis 1 ou 2 ans	21 %	23 %
Depuis 3 à 5 ans	41 %	37 %
Depuis 6 à 10 ans	16 %	18 %
Depuis 6 à 10 ans	10 %	12 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	4 %	7 %
Taille de l'échantillon	89	57

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Perspectives qualitatives

Tous les participants municipaux aux entretiens approfondis ont indiqué qu'ils avaient déjà pris des mesures d'adaptation au climat et qu'ils prévoyaient d'en faire davantage à l'avenir. En effet, le sentiment général est que la transformation des plans en actions est plus problématique que l'attribution d'une priorité adéquate à la mise en œuvre des plans. Les activités décrites sont assez répandues, bien que dans un petit nombre de cas, les initiatives d'atténuation aient été confondues avec les initiatives d'adaptation.

« Entre l'action et la planification de l'action. Nous plaidons en faveur de niveaux de financement suffisants pour les municipalités. Nous voulons que les responsabilités accrues s'accompagnent d'un soutien financier. Les priorités en matière de défense des intérêts ont fait l'objet d'un vote. Le financement des infrastructures et de la durabilité est un nouvel ajout aux priorités (p.ex. aider les municipalités à utiliser toute la gamme des ressources disponibles). Renforcer les capacités internes pour aider à obtenir des subventions et des financements. Le travail de recherche permettra de déterminer quels sont les déficits financiers qui freinent les municipalités. »

« Nous faisons partie d'une initiative conjointe avec les municipalités rurales et le gouvernement provincial. Nous proposons un programme qui permet aux municipalités d'évaluer les risques, d'élaborer des plans et des actions mettant en œuvre ces plans. »

« Nous avons adopté un nouveau plan climatique en 2020, qui intègre à la fois un plan d'atténuation et un plan d'adaptation au climat. Nous avons embauché quelques personnes spécialement pour élaborer le plan et nous avons prévu un financement dans notre plan d'investissement décennal. Transition vers l'électricité, résilience, cartographie des risques et des vulnérabilités des

infrastructures publiques, de leur état et de leur cycle de vie, approche « green shore » des routes vulnérables, cartographie des inondations, niveaux d'eau extrêmes, renforcement de la résilience des communautés (c.-à-d. achat de camions-congélateurs pour stocker les aliments pendant les pannes de courant prolongées), subventions pour les personnes qui ont des idées d'adaptation. Un programme visant à ajouter des générateurs de secours pour fournir des lieux de chauffage/refroidissement. Recul vertical de la côte. »

« Nous avons une stratégie pour le système des eaux pluviales. Intervention d'urgence, feux de forêt, lieux de refroidissement dans la ville, rénovations, modification des règlements (p. ex. service public des eaux pluviales), gestion des actifs naturels, cartographie des zones inondables. »

« Il ne s'agit peut-être pas d'un plan d'adaptation au climat. Nous disposons d'un plan énergétique communautaire qui inclut le développement durable et qui a été élaboré en 2015 environ. Nous avons des objectifs à atteindre et des mesures à prendre. La municipalité les accepte et va de l'avant avec la plantation d'arbres, la gestion des zones côtières, la sécurité alimentaire, l'adaptation des normes d'infrastructure pour la résilience. »

« La mise à niveau de choses comme les systèmes de gestion des eaux pluviales, les eaux usées. Cela a une incidence sur les routes et les transports. »

Obstacles à l'intégration des considérations relatives au changement climatique

Après avoir pris connaissance des mesures et des plans d'adaptation des collectivités, les répondants ont été invités à répondre à une série de questions sur leurs impressions et l'impact des obstacles à la prise en compte du changement climatique dans le processus décisionnel.

Comprendre quelles sont les sources d'information actuellement utilisées est une première étape essentielle pour comprendre les obstacles à l'intégration des considérations liées au changement climatique. Après les médias (20 % en 2022), qui étaient la source d'information la plus courante en 2018 (26 %), la source d'information la plus courante sur le changement climatique parmi les répondants est constituée de diverses sources gouvernementales provinciales (25 %). Complétant les trois premières sources, le gouvernement fédéral (19 %) est benévole pour beaucoup plus de répondants qu'en 2018 (0 %). Les autres sources courantes sont les associations industrielles ou municipales (17 %), les sources internes (16 %) et les recherches générales sur Internet (14 %). Toutes les autres sources sont bénévoles pour moins de 10 % des répondants.

La principale source d'information parmi les répondants représentant des communautés de grande taille est la recherche sur Internet (44 %). Les universités et les chercheurs semblent être plus fréquents parmi les répondants des communautés de taille moyenne (32 %).

Tableau C30 - Q24. Quelles sources de renseignements sur les changements climatiques votre organisation consulte-t-elle? Y a-t-il d'autres sources?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Gouvernement provincial (divers)	25 %	15 %	50 %	22 %
Médias	20 %	29 %	0 %	22 %
Gouvernement fédéral	19 %	15 %	58 %	14 %
Associations industrielles/municipales	17 %	0 %	13 %	19 %
Sources internes (données ou renseignements recueillis par votre organisation)	16 %	29 %	0 %	18 %
Sources tirées de recherches sur Internet	14 %	44 %	0 %	14 %
Organismes non gouvernementaux	9 %	0 %	20 %	9 %
Conférences, ateliers ou séminaires	7 %	0 %	6 %	8 %
Gouvernement (non spécifié)	7 %	15 %	26 %	4 %
Universités et chercheurs	6 %	15 %	32 %	2 %
Revue/magazines scientifiques	6 %	0 %	14 %	5 %
Sécurité publique	4 %	0 %	6 %	4 %
Ministère de l'Environnement	4 %	0 %	6 %	4 %
Aucun renseignement au niveau organisationnel	4 %	15 %	0 %	4 %
Environnement Canada	3 %	0 %	0 %	3 %
Autres	14 %	15 %	6 %	14 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9 %	12 %	9 %	9 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Tableau C31 - Q24. Quelles sources de renseignements sur les changements climatiques votre organisation consulte-t-elle? Y a-t-il d'autres sources?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	2022	2018
Gouvernement provincial (divers)	25 %	18 %
Médias	20 %	26 %
Gouvernement fédéral	19 %	0 %
	B	-
Associations industrielles/municipales	17 %	10 %
Sources internes (données ou renseignements recueillis par votre organisation)	16 %	10 %
Sources tirées de recherches sur Internet	14 %	18 %
Organismes non gouvernementaux	9 %	8 %
Conférences, ateliers ou séminaires	7 %	10 %
Universités et chercheurs	6 %	7 %
Revue/magazines scientifiques	6 %	8 %
Sécurité publique	4 %	4 %
Ministère de l'Environnement	4 %	0 %
	B	-
Aucun renseignement au niveau organisationnel	4 %	2 %

Environnement Canada	3 %	11 %
	-	A
Sources gouvernementales (non spécifiées)	7 %	29 %
	-	A
Autres	14 %	15 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9 %	9 %
Taille de l'échantillon	152	100
Libellé de la colonne	A	B

Autres différences démographiques :

- Plus que dans toute autre région, 14 % des répondants du Québec déclarent se référer au ministère de l'Environnement pour obtenir des informations sur le changement climatique.

Perspectives qualitatives

Comme pour les entretiens avec les entreprises, les participants municipaux à la phase qualitative ont été interrogés sur les raisons qui les poussent à prendre des mesures ou à les planifier. Les réponses ont très systématiquement indiqué que l'augmentation du nombre de phénomènes météorologiques extrêmes dans leur propre collectivité était le moteur des actions à entreprendre et de l'obtention du financement nécessaire à la mise en œuvre, voire à la planification, des actions en question. Souvent, les réponses à cette question se concentrent davantage sur ce qui empêche l'action que sur ce qui la motive.

« L'urgence de ce qui arrive à notre communauté et à l'environnement. »

« L'une d'entre elles est l'expérience d'événements extrêmes. D'autre part, les gouvernements ont mieux communiqué sur la situation et les besoins. Les agences de presse ont fait plus de reportages sur les conditions météorologiques extrêmes, de sorte que les gens reconnaissent que les choses sont plus intenses. »

Étant donné le moment où l'étude a été réalisée, certains événements météorologiques extrêmes ont occupé une place prépondérante dans les réponses des personnes interrogées.

« Des conditions météorologiques extrêmes comme l'ouragan Fiona. »

« Ils peuvent facilement faire le lien avec les événements extrêmes. Par exemple, l'ouragan Fiona est encore très présent dans les esprits. Les gens font le lien entre les événements extrêmes et le changement climatique, même s'il n'y a peut-être pas le lien que l'on croit. Les gens s'en sont saisis avec enthousiasme. C'est un peu une arme à double tranchant. Cela donne du capital politique pour entreprendre des projets, mais d'autres choses peuvent également être prises dans les efforts qui ne sont pas vraiment défendables. Très souvent, il y a un manque de clarté entre l'atténuation et l'adaptation - des activités très différentes qui ne sont pas toujours compatibles. Certains de ces éléments peuvent en fait exacerber les choses ».

Une liste d'obstacles potentiels a été fournie à tous les répondants et il leur a été demandé d'indiquer s'ils qualifiaient chacun d'entre eux d'obstacle important, d'obstacle mineur ou d'absence d'obstacle pour leur organisation lorsqu'il s'agit de prendre en compte le changement climatique dans leur processus décisionnel. Une majorité de répondants (entre 62 % et 88 %) estime que chacun représente au moins un obstacle mineur pour leur organisation lorsqu'il s'agit de prendre en compte le changement climatique dans leur processus décisionnel. Les principaux obstacles sont le manque de capacité (88 %), la complexité des processus de changement de politique (87 %) et le manque d'expertise interne (83 %).

À l'inverse, les répondants qui estiment que le manque d'information (29 %) et le manque d'expertise des fournisseurs (30 %) ne sont pas des obstacles sont plus nombreux que ceux qui pensent qu'il s'agit d'obstacles importants (22 % et 19 %, respectivement).

Tableau C32 - Q25. Dans quelle mesure chacun des énoncés suivants constitue-t-il un obstacle empêchant votre organisation de tenir compte des changements climatiques dans son processus décisionnel? Veuillez indiquer la mesure dans laquelle chaque énoncé représente un obstacle pour votre organisation.

Base : Tous les répondants municipaux.

Rang %	Obstacle important	Obstacle mineure	N'est pas un obstacle	Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse
Le manque de capacité de mon organisation	56 %	32 %	11 %	1 %
Le manque d'expertise interne, au sein de mon organisation, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	48 %	35 %	15 %	1 %
La complexité du processus de modification des politiques	48 %	39 %	12 %	1 %
Les priorités organisationnelles concurrentes	47 %	31 %	19 %	2 %
La nécessité que d'autres ministères/organisations agissent d'abord, avant que nous puissions le faire	31 %	45 %	22 %	2 %
La présentation d'une analyse de rentabilité pour la mise en œuvre de mesures	30 %	46 %	22 %	2 %
Le manque de renseignements sur les changements climatiques et leurs impacts	22 %	47 %	29 %	2 %
Le manque d'expertise, chez mes fournisseurs, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les	19 %	43 %	30 %	8 %

renseignements relatifs aux changements climatiques				
-----------------------------------------------------	--	--	--	--

L'examen des défis qui représentent des obstacles importants pour les organisations ne révèle aucun changement dans les trois premiers, et tous les résultats sont cohérents avec ceux de 2018. Bien qu'il n'y ait pas de différence statistique due à la taille de l'échantillon, les répondants des grandes collectivités semblent plus susceptibles de se concentrer sur le manque de capacité (44 %) et la complexité des processus de changement de politique (41 %), bien que les proportions qui déclarent que l'un ou l'autre des obstacles est important soient directionnellement plus faibles. Inversement, les répondants des collectivités de taille moyenne semblent plus enclins à considérer de nombreux obstacles comme importants, en particulier les priorités organisationnelles concurrentes (72 %) et la complexité des processus de changement de politique (62 %).

Tableau C33 - Q25. Dans quelle mesure chacun des énoncés suivants constitue-t-il un obstacle empêchant votre organisation de tenir compte des changements climatiques dans son processus décisionnel? Veuillez indiquer la mesure dans laquelle chaque énoncé représente un obstacle pour votre organisation.

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne % % d'obstacles significatifs	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Le manque de capacité de mon organisation	56 %	44 %	57 %	57 %
Le manque d'expertise interne, au sein de mon organisation, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	48 %	0 %	41 %	52 %
La complexité du processus de modification des politiques	48 %	42 %	62 %	47 %
Les priorités organisationnelles concurrentes	47 %	29 %	72 %	46 %
La nécessité que d'autres ministères/organisations agissent d'abord, avant que nous puissions le faire	31 %	15 %	36 %	31 %
La présentation d'une analyse de rentabilité pour la mise en œuvre de mesures	30 %	0 %	41 %	30 %
Le manque de renseignements sur les changements climatiques et leurs impacts	22 %	15 %	7 %	25 %
Le manque d'expertise, chez mes fournisseurs, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	19 %	0 %	38 %	18 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Tableau C34 - Q25. Dans quelle mesure chacun des énoncés suivants constitue-t-il un obstacle empêchant votre organisation de tenir compte des changements climatiques dans son processus décisionnel? Veuillez indiquer la mesure dans laquelle chaque énoncé représente un obstacle pour votre organisation.

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	2022	2018
-----------	------	------

% d'obstacles significatifs		
Le manque de capacité de mon organisation	56 %	48 %
Le manque d'expertise interne, au sein de mon organisation, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	48 %	40 %
La complexité du processus de modification des politiques	48 %	38 %
Les priorités organisationnelles concurrentes	47 %	38 %
La nécessité que d'autres ministères/organisations agissent d'abord, avant que nous puissions le faire	31 %	36 %
La présentation d'une analyse de rentabilité pour la mise en œuvre de mesures	30 %	30 %
Le manque de renseignements sur les changements climatiques et leurs impacts	22 %	32 %
Le manque d'expertise, chez mes fournisseurs, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	19 %	-
Taille de l'échantillon	152	100

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Pour comprendre quels autres obstacles peuvent exister pour les organisations, on a demandé aux répondants si d'autres obstacles limitent la capacité de leur organisation à prendre des décisions sur l'adaptation au changement climatique, et quels sont ces obstacles. Par rapport à 2018, les répondants de 2022 sont moins nombreux à ne pas être sûrs de l'existence d'autres obstacles pour leur organisation ou à dire qu'il n'y en a pas (36 % contre 49 %). En effet, beaucoup plus de répondants en 2022 qu'en 2018 déclarent que le coût financier de l'adaptation (42 % contre 14 %), le manque de volonté politique (8 % contre 0 %), l'éducation ou la perception (7 % contre 0 %), le manque de personnel (5 % contre 0 %) et le manque de coopération ou d'adhésion (4 % contre 0 %) sont des obstacles pour leur organisation lorsqu'il s'agit de prendre des décisions sur l'adaptation au changement climatique.

Conformément aux résultats précédents, les répondants des grandes communautés semblent moins susceptibles de citer des obstacles importants pour leur organisation.

Tableau C35 - Q26. S'il y a lieu, quels autres obstacles ou défis limitent la capacité de votre organisation de prendre des décisions en matière d'adaptation aux changements climatiques?
Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Coût financier de l'adaptation	42 %	29 %	51 %	42 %
Manque de volonté politique/de sensibilisation de la part du gouvernement/des élus	8 %	0 %	6 %	9 %
Éducation/perception	7 %	0 %	7 %	7 %

Manque de personnel	5 %	0 %	27 %	2 %
Manque de coopération / d'adhésion	4 %	0 %	14 %	3 %
Manque d'information	2 %	0 %	0 %	2 %
Accès aux ressources	2 %	0 %	0 %	2 %
Législation gouvernementale	1 %	15 %	0 %	0 %
Exactitude des informations	1 %	0 %	0 %	1 %
Autres	4 %	0 %	0 %	5 %
Aucun	25 %	29 %	21 %	25 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	11 %	27 %	0 %	11 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Tableau B36 - Q26. S'il y a lieu, quels autres obstacles ou défis limitent la capacité de votre organisation de prendre des décisions en matière d'adaptation aux changements climatiques?
Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	202 2	201 8
Coût financier de l'adaptation	42 % B	14 % -
Manque de volonté politique/de prise de conscience de la part du gouvernement/de la société civile élus	8 % B	0 % -
Éducation/perception	7 %	10 %
Manque de personnel	5 % B	0 % -
Manque de coopération / d'adhésion	4 % B	0 % -
Manque d'information	2 %	0 %
Accès aux ressources	2 %	5 %
Législation gouvernementale	1 % -	9 % A
Exactitude des informations	1 %	4 %
Autres	4 % -	14 % A
Aucun	25 % B	5 % -
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	11 % -	44 % A
Taille de l'échantillon	152	100
Libellé de la colonne	A	B

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Nouveauté de l'enquête 2022, les répondants ont été invités à réfléchir à la situation qui décrit le mieux l'état d'avancement de leur organisation en matière de formation à l'adaptation. La majorité des répondants (56 %) connaissent au moins les cours de formation à l'adaptation, y compris un quart (26 %) qui déclarent qu'une partie ou la totalité de leur personnel a déjà suivi de tels cours. Plus d'un tiers (36 %) des répondants déclarent ne pas avoir connaissance de possibilités de formation à l'adaptation.

Tableau C37 - Q27. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux l'état de votre organisation?

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Tous les membres de notre personnel ou certains d'entre eux ont suivi une formation sur l'adaptation aux changements climatiques	26 %	0 %	78 %	21 %
Nous savons qu'il existe des formations sur l'adaptation, mais nous n'en avons suivi aucune	30 %	29 %	15 %	32 %
Nous ne connaissons aucune formation sur l'adaptation	36 %	29 %	7 %	40 %
Nous n'avons pas besoin de formation sur l'adaptation	7 %	15 %	0 %	7 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	2 %	27 %	0 %	0 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Autres différences démographiques :

- Plus que dans toute autre région, six répondants sur dix (62 %) dans les Prairies ne connaissent aucune possibilité de formation en matière d'adaptation.

Demourant inchangés depuis 2018, les deux tiers des répondants (66 %) affirment avoir accès aux informations et aux outils dont ils ont besoin pour prendre des décisions liées à l'adaptation - ce qui contraste avec les trois sur dix qui (30 %) affirment ne pas avoir accès à ces informations et outils. Les répondants des collectivités de grande ou de moyenne taille semblent plus susceptibles de dire qu'ils ont accès aux informations et aux outils nécessaires (100 % et 79 %, respectivement).

Tableau C38 - Q28. Avez-vous accès aux renseignements et aux outils dont vous avez besoin pour prendre des décisions en matière d'adaptation?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Oui	66 %	100 %	79 %	62 %
Non	30 %	0 %	21 %	33 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	4 %	0 %	0 %	5 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Tableau C39 - Q28. Avez-vous accès aux renseignements et aux outils dont vous avez besoin pour prendre des décisions en matière d'adaptation?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	2022	2018
Oui	66 %	67 %
Non	30 %	30 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	4 %	3 %
Taille de l'échantillon	152	100

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Les répondants qui ont indiqué que leur organisation manquait d'informations ou d'outils ont été interrogés sur les types d'informations qui leur manquaient. Les sources d'information qui manquent le plus souvent aux répondants sont les informations spécifiques sur l'impact régional (57 %), les informations économiques (40 %), les informations sur les meilleures pratiques (35 %) et les études de cas pertinentes (35 %).

Par rapport à 2018, moins de répondants en 2022 déclarent manquer d'informations sur les pratiques exemplaires (35 % contre 57 %), d'études de cas pertinentes (35 % contre 54 %) et de données sur les projections climatiques futures (29 % contre 46 %).

Tableau B40 - Q29. Plus précisément, quels types de renseignements vous manque-t-il?

Base : Répondants ayant indiqué à la Q25 ou à la Q28 que leur organisation ne dispose pas des informations ou des outils dont elle a besoin en matière de changement climatique.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Renseignements sur les impacts propres à la région	57 %	0 %	65 %	57 %
Renseignements économiques (coûts/avantages de chaque mesure)	40 %	0 %	65 %	39 %
Renseignements sur les pratiques exemplaires	35 %	0 %	0 %	38 %
Études de cas/exemples pertinents de mesures prises par d'autres organisations comme la nôtre	35 %	0 %	0 %	38 %
Solutions technologiques et configurations de rechange	29 %	0 %	0 %	32 %
Données projetées sur le climat et les conditions climatiques	29 %	100 %	0 %	29 %
Information (générale)	9 %	0 %	0 %	10 %
Tout	2 %	0 %	0 %	2 %
Règlements/politiques	1 %	0 %	0 %	1 %
Autres	1 %	0 %	0 %	1 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	15 %	0 %	35 %	14 %
Taille de l'échantillon	64	1	3	60

Tableau C41 - Q29. Plus précisément, quels types de renseignements vous manque-t-il?

Base : Répondants ayant indiqué à la Q25 ou à la Q28 que leur organisation ne dispose pas des informations ou des outils dont elle a besoin en matière de changement climatique.

Colonne %	2022	2018
Renseignements sur les impacts propres à la région	57 %	59 %
Renseignements économiques (coûts/avantages de chaque mesure)	40 %	50 %
Renseignements sur les pratiques exemplaires	35 %	57 %
Études de cas/exemples pertinents de mesures prises par d'autres organisations comme la nôtre	-	A
Solutions technologiques et configurations de rechange	35 %	54 %
	-	A
Renseignements sur les impacts propres à la région	29 %	38 %
Renseignements économiques (coûts/avantages de chaque mesure)	29 %	46 %
	-	A
Information (générale)	9 %	0 %
	B	-
Tout	2 %	0 %
Règlements/politiques	1 %	0 %
Autres	1 %	7 %
Aucun	0 %	2 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	15 %	14 %
Taille de l'échantillon	64	56
Libellé de la colonne	A	B

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Perspectives qualitatives

Les participants municipaux ont été remarquablement cohérents en décrivant le financement comme étant, de loin, le plus grand obstacle auquel ils sont confrontés lorsqu'il s'agit de l'adaptation au changement climatique. Les coûts des activités d'adaptation requises sont exorbitants et les participants ont décrit des obstacles supplémentaires liés au financement en raison d'exigences procédurales, de processus qui ne correspondent pas à ce qu'une municipalité est capable de faire ou de l'alignement du calendrier des étapes des demandes de financement et des approbations du budget municipal. Ce décalage a souvent été cité comme étant très frustrant et causant inutilement des retards.

Outre les problèmes de financement, les capacités internes ont souvent été citées comme un défi. Beaucoup ont décrit un manque de capacité, même dans les cas où ils avaient un accès suffisant à l'expertise, comme les ingénieurs. Le message répété est qu'il y a trop peu de personnes possédant les compétences nécessaires et qu'il y a un problème de ressources humaines qui limite le volume ou le rythme des actions et qui continuerait à le faire, même si les problèmes de financement étaient résolus.

« L'argent. Nous écoutons les experts qui nous disent ce qu'il faut faire pour se préparer, apprendre les pratiques exemplaires, embaucher du personnel chargé du développement durable, obtenir l'engagement de la communauté, et tout cela contribue à la fois à l'atténuation et à l'adaptation. »

« Les restrictions financières constituent un obstacle de taille. Il faut davantage de collaboration avec le gouvernement dans tous les domaines et un niveau élevé de soutien de la part des membres. »

« Je suis déçu que l'ensemble du financement de la stratégie d'adaptation au changement climatique suffise à peine à une seule municipalité. C'est une différence d'ordre de grandeur qui est nécessaire ».

« Avec les ressources dont nous disposons, nous faisons de notre mieux. Il est de la responsabilité de chacun de faire de son mieux pour lutter contre le changement climatique, mais il n'est pas donné à tout le monde de pouvoir y remédier. »

« Notre plus grand défi est d'ordre financier. Nous ne sommes pas en mesure de nous autofinancer et de nous offrir les solutions nécessaires. Nous faisons de notre mieux. Nous faisons ce que nous pouvons pour prévenir le changement climatique, mais nous sommes limités. Le changement climatique aura un effet sur la gestion de l'eau. Si nous avons trop de précipitations, notre réservoir risque de s'effondrer. Il n'est pas conçu pour contenir autant d'eau, mais les finances sont limitées ».

« Il y a beaucoup de communautés avec des budgets très limités et peut-être un personnel de deux personnes, donc même si elles savent qu'elles doivent planifier et prendre des mesures, elles n'ont tout simplement pas de fonds ou de capacité ».

Outre le montant du financement, beaucoup ont mentionné des facteurs de complication tels que le calendrier du financement ou le fait de ne pas disposer d'une capacité interne suffisante pour accéder aux possibilités de financement pertinentes, sans parler de les déployer.

« Les programmes nationaux sont tellement éloignés qu'ils n'ont pas assez d'ancrage local. Les études nationales sont excellentes, mais elles ne sont pas assez spécifiques à la mise en œuvre régionale. En outre, les délais d'exécution et le calendrier des programmes de subventions fédérales peuvent poser problème. Ils ne sont pas synchronisés avec les calendriers municipaux et sont même parfois trop rapides pour que les autorités municipales puissent agir. Il y a là un défi logistique. Parfois, les exigences du programme sont que l'argent soit engagé dans l'année budgétaire en cours, mais les gouvernements municipaux peuvent avoir des contraintes légales et ne peuvent pas s'engager à dépenser sans la contribution fédérale. Parfois, le gouvernement fédéral ne dit rien sur les plafonds provinciaux. Par exemple, s'agit-il du premier arrivé premier servi ou de plafonds régionaux? »

« La désynchronisation des cycles de financement peut vraiment retarder les choses. Il est très difficile de trouver le bon moment. S'il y a une exigence de

contrepartie, nous devons nous assurer que nous disposons de cet argent lorsque nous en avons besoin et obtenir l'approbation du Conseil. S'il s'agit de fonds fédéraux, il s'agira d'une somme importante, ce qui compliquera la manière dont nous présenterons une manifestation d'intérêt. Nous voulons être en mesure d'en tirer parti ».

« En termes de financement, ce qui aiderait vraiment, c'est la flexibilité. Nous assistons à une inflation rapide et à une véritable pénurie de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée. Nous pouvons réussir à obtenir un financement, mais il faut attendre deux ans avant de commencer, le coût a changé et l'accès à la main-d'œuvre est difficile. Nous avons eu des problèmes lorsque nous avons dû payer des fonds pour financer une étude très importante, mais le calendrier de l'étude a fait que nous n'avons pas pu obtenir le financement et que nous avons dû payer 100 % en fin de compte ».

« Il s'agit en fait d'informations pratiques ou techniques, mais aussi de ressources pour l'amélioration des infrastructures. L'écart entre les infrastructures est très important et le changement climatique a une incidence sur les besoins en services et donc sur les coûts. Et ils doivent faire des prévisions sur 50 ans dans leurs zones géographiques très locales. »

« La plupart des municipalités n'ont pas la capacité ou l'expertise interne nécessaire pour entreprendre des projets importants par elles-mêmes. Les municipalités n'ont pas tendance à employer des scientifiques. Traditionnellement, elles n'ont pas été en mesure d'accéder aux données nécessaires pour entreprendre un projet d'adaptation. »

Au-delà du manque de capacités internes, les petites communautés ont également mentionné la dépendance à l'égard d'experts externes vivant dans d'autres parties du pays - dont certains n'avaient pas une compréhension globale des besoins locaux.

« La capacité est un problème. Nous faisons beaucoup, mais nous sommes une communauté d'un millier de personnes qui tourne à plein régime. Si l'on ajoute toutes ces couches différentes, c'est presque insurmontable. Des personnes extérieures travaillent pour nous en tant qu'experts. Ils vont et viennent et il est difficile pour la communauté de suivre et d'assurer la continuité. Les personnes qui font le travail sont dans le sud [à Ottawa, Toronto, Halifax]. J'aimerais que nous puissions faire plus, mais nous n'avons ni la capacité ni le financement pour le faire. »

Il a été demandé à tous les répondants s'il existait des outils de prise de décision ou des ressources techniques qui aideraient leur organisation à faire face à l'impact du changement climatique. Par rapport à 2018, presque toutes les ressources sont citées par moins de répondants en 2022. Cependant, en 2022, les outils ou ressources techniques les plus souvent bénévoles sont les données climatiques (19 %), une analyse coûts/bénéfices (17 %), la réglementation (17 %) et les méthodes d'évaluation des risques (15 %). Toutes les autres ressources sont citées par moins de 15 % des répondants.

Tableau C42 - Q30. Existe-t-il des outils de prise de décision ou des ressources techniques qui pourraient aider votre organisation à affronter les répercussions des changements climatiques? Y en a-t-il d'autres?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Données climatiques	19 %	15 %	33 %	18 %
Analyse coûts/bénéfices	17 %	15 %	7 %	19 %
Règlements	17 %	0 %	14 %	18 %
Méthodes d'évaluation des risques	15 %	0 %	6 %	17 %
Autres données	14 %	15 %	14 %	14 %
(Adaptation) Orientation de la planification	14 %	27 %	0 %	14 %
Codes ou normes	13 %	15 %	7 %	13 %
Informations spécifiques à l'industrie	2 %	0 %	6 %	2 %
Expertise	1 %	0 %	0 %	2 %
Autres	7 %	0 %	9 %	7 %
Aucun	21 %	29 %	16 %	21 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	34 %	29 %	15 %	37 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Tableau C43 - Q30. Existe-t-il des outils de prise de décision ou des ressources techniques qui pourraient aider votre organisation à affronter les répercussions des changements climatiques? Y en a-t-il d'autres?

Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	2022	2018
Données climatiques	19 %	42 %
	-	A
Analyse coûts/bénéfices	17 %	45 %
	-	A
Règlements	17 %	39 %
	-	A
Méthodes d'évaluation des risques	15 %	38 %
	-	A
Autres données	14 %	33 %
	-	A
(Adaptation) Orientation de la planification	14 %	44 %
	-	A
Codes ou normes	13 %	42 %
	-	A
Informations spécifiques à l'industrie	2 %	0 %
Expertise	1 %	0 %
Autres	7 %	0 %
	B	-
Aucun	21 %	20 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	34 %	13 %
	B	-
Taille de l'échantillon	152	100

Libellé de la colonne	A	B
-----------------------	---	---

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

À la fin de l'enquête, les répondants ont eu la possibilité de fournir tout commentaire supplémentaire qui, selon eux, aiderait les organisations comme la leur à relever les défis liés à l'évolution du climat. Comme en 2018, le commentaire le plus fréquent concerne l'augmentation du financement (24 %). En effet, tous les autres commentaires ont été fournis par moins de 10 % des répondants, et la moitié (50 %) a déclaré ne pas avoir de commentaires supplémentaires.

Tableau C44 - Q31. En terminant, avez-vous d'autres commentaires sur ce qui aiderait les organisations comme la vôtre à faire face aux défis associés aux changements climatiques?
Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	Total municipal	Grandes	Moyennes	Petites
Plus de financement	24 %	0 %	45 %	23 %
Plus d'informations (générales)	8 %	0 %	14 %	8 %
Plus de leadership gouvernemental	6 %	0 %	21 %	5 %
Plus de personnes à bord / Acheter	6 %	0 %	6 %	6 %
Cours / Formation	5 %	0 %	0 %	6 %
Informations spécifiques à l'industrie	2 %	15 %	0 %	1 %
Expertise	2 %	0 %	6 %	1 %
Une meilleure éducation	1 %	0 %	0 %	2 %
Besoin de plus de personnel	1 %	0 %	0 %	2 %
Réduire la taxe carbone / les écotaxes	1 %	15 %	0 %	0 %
Trop de paperasserie / bureaucratie	1 %	0 %	0 %	1 %
Des informations précises	1 %	0 %	6 %	0 %
Effort coordonné des gouvernements fédéral et provinciaux	1 %	0 %	0 %	1 %
Autres	1 %	0 %	0 %	1 %
Non	50 %	71 %	23 %	53 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	2 %	0 %	0 %	2 %
Taille de l'échantillon	152	7	13	132

Tableau C45 - Q31. En terminant, avez-vous d'autres commentaires sur ce qui aiderait les organisations comme la vôtre à faire face aux défis associés aux changements climatiques?
Base : Tous les répondants municipaux.

Colonne %	2022	2018
Plus de financement	24 %	19 %
Plus d'informations (générales)	8 %	0 %
Plus de leadership gouvernemental	6 %	0 %
Plus de personnes à bord / Acheter	6 %	0 %
Cours / Formation	5 %	0 %
Informations spécifiques à l'industrie	2 %	0 %
Expertise	2 %	0 %
Une meilleure éducation	1 %	3 %
Besoin de plus de personnel	1 %	0 %

Réduire la taxe carbone / les écotaxes	1 %	0 %
Trop de paperasserie / bureaucratie	1 %	0 %
Des informations précises	1 %	9 %
	-	A
Effort coordonné des autorités fédérales et les gouvernements provinciaux	1 %	10 %
	-	A
Soutien	0 %	4 %
Autres	1 %	11 %
	-	A
Non	50 %	40 %
Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	2 %	4 %
Taille de l'échantillon	152	0
Libellé de la colonne	A	B

Il n'y a pas d'autres différences démographiques.

Perspectives qualitatives

Souvent abordés dans le contexte des obstacles, les participants municipaux ont identifié de nombreux éléments qui aideraient les municipalités à prendre davantage de mesures en matière d'adaptation au climat. Trois d'entre elles ont été proposées de façon remarquablement cohérente : un accès accru et accéléré au financement; une capacité accrue en termes d'augmentation de la main-d'œuvre - généralement en termes d'expertise, mais aussi parfois exprimée en termes d'ouvriers ou de gens de métier - qui sera nécessaire pour élaborer et exécuter les plans d'adaptation au climat; et des données prévisionnelles très granulaires sur le plan géographique pour leur emplacement spécifique. Les données ont souvent été décrites comme étant plus accessibles que jamais, mais trop générales pour être utiles à l'élaboration de plans au sein d'une municipalité ou d'un bassin versant spécifique.

« Financement du capital ».

« Nous ne pouvons pas nous permettre de payer beaucoup d'argent aux experts. »

« Des milliards de dollars pour des projets d'infrastructure qui sont nouveaux pour nous, pas des choses que la ville faisait il y a 20 ans. »

« Les communautés doivent disposer d'un personnel capable d'effectuer le travail nécessaire. »

« Nous avons certainement besoin d'ingénieurs et de personnes possédant des compétences spécialisées pour entreprendre tous les travaux que nous aurons à réaliser. Avons-nous quelqu'un dans notre communauté ou devons-nous le faire venir? Où les loger? »

« D'une manière générale, les municipalités ont accès à de bonnes ressources d'ingénierie. Ce qui leur manque, c'est de pouvoir prendre les

données climatiques, les filtrer jusqu'au niveau local et prendre en compte leurs besoins en matière d'infrastructures. »

« RNCan coupe les données au niveau d'une cellule de grille qui ne tient pas compte de notre emplacement ou qui présente un niveau d'incertitude élevé, et nous devons soit faire le travail nous-mêmes, soit demander à la province. Le gouvernement provincial consacre très peu de fonds aux données climatiques et aux indicateurs de la nature. Ils sont donc laissés à l'abandon ».

« Des données mieux localisées. En tant que province, par exemple, nous ne disposons pas de données cartographiques sur les inondations. Ils publient des informations générales sur les événements météorologiques à long terme. Nous avons investi dans le LIDAR, mais cela coûte très cher et la plupart des municipalités ne peuvent pas se le permettre. »

Outre ces trois thèmes fréquents, d'autres obstacles ont été identifiés, qui n'étaient pas nécessairement communs à tous les participants, mais qui ont néanmoins été mentionnés à plusieurs reprises. Il s'agit notamment de la complexité ou du volume des changements politiques qui doivent être élaborés et introduits, ainsi que de la nécessité de convaincre le public d'accepter certains choix très difficiles - au moins en termes d'allocation de fonds.

« Un nouveau conseil signifie que de nouvelles personnes examinent les recommandations du personnel. Modifier le plan d'ensemble demande beaucoup de temps et de ressources. »

« Il peut être très difficile d'intégrer les priorités dont nous avons besoin dans le plan de construction, parce qu'il y a une demande urgente pour plus de logements, et ce plus rapidement. »

« La volonté politique et l'adhésion constituent un défi, mais il existe d'autres forces motrices. Les gens comprennent ce que nous risquons de perdre, mais tout se résume à disposer d'un budget pour faire ces choses. Les gens aiment voir des exemples de ce qui peut être fait pour comprendre qu'ils peuvent le faire aussi. »

« Le temps de travail nécessaire pour modifier certains règlements, comme les normes de lotissement, est énorme. Il arrive donc que des éléments tels que les exigences en matière d'eaux usées soient connus comme devant être révisés, mais que nous les repoussions de quatre ans. »

Outre les commentaires mentionnés ci-dessus, les participants municipaux ont donné diverses réponses lorsqu'on leur a demandé quels types d'informations ou d'outils seraient les plus utiles.

« Aider à la dotation en personnel ou à la planification stratégique à une échelle plus large que celle de notre ville. Ce serait merveilleux si le gouvernement fédéral finançait ces postes dans notre municipalité. Nous avons 11 demandes de subventions en cours, ce qui est très bien, mais les projets sont repoussés parce que nous n'avons tout simplement pas le

personnel nécessaire pour entreprendre le travail pour lequel nous avons obtenu la subvention. »

« Nous avons la chance d'avoir une excellente équipe chargée du développement durable, mais tout ce que nous faisons a une incidence sur le changement climatique et il est très difficile d'avoir une formation sur la manière d'aborder cette question à chaque table. »

« Nous avons finalement obtenu l'adhésion des habitants à une action de gestion de l'eau visant à prévenir les dommages causés par les inondations, mais les gens ne veulent absolument pas que les inondations des sentiers résultent du détournement de l'eau des communautés, et la province n'est pas disposée à convaincre le public. Un autre obstacle est la compétence en matière de bassins versants. Il devrait y avoir une meilleure orientation. Il y a quelques endroits où les choses se bloquent entre les municipalités et les provinces. Le développement dans le bassin hydrographique, essentiellement. Nous sommes parfois à contre-courant et cela se termine parfois par un procès contre un promoteur. »

« L'adaptation n'est pas assortie d'une série d'objectifs, mais seulement d'une liste de tâches. Il n'y a pas de référence à laquelle se référer. Le fait de ne pas avoir normalisé la définition des objectifs ou des mesures devient un obstacle. La chaleur urbaine ou la chaleur extrême est un risque énorme, et il est très difficile de mesurer les progrès réalisés en matière de chaleur urbaine. »

« Tout ce qui peut favoriser des partenariats réels et significatifs entre les gouvernements, les éléments opérationnels, les entreprises et les communautés. »

« Il est toujours bon d'avoir des directives venant d'en haut. Le financement est toujours excellent, mais il est très limité et il est difficile de savoir ce qui est disponible pour qui et pour quoi. Il serait bon de connaître tous les programmes du gouvernement et de savoir comment les utiliser. J'hésite, mais je suis heureuse d'apprendre qu'une telle consultation est en cours. Parfois, l'aide offerte n'est pas aussi utile qu'elle pourrait l'être, et j'espère que ce dialogue y contribuera. »

« J'aimerais que les partenariats au niveau provincial soient renforcés. Un soutien en matière d'accompagnement serait également utile. L'argent est mis à disposition pour les plans, mais pas autant pour les projets d'investissement qui doivent en résulter. Les gens ont besoin d'aide pour postuler. Les délais de candidature sont beaucoup trop longs, ce qui retarde l'action ».

« Si cet entretien est ce qu'ils entendent par engagement, ce n'est pas suffisant. J'apprécie vraiment que nous ayons plus de temps en face de nous avec le gouvernement fédéral sur le changement climatique, la politique climatique et ce à quoi nous sommes confrontés localement. S'ils ne voient pas ce à quoi nous sommes confrontés. Je souhaiterais que les gouvernements fédéral et provinciaux s'engagent davantage. Les communautés et les villes touchées par le changement climatique sont celles

qui doivent déterminer ce qui est nécessaire, le faire et s'occuper des gens en colère. »

Conclusions

Comme c'était le cas lorsque cette étude a été menée en 2018, les résultats des phases qualitatives et quantitatives démontrent clairement que les municipalités canadiennes et les secteurs d'activité interrogés comprennent largement que le changement climatique est en cours. Les répondants et les participants ont souligné que, pour eux, cela se manifeste par des phénomènes tels que l'augmentation de la fréquence et de la gravité des événements météorologiques extrêmes. Il est généralement admis que les implications du changement climatique se répercuteront sur la planification et les activités de leur municipalité ou de leur entreprise.

Comme en 2018, quel que soit le secteur ou la taille de la municipalité, la majorité tend à estimer que l'impact sera au moins modéré, sinon majeur. Cela vaut aussi bien pour les municipalités côtières que pour les organisations municipales. Les participants à la recherche qualitative ont parfois admis que leur compréhension de l'éventail des impacts qui se produisent ou se produiront s'est élargie au fil du temps. Le fait que nombre des conséquences anticipées - telles que l'élévation du niveau de la mer, la fonte des glaces, les changements saisonniers et l'augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes - aient été constatées de visu a semblé donner davantage de crédit à leur vision élargie. En outre, certains ont souligné l'apparition d'effets inconnus auparavant (p. ex., les rivières atmosphériques ou les dômes de chaleur) ou de conséquences imprévues (comme la nécessité d'aider les habitants du Nord à faire face aux chaleurs extrêmes).

Dans les échantillons de gouvernements et d'entreprises, les avis sont assez partagés sur la question de savoir si le changement climatique a déjà un impact sur leur organisation ou s'il n'en a pas encore, mais qu'il en aura un. Seule une entreprise interrogée sur quatre, et un nombre encore plus faible de municipalités, estiment que le changement climatique n'aura pas d'impact sur leur organisation. Parmi ceux qui pensent qu'il y a ou qu'il y aura un impact, l'opinion majoritaire dans les deux échantillons est qu'il engendrera des impacts négatifs sur leur organisation. Des minorités dans les deux échantillons pensent qu'il peut y avoir un mélange d'impacts négatifs et positifs ou qu'il n'y aura que des impacts positifs. Presque personne ne pense qu'il n'y aura pas d'impact du tout.

L'enquête a donné la possibilité aux répondants d'indiquer les types d'impacts ou de risques auxquels leur organisation s'attend. Les réponses les plus fréquentes faisaient référence aux coûts, qu'il s'agisse du coût de l'adaptation en général, de l'augmentation des coûts d'infrastructure ou de l'augmentation des coûts de refroidissement. Il y a aussi les incidences économiques, qu'elles soient générales ou spécifiques à un contexte (p. ex., des saisons d'activité plus courtes dans certains secteurs d'activité). Les entretiens qualitatifs ont permis de mettre en évidence un éventail beaucoup plus large d'incidences ou de menaces. De nombreux participants municipaux, et plusieurs participants commerciaux, ont été en mesure de fournir une liste assez longue d'impacts ainsi que des détails expliquant la nature du risque et les défis associés à leur prise en charge.

Comme c'était le cas en 2018, la grande majorité des répondants indiquent qu'ils ne sont pas plus que quelque peu préoccupés par les impacts d'un climat changeant. Cependant, si l'on regarde les choses différemment, il est certain qu'une majorité de répondants de l'échantillon des pouvoirs publics et environ la moitié de l'échantillon des entreprises sont au moins quelque

peu préoccupés. En revanche, rares sont ceux qui, dans l'un ou l'autre échantillon, se disent pas du tout inquiets.

Les résultats de l'enquête fournissent des preuves empiriques d'une différence importante entre les répondants des gouvernements et ceux des entreprises. Alors qu'aucun des deux groupes ne trouve plus d'un répondant sur dix estimant que le changement climatique est l'un des défis les plus importants auxquels leur organisation est confrontée, les répondants des administrations municipales sont plus susceptibles que les répondants des entreprises de le décrire comme un défi important. Alors que les répondants des administrations municipales sont deux fois plus nombreux à estimer qu'il s'agit d'un défi important que les autres, l'opinion est assez également divisée parmi les entreprises interrogées.

Cependant, il est important de noter que, comme c'était le cas en 2018, les entretiens qualitatifs ont indiqué que même les personnes ayant un niveau d'inquiétude relativement faible ne pensaient pas nécessairement qu'il n'y avait pas de défis à relever pour leur organisation. Nombreux sont ceux qui estiment qu'il y a des défis à relever, mais que leur niveau de confiance dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions adéquates tempère leur niveau d'inquiétude.

Comme en 2018, les répondants municipaux, et dans une moindre mesure ceux des entreprises, identifient une variété d'obstacles à la prise de mesures d'adaptation au changement climatique. Bien que les résultats ne montrent pratiquement aucune différence statistiquement significative par rapport à 2018, on constate une augmentation de la proportion d'entreprises estimant que leur organisation manque de capacités internes.

Les entretiens qualitatifs ont permis de dresser une longue liste de domaines dans lesquels les municipalités et les entreprises côtières estiment qu'elles pourraient bénéficier d'une aide. Pour les gouvernements municipaux, le financement a toujours été décrit comme un obstacle particulièrement difficile à surmonter, car les coûts nécessaires à la modernisation des infrastructures et à l'adaptation des opérations ont tendance à être élevés, et la collecte de fonds pose toute une série de problèmes, tant sur le plan politique que sur le plan pratique. Pour les entreprises, l'allègement des coûts est certainement le bienvenu, mais les participants du monde des affaires ont rejoint les municipalités en demandant des projections et des modèles très localisés géographiquement afin de mieux comprendre et anticiper les changements à venir.

Dans l'ensemble, l'étude suggère qu'il n'y a pas de grand changement dans la prise de conscience ou l'inquiétude, mais les gouvernements municipaux restent très concentrés sur la tâche d'adaptation à un climat changeant et, bien que le monde des affaires se sente moins anxieux à ce sujet, cela tend à être dû à un sentiment de confiance plutôt qu'à un désengagement.

Annexe A : Rapport sur la méthodologie quantitative

Méthodologie de l'enquête

L'approche globale d'Earnscliffe Strategy Group pour cette étude a consisté à mener un sondage téléphonique auprès de 350 personnes, dont 100 occupant des postes de chef, de gestionnaire ou de directeur de la planification dans des municipalités du Canada et 250 occupant des postes de chef des opérations ou d'agent principal de gestion des risques dans des industries de ressources naturelles du Canada, en utilisant le centre d'appels centralisé de Léger doté d'un système d'entrevue téléphonique assistée par ordinateur (ITAO) à la fine pointe de la technologie. Une discussion détaillée de l'approche utilisée pour mener à bien cette recherche est présentée ci-dessous.

Conception du questionnaire

Les questionnaires de cette étude ont été conçus par Earnscliffe et transmis à Ressources naturelles Canada pour commentaires. Ils se sont inspirés des enquêtes nationales sur l'adaptation au changement climatique de 2018 et de 2009, le cas échéant. Les questionnaires ont été conçus pour durer 15 minutes et ont été proposés aux répondants en anglais et en français.

Conception et sélection de l'échantillon

L'échantillon total pour la partie téléphonique de cette étude était de 350 personnes. Les populations cibles étaient les suivantes

- Municipalités : un échantillon aléatoire de personnes occupant des postes de chef, de gestionnaire ou de directeur de la planification dans des municipalités du Canada qui reflètent la répartition géographique de la population.
- Industries des ressources naturelles : un échantillon stratifié de personnes occupant des postes de chef des opérations ou de chef de la gestion des risques au Canada, tels qu'identifiés par les codes SCIAN ci-dessous fournis par le client.

Selon la pratique courante de Statistique Canada, les petites entreprises sont celles qui comptent moins de 100 employés, les moyennes entreprises sont celles qui comptent de 100 à 499 employés et les grandes entreprises sont celles qui comptent 500 employés ou plus. Les petites municipalités sont celles dont la population est comprise entre 1 000 et 29 999 habitants, les moyennes sont celles dont la population est comprise entre 30 000 et 99 999 habitants, et les grandes sont celles dont la population est égale ou supérieure à 100 000 habitants.

Sur la base de l'enquête de vérification de l'incidence, nous avons fixé les objectifs suivants pour l'enquête :

Tableau D1 : Cadre de l'échantillon d'entreprises

Entreprises	Réel (N)				Échantillon (n)			
	Petites	Méd.	Grandes	Total	Petites	Méd.	Grandes	Total

Pétrole et gaz (SCIAN : 211, 237120, 4861, 4862, 4869, 324110, 324190)	3 329	167	45	3 541	66	8	2	76
Exploitation minière (SCIAN : 2121, 212210, 212220, 212231, 212232, 212233, 212299, 212392, 212393, 212395, 212396, 212397, 212398)	689	344	64	1 097	24*	5	3	32*
(SCIAN : 331)	449	104	26	579	2	1	1	4
Foresterie (SCIAN : 1131, 1132, 1133, 3221, 3222)	4 783	194	9	4 986	70	8	1	79
Énergie (SCIAN : 221111, 221112, 221113, 221119, 221121, 221122, 237130)	1276	143	38	1457	54	7	2	63
Total	-	-	-	-	214	28	8	250

*REMARQUE : les totaux pour le secteur minier dépendent de l'obtention de n=22 petites entreprises à l'exclusion du SCIAN 331. Comme la faisabilité n'est pas claire, les cas dans d'autres secteurs peuvent être augmentés pour compenser.

Tableau D2 : Base d'échantillonnage municipale

Municipalités	Réel (N)	Échantillon (n)
Petites	1 944	50
Moyennes	95	30
Grandes	54	20
Total	-	100

Collecte des données

L'échantillon a été constitué par notre sous-traitant, Léger, à partir de Dun & Bradstreet ou de Data Axle Canada (anciennement InfoCanada). L'échantillonnage stratifié a été utilisé pour assurer la participation de municipalités et d'industries de toutes les provinces et régions dans la mesure du possible, avec des quotas établis en collaboration avec RNCan. Les entrevues de Léger ont été réalisées par téléphone en utilisant le centre d'appel centralisé de Léger.

Les enquêtes ont été menées en anglais et en français, selon la préférence du répondant. Les entretiens ont eu lieu entre le 7 novembre 2022 et le 15 mars 2023.

Pondération

Un échantillonnage aléatoire stratifié a été utilisé pour les échantillons de municipalités et d'entreprises. Dans le cas des municipalités, l'échantillon final a été pondéré pour correspondre à la distribution non pondérée obtenue en 2018.

Dans le cas de l'échantillon d'entreprises, étant donné que la taille relative des secteurs dans la structure stratifiée des quotas ne reflétait pas la réalité, une pondération a été appliquée par secteur afin que les résultats agrégés de l'échantillon d'entreprises soient représentatifs de l'univers étudié. En raison des limites de l'échantillonnage, les réponses des moyennes et grandes entreprises ont été combinées dans tous les secteurs, à l'exception du secteur de l'électricité, pour lequel une seule catégorie était possible.

Non-réponse

Le risque de biais de non-réponse existe car certains types de personnes peuvent être moins enclins à participer à la recherche.

Rapport

Les résultats en majuscules dans les tableaux présentés sous pli séparé indiquent que la différence entre les groupes démographiques analysés est significativement plus élevée que les résultats trouvés dans les autres colonnes du tableau. Dans le texte du rapport, sauf indication contraire, les différences démographiques mises en évidence sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 95 %. Le test statistique utilisé pour déterminer la signification des résultats est le test Z.

Résultats

Dispositions finales

Au total, 424 personnes ont participé à l'enquête, dont 361 ont été considérées comme valides et ont répondu à l'enquête. Le taux de réponse à cette enquête est de 21,7 %.

Total de l'enquête saisie : 424

Complété : 356

Non qualifié/exclu à la présélection : 8

Dépassement de quota : 3

Suspension/abandon : 57

Non résolu (U) : 0

Non-répondants dans le champ de l'enquête (IS) : 1315

Interruption de la participation des répondants qualifiés : 0

Réponses dans le champ de l'enquête (R) : 364

Les enquêtes terminées sont disqualifiées - le quota est atteint : 3

Enquêtes terminées disqualifiées - autres raisons : 0

Enquêtes complétées - valides : 361
Taux de réponse = $R/(U+IS+R)$: 21,7 %.

Marge d'erreur

Les résultats globaux des municipalités peuvent être considérés comme précis à $\pm 7,7$ % au niveau de confiance de 95 %. Les résultats agrégés des entreprises peuvent être considérés comme précis à $\pm 6,7$ % au niveau de confiance de 95 %.

Annexe B : Rapport sur la méthodologie qualitative

Méthodologie

La deuxième phase de l'étude, qualitative, s'est déroulée en même temps que l'élément quantitatif et a comporté 18 entretiens individuels d'une durée approximative de 15 à 20 minutes. Les entretiens ont eu lieu entre le 27 novembre 2022 et le 29 janvier 2023.

Les participants ont été choisis au hasard à partir de deux listes : une liste de gouvernements municipaux dans des communautés spécifiques et une liste d'associations industrielles, d'associations représentant les municipalités et d'organisations représentant les entreprises de manière plus générale. Les entretiens individuels ont été répartis comme suit :

- Cinq (5) entretiens avec des organisations représentant les municipalités et les petites entreprises;
- Cinq (5) entretiens avec des décideurs d'associations professionnelles, dont deux (2) entretiens avec des représentants des secteurs de l'exploitation minière et des services publics, et un (1) entretien avec des représentants du secteur de l'exploitation minière;
- Huit (8) entretiens avec des décideurs de municipalités côtières, dont trois (3) de la côte atlantique, trois (3) de la côte pacifique et deux (2) de la côte arctique.

Tous ont eu la possibilité de participer dans la langue officielle de leur choix, quel que soit leur lieu de résidence au Canada, afin de tenir compte des besoins des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM).

Recrutement

Les participants ont été recrutés au moyen d'une lettre ébauchée par Earncliffe et approuvée par RNCAN, décrivant la nature du projet et indiquant que RNCAN avait chargé Earncliffe d'entreprendre le projet. Les entretiens ont été planifiés en interne à l'aide de nos propres recruteurs bilingues.

Note sur l'interprétation des résultats de la recherche qualitative

Il est important de noter que la recherche qualitative est une forme de recherche scientifique, sociale, politique et d'opinion publique. La recherche sur les groupes de discussion n'est pas conçue pour aider un groupe à atteindre un consensus ou à prendre des décisions, mais plutôt pour obtenir l'ensemble des idées, attitudes, expériences et opinions d'un échantillon sélectionné de participants sur un sujet défini. En raison du petit nombre de participants, on ne peut s'attendre à ce qu'ils soient parfaitement représentatifs, d'un point de vue statistique, de la population plus large dont ils sont issus et les résultats ne peuvent être généralisés de manière fiable au-delà de leur nombre.

Glossaire

Le glossaire suivant explique les généralisations et les interprétations des termes qualitatifs utilisés tout au long du rapport. Ces expressions sont utilisées lorsque des groupes de participants partagent un point de vue spécifique et que des thèmes émergents peuvent être rapportés. Sauf indication contraire, cela ne signifie pas que le reste des participants n'était pas d'accord avec ce point, mais plutôt que d'autres n'ont pas fait de commentaires ou n'avaient pas d'opinion tranchée sur la question.

Généralisation	Interprétation
Quelques	Le terme « quelques » est utilisé lorsque moins de 10 % des participants ont donné des réponses semblables.
Plusieurs	Le terme « plusieurs » est utilisé lorsque moins de 20 % des participants ont donné des réponses semblables.
Certains	Le terme « certains » est utilisé lorsque plus de 20 %, mais beaucoup moins de 50 % des participants ont donné des réponses semblables.
Nombreux	Le terme « nombreux » est utilisé lorsque près de 50 % des participants ont donné des réponses semblables
Majorité	Le terme « majorité » est utilisé lorsque plus de 50 %, mais beaucoup moins de 75 % des participants ont donné des réponses semblables
Plupart	Le terme « plupart » est utilisé lorsque plus de 75 % des participants ont donné des réponses semblables
Vaste majorité	Le terme « vaste majorité » est utilisé lorsque presque tous les participants ont donné des réponses semblables, mais que plusieurs personnes avaient des points de vue différents.
Unanime/Presque tous	Les termes « unanime » et « presque tous » sont utilisés lorsque tous les participants ont donné des réponses semblables ou lorsque la vaste majorité des participants ont donné des réponses semblables et que les quelques autres ont refusé de commenter la question.

Annexe C : Questionnaire d'enquête

Introduction à l'enquête

ÉCHANTILLON D'ENTREPRISE : SI LE NOM DE LA PERSONNE-RESSOURCE EST DISPONIBLE DANS LE FICHIER ÉCHANTILLON :

Bonjour. Puis-je parler à NOM DE LA PERSONNE-RESSOURCE?

SI LA PERSONNE N'EST PAS DISPONIBLE, PRENDRE DES DISPOSITIONS POUR QU'ELLE SOIT RAPPELÉE

SI LA PERSONNE N'EST PAS DISPONIBLE PENDANT LA PÉRIODE DE L'ENTRETIEN, DEMANDER UN AUTRE DÉCIDEUR DANS LE MÊME DOMAINE (C.-À-D. RESPONSABLE DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION).

EXEMPLE D'ENTREPRISE : SI LE NOM DE LA PERSONNE-RESSOURCE N'EST PAS DISPONIBLE DANS LE FICHIER ÉCHANTILLON :

Bonjour. Je m'appelle _____ et j'appelle d'Earnscliffe au nom de Ressources naturelles Canada. Puis-je parler à une personne de votre groupe ou de votre organisation qui est responsable de la gestion des risques, de la planification et/ou des opérations?

INSTRUCTION À L'ENQUÊTEUR : LE RÉPONDANT APPROPRIÉ EST UNE PERSONNE QUI PREND DES DÉCISIONS (PLUTÔT QU'UN TECHNICIEN).

ÉCHANTILLON MUNICIPAL :

Bonjour. Je m'appelle _____ et j'appelle d'Earnscliffe au nom de Ressources naturelles Canada. J'aimerais parler à quelqu'un du bureau de l'administrateur qui est responsable de la planification pour votre municipalité. Pourriez-vous me diriger vers la personne appropriée?

INSTRUCTION À L'ENQUÊTEUR : LE RÉPONDANT APPROPRIÉ EST UNE PERSONNE QUI PREND DES DÉCISIONS (PLUTÔT QU'UN TECHNICIEN).

Ressources naturelles Canada nous a demandé de mener des recherches sur la manière dont les organisations des secteurs public et privé prennent en compte la question du changement climatique et la manière dont il peut affecter la planification et les opérations au fil du temps.

LORSQUE LE RÉPONDANT EST ATTEINT, SE PRÉSENTER :

Hello/Bonjour. Je m'appelle _____ et j'appelle de la part d'Earnscliffe, une société de recherche professionnelle. Ressources naturelles Canada nous a demandé de mener des recherches sur la manière dont les organisations des secteurs public et privé prennent en compte la question

des risques physiques liés au changement climatique et sur la manière dont ils peuvent affecter la planification et les opérations au fil du temps.

Préférez-vous que je continue en anglais ou en français? Préférez-vous continuer en français ou anglais?

Votre participation à cette enquête est volontaire. Soyez assuré(e) que vos réponses sont confidentielles et qu'elles ne seront pas rapportées individuellement ni attribuées à votre personne. Il vous faudra environ 12 minutes pour répondre à l'enquête. Puis-je continuer?

Oui

Non

[L'ENQUÊTEUR PREND DES NOTES SI NÉCESSAIRE :

- Cette enquête est enregistrée auprès du Conseil canadien de la recherche, le numéro de projet est [INSÉRER].
- ÉCHANTILLON D'ENTREPRISES : Nous avons choisi votre organisation au hasard dans une liste d'organisations appartenant à des groupes industriels spécifiques.
- ÉCHANTILLON MUNICIPAL : Nous avons choisi votre municipalité au hasard dans une liste de municipalités à travers le Canada.
- Ressources naturelles Canada utilisera ces informations pour concevoir des communications et des programmes qui aideront des organisations comme la vôtre à relever les défis d'un climat changeant.
- La personne de contact à Ressources naturelles Canada en charge du projet est Karl St-Pierre. Coordonnateur de la recherche sur l'opinion publique, Services de communication et de portefeuille, Ressources naturelles Canada, dont le numéro de téléphone est le 613 290-0763 et l'adresse courriel est Karl.St-Pierre@nrcan-rncan.gc.ca.
- Les résultats de cette enquête seront disponibles sur le site web de Bibliothèque et Archives Canada à l'automne 2023].

Et, juste pour confirmer, est-ce que je vous ai joint sur un téléphone fixe ou sur un téléphone portable?

Ligne terrestre

Téléphone portable

Ne sait pas/Refus

Pour votre sécurité, conduisez-vous actuellement?

Oui – PRÉVOIR UN RAPPEL

Non

Ne sait pas/Refus

Section 1 : Examen préalable

1. Cette enquête s'adresse aux personnes qui ont des responsabilités en matière de planification au sein de leur organisation. Cela fait-il partie de votre rôle actuel? [NOTE POUR L'INTERVIEWEUR : Pour les municipalités, nous nous concentrons sur la planification dans les communautés, et pas nécessairement sur les « politiques ». Pour les entreprises, notre interlocuteur cible est la personne en charge de la planification ou des opérations ou, dans une plus grande entreprise, de la gestion des risques].

Oui	1
NON	2
Préfère ne pas répondre [NE PAS LIRE. TERMINER]	9

2. [SI Q1=2] Puis-je m'adresser à la personne qui, au sein de votre organisation, assume la responsabilité générale de la planification ou de la gestion des risques/des opérations?

Oui (SE REPRÉSENTER LORSQUE LA PERSONNE CORRECTE EST SUR LA LIGNE)	1
Personne non disponible (PRÉVOIR UN RAPPEL)	2
Préfère ne pas répondre [NE PAS LIRE. TERMINER]	9

3. SI LE TITRE DU POSTE FIGURE DANS LE FICHER ÉCHANTILLON : Puis-je confirmer que votre titre est [TITRE]? S'IL N'Y A PAS DE TITRE DE POSTE DANS LE FICHER ÉCHANTILLONS : Quel est votre titre?

Préciser	98
Préfère ne pas répondre [NE PAS LIRE.]	99

4. [NE PAS DEMANDER - ENREGISTRER LE SEXE]

Homme	1
Femme	2

5. [NE PAS DEMANDER - ENREGISTRER LA PROVINCE À PARTIR DE LA LISTE D'ÉCHANTILLONS]

Terre-Neuve-et-Labrador	1
Nouvelle-Écosse	2
Île-du-Prince-Édouard	3
Nouveau-Brunswick	4
Québec	5
Ontario	6
Manitoba	7
Saskatchewan	8
Alberta	9
Colombie-Britannique	10

Yukon	11
Nunavut	12
territoires du Nord-Ouest	13

6. [ÉCHANTILLON D'ENTREPRISES : NE PAS DEMANDER - ENREGISTRER LA CATÉGORIE DE TAILLE À PARTIR DE LA LISTE D'ÉCHANTILLONS].

Moins de 100	1
De 100 à 499	2
Plus de 500	3

7. [ÉCHANTILLON MUNICIPAL : NE PAS POSER LA QUESTION - ENREGISTRER LA CATÉGORIE DE POPULATION À PARTIR DE LA LISTE DE L'ÉCHANTILLON].

De 1 000 à 29,999	1
De 30 000 à 99,999	2
Plus de 100,000	3

Merci, commençons l'enquête.

S'ASSURER QUE CE TEXTE EST LU LORSQUE LA BONNE PERSONNE EST EN LIGNE :

Je tiens à vous assurer que toutes les informations collectées, utilisées et/ou divulguées seront utilisées à des fins de recherche uniquement, qu'elles ne traiteront pas d'informations classifiées ou confidentielles et qu'elles seront gérées conformément aux exigences de la loi sur la protection de la vie privée. Votre nom ou votre fonction ne seront pas associés aux résultats. Cette enquête est enregistrée auprès du système national d'enregistrement des enquêtes.

Section 2 : Sensibilisation et impressions sur la pertinence du changement climatique

[ANCIENNE QUESTION 8 SUPPRIMÉE]

8. **(Q9)** Lequel de ces énoncés décrit le mieux ce qui se passe en termes de changement climatique dans (SI GOUVERNEMENT : votre région/ SI ENTREPRISE : les régions du Canada où votre organisation exerce ses activités)?
[LIRE]

Le changement climatique est en cours	1
Le changement climatique n'est pas en train de se produire maintenant, mais il se produira dans un avenir prévisible	2
Le changement climatique ne se produit pas actuellement et ne se produira pas dans un avenir prévisible.	
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9

9. **(NEWQ9)** [SI **Q9=2**] Dans combien d'années pensez-vous que (SI GOUVERNEMENT : votre communauté / SI ENTREPRISE : les régions du Canada

dans lesquelles votre organisation opère) commencera à voir les impacts du changement climatique?

Dans 1 à 5 ans	1
Dans 6 à 10 ans	2
Dans 11 à 19 ans	3
Dans 20 ans ou plus	4
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9

10. **(Q11)** [SI Q9=1, 2 ou 9] Dans quelle mesure les changements climatiques auront-ils un impact sur (SI GOUVERNEMENT : votre communauté / SI ENTREPRISE : les régions du Canada dans lesquelles votre organisation opère), au cours des 20 prochaines années? Diriez-vous qu'il aura un...?

Un impact majeur	1
Un impact modéré	2
Un impact mineur	3
Aucun impact	4
[NE PAS LIRE] Cela dépend	5
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9

11. [ANCIENNE QUESTION 10] [SI Q9=1, 2 ou 9] En pensant à (SI GOUVERNEMENT : votre communauté / SI ENTREPRISE : les régions du Canada dans lesquelles votre organisation opère), quel sera, selon vous, l'impact le plus grave d'un changement climatique au cours des 20 prochaines années? Quel sera, selon vous, le prochain impact le plus grave? CODER DEUX RÉPONSES SEULEMENT - ENREGISTRER LA PREMIÈRE MENTION SÉPARÉMENT. [NE PAS LIRE]

Impact sur la santé humaine	1
Sécheresses	2
Impact sur l'approvisionnement en eau	3
Variation du niveau des mers ou des lacs, érosion côtière	4
Inondations	5
Tempêtes ou phénomènes météorologiques plus fréquents ou plus violents	6
Incendies de forêts (ou feux de friches)	7
Vagues de chaleur	8
Variations dans le pergélisol (fonte, dégel, instabilité)	9
Effets sur la faune (modification des schémas de migration, disparition d'espèces, espèces envahissantes, perte d'habitat)	10
Impact sur l'agriculture (changements dans les saisons de croissance, récolte déficitaire)	11
Effets sur le tourisme liés aux mauvaises conditions météorologiques	12
Impact économique (perte de productivité, effets négatifs sur le commerce,	13
Aucun impact particulier	14
Aucun impact grave	97
Autre (PRÉCISER)	98
Ne sait pas/préfère ne pas répondre/pas de réponse	99

12. **(NOUVELLE Q12)** 12. Est-ce que les changements climatiques ont déjà un impact sur votre organisation, est-ce qu'ils n'ont pas encore d'impact sur votre organisation, mais pourraient en avoir dans l'avenir, ou est-ce qu'ils n'auront pas d'impact sur votre organisation?

Ils ont un impact sur votre organisation	1
Ils n'ont pas encore d'impact sur votre organisation, mais ils pourraient en avoir dans l'avenir	2
Ils n'auront pas d'impact sur votre organisation	3
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9

13. [ANCIENNE QUESTION 14] [SI Q12=1, 2 ou 9] Dans l'ensemble, les changements climatiques auront-ils un impact principalement positif ou principalement négatif sur votre organisation sur votre organisation? [ALTERNER EN DISANT D'ABORD NÉGATIF OU POSITIF]

Impact principalement positif	1
Impact principalement négatif	2
[NE PAS LIRE] Impact à la fois positif et négatif	3
[NE PAS LIRE] Impact neutre ou aucun impact	4
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9

14. [ANCIENNE QUESTION 15] [SI Q14=1,3] Plus précisément, quels seront les effets positifs des changements climatiques ou les possibilités qui en découleront pour votre organisation? SONDER : Y en a-t-il d'autres?

Saison d'exploitation devancée ou plus longue	1
Hivers plus chauds/des coûts énergétiques plus bas	2
Augmentation du tourisme / allongement de la saison touristique	3
Augmentation de l'approvisionnement en eau	4
Réduction des coûts de déneigement en hiver	5
Augmentation des rendements agricoles	6
Meilleures conditions pour le bétail/la faune	7
Augmentation des transports actifs (marche/cyclisme)	8
Nouvelles possibilités commerciales	9
[NE PAS LIRE] Autre (PRÉCISER)	98
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	99

15. [ANCIENNE QUESTION 16] [SI Q14=2,3] Plus précisément, quels seront les effets négatifs des changements climatiques ou les risques qui en découleront pour votre organisation? SONDER : Y en a-t-il d'autres?

Augmentation des vagues de chaleur et des coûts de refroidissement	1
Saison touristique hivernale plus courte	2
Variation du niveau des eaux/de l'approvisionnement en eau	3
Accroissement des sécheresses	4

Accroissements des inondations	5
Accroissement du smog	6
Pertes économiques	7
Saison d'exploitation plus courte	
Impacts/coûts des infrastructures	8
Accroissement des espèces nuisibles/maladies	9
Accroissement des feux de forêt (ou de broussailles)	10
Accroissement des ondes de tempête/dommages causés par l'élévation du niveau de la mer	11
[NE PAS LIRE] Autre (PRÉCISER)	98
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	99
16. [ANCIENNE QUESTION 18] 16. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux la perspective de votre organisation à l'égard des changements climatiques? Pense-t-elle que...?	
Les changements climatiques constituent l'un des défis les plus importants auxquels votre organisation fait face	1
Les changements climatiques constituent un défi important, mais ne sont pas aussi graves que d'autres défis auxquels votre organisation fait face	2
Les changements climatiques ne constituent pas un défi important pour votre organisation	3
[NE PAS LIRE] Les changements climatiques ne se produisent pas réellement	4
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9
17. [ANCIENNE QUESTION 19] Qu'en est-il de vos clients ou de vos partenaires? Diriez-vous qu'ils sont généralement très préoccupés, plutôt préoccupés, pas très préoccupés ou pas du tout préoccupés par les changements climatiques?	
Très préoccupés	1
Plutôt préoccupés	2
Pas très préoccupés	3
Pas du tout préoccupés	4
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse/pas de réponse	9

Section 3 : Adaptation au changement climatique

18. [ANCIENNE QUESTION 20] S'adapter aux changements climatiques consiste à prendre des mesures réduisant les risques ou permettant de tirer parti des possibilités que présentent les changements climatiques. Votre organisation prend-elle actuellement des mesures pour s'adapter aux risques ou tirer parti des possibilités que présentent les changements climatiques?	
Oui	1

- | | |
|------------------------------------------------------------------------|---|
| Non | 2 |
| [NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse | 9 |
19. Votre organisation a-t-elle réalisé ou mené une évaluation des risques associés aux changements climatiques?
- | | |
|------------------------------------------------------------------------|---|
| Oui | 1 |
| Non | 2 |
| [NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse | 9 |
20. **(Q21)** [SI Q20=1] Plus précisément, que fait actuellement votre organisation pour S'ADAPTER aux changements climatiques? SONDER : Y a-t-il autre chose? [NE PAS LIRE LA LISTE]
- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Évaluer les risques liés aux changements climatiques pour l'organisation | 1 |
| Préparer un plan d'adaptation aux changements climatiques | 2 |
| Avoir un plan d'adaptation déjà prêt | 3 |
| Intégrer des mesures d'adaptation dans la planification à long terme ou dans d'autres plans d'entreprise (p. ex., gestion des risques) | 4 |
| Évaluer les coûts pour l'organisation | 5 |
| Préparer un plan d'intervention en cas d'urgence ou de sinistre | 6 |
| Organiser des activités d'éducation et de sensibilisation | 7 |
| Mettre au point des lignes directrices ou des politiques | 8 |
| Mettre en œuvre des actions et des mesures de notre plan | 9 |
| Définir des mesures de gestion des sécheresses et de réduction de la consommation d'eau | 10 |
| Adopter des mesures de gestion des inondations (p. ex., cartographie des crues, restrictions d'utilisation des sols, débranchement des descentes pluviales) | 11 |
| Mettre en place un système d'alerte de chaleur estivale/accroître la sensibilisation aux risques liés aux vagues de chaleur | 12 |
| Modifier la configuration ou l'emplacement d'infrastructures | 13 |
| Modifier le fonctionnement ou l'entretien d'infrastructures | 14 |
| Installer des infrastructures naturelles ou vertes | 15 |
| Construire des murs de soutènement pour se protéger des ondes de tempête | 16 |
| Modifier le réseau de distribution d'énergie | 17 |
| Protéger des habitats | 18 |
| Autre (à préciser par le répondant) | 98 |
| Ne sait pas/préfère ne pas répondre / pas de réponse | 99 |
21. **(Q22)** 21.Votre organisation dispose-t-elle de plans précis contenant des mesures ULTÉRIEURES conçues pour S'ADAPTER aux risques et aux possibilités que présentent les changements climatiques?
- | | |
|------------------------------------------------------------------------|---|
| Oui | 1 |
| Non | 2 |
| [NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse | 9 |

22. **(Q23)** [SI Q22=1] Quelles mesures sont précisément planifiées? SONDER : Y a-t-il autre chose? [NE PAS LIRE LA LISTE]

Évaluer les risques liés aux changements climatiques pour l'organisation	1
Préparer un plan d'adaptation aux changements climatiques	2
Intégrer des mesures d'adaptation dans la planification à long terme ou dans d'autres plans d'entreprise (p. ex., gestion des risques)	3
Évaluer les coûts pour l'organisation	4
Préparer un plan d'intervention en cas d'urgence ou de sinistre	5
Organiser des activités d'éducation et de sensibilisation	6
Mettre au point des lignes directrices ou des politiques	7
Mettre en œuvre des actions et des mesures de notre plan	8
Définir des mesures de gestion des sécheresses et de réduction de la consommation d'eau	9
Adopter des mesures de gestion des inondations (p. ex., cartographie des crues, restrictions d'utilisation des sols, débranchement des descentes pluviales)	10
Mettre en place un système d'alerte de chaleur estivale/accroître la sensibilisation aux risques liés aux vagues de chaleur	11
Modifier la configuration ou l'emplacement d'infrastructures	12
Modifier le fonctionnement ou l'entretien d'infrastructures	13
Installer des infrastructures naturelles ou vertes	14
Construire des murs de soutènement pour se protéger des ondes de tempête	15
Modifier le réseau de distribution d'énergie	16
Protéger des habitats	17
Autre (à préciser par le répondant)	98
Ne sait pas/préfère ne pas répondre / pas de réponse	99

23. **(Q24)** [SI Q20=1] Depuis combien de temps votre organisation tient-elle compte des changements climatiques dans sa prise de décisions?

Depuis moins de 1 an	1
Depuis 1 ou 2 ans	2
Depuis 3 à 5 ans	3
Depuis 6 à 10 ans	4
Depuis 11 ans ou plus	
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	99

Section 4 : Obstacles à l'intégration des considérations relatives au changement climatique dans le processus décisionnel

24. **(Q25)** 24. Quelles sources de renseignements sur les changements climatiques votre organisation consulte-t-elle? SONDER : D'autres sources? [NE PAS LIRE]

Revue/magazines scientifiques	1
-------------------------------	---

Sources tirées de recherches sur Internet	2
Sources gouvernementales (veuillez préciser)	3
Sources internes (données ou renseignements recueillis par votre organisation)	4
Universités et chercheurs	5
Associations industrielles/municipales	6
Conférences, ateliers ou séminaires	7
Webinaires	8
Organismes non gouvernementaux	9
Médias	10
Aucun renseignement au niveau organisationnel	97
Autre (veuillez préciser)	98
Ne sait pas/préfère ne pas répondre/pas de réponse	99
25. (Q26) 25. Dans quelle mesure chacun des énoncés suivants constitue-t-il un obstacle empêchant votre organisation de tenir compte des changements climatiques dans son processus décisionnel? Veuillez indiquer la mesure dans laquelle chaque énoncé représente un obstacle pour votre organisation. [RANDOMISER].	
a. Le manque d'expertise interne, au sein de mon organisation, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	
b. Le manque d'expertise, chez mes fournisseurs, nécessaire pour mettre en pratique les outils et les renseignements relatifs aux changements climatiques	
c. La complexité du processus de modification des politiques	
d. La présentation d'une analyse de rentabilité pour la mise en œuvre de mesures	
e. La nécessité que d'autres ministères/organisations agissent d'abord, avant que nous puissions le faire	
f. Le manque de renseignements sur les changements climatiques et leurs impacts	
g. Le manque de capacité de mon organisation	
h. Les priorités organisationnelles concurrentes	
Obstacle important	1
Obstacle mineur	2
N'est pas un obstacle	3
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9
26. (Q27) 26. S'il y a lieu, quels autres obstacles ou défis limitent la capacité de votre organisation de prendre des décisions en matière d'adaptation aux changements climatiques?	
ENREGISTRER IN EXTENSO	
Aucun	98
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse/ pas de réponse	99
27. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux l'état de votre organisation?	

- | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| Tous les membres de notre personnel ou certains d'entre eux ont suivi une formation sur l'adaptation aux changements climatiques | 1 |
| Nous savons qu'il existe des formations sur l'adaptation, mais nous n'en avons suivi aucune | 2 |
| Nous ne connaissons aucune formation sur l'adaptation | 3 |
| Nous n'avons pas besoin de formation sur l'adaptation | 4 |
| [NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse/pas de réponse | 9 |
28. [ANCIENNE QUESTION 17] Avez-vous accès aux renseignements et aux outils dont vous avez besoin pour prendre des décisions en matière d'adaptation?
- | | |
|------------------------------------------------------------------------|---|
| Oui | 1 |
| Non | 2 |
| [NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse | 9 |
29. [ANCIENNE QUESTION 28] [SI Q26f=1 OU Q17=2] Plus précisément, quels types de renseignements vous manque-t-il?
- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Renseignements sur les impacts propres à la région | 1 |
| Solutions technologiques et configurations de rechange | 2 |
| Données projetées sur le climat et les conditions climatiques | 3 |
| Études de cas/exemples pertinents de mesures prises par d'autres organisations comme la nôtre | 4 |
| Renseignements sur les pratiques exemplaires | 5 |
| Renseignements économiques (coûts/avantages de chaque mesure) | 6 |
| [NE PAS LIRE] Autre (veuillez préciser) | 98 |
| [NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse/pas de réponse | 99 |
30. [ANCIENNE QUESTION 29] Existe-t-il des outils de prise de décision ou des ressources techniques qui pourraient aider votre organisation à affronter les répercussions des changements climatiques? SONDER : Y en a-t-il d'autres?
- | | |
|--------------------------------------------------------------------------|----|
| Données sur le climat | 1 |
| Autres données | 2 |
| Analyse de rendement | 3 |
| Méthodes d'évaluation des risques | 4 |
| Guide de planification (relatif à l'adaptation) | 5 |
| Réglementations | 6 |
| Codes ou normes | 7 |
| [NE PAS LIRE] Aucun | 96 |
| [NE PAS LIRE] Nous n'avons pas/n'utilisons pas d'outils ni de ressources | 97 |
| [NE PAS LIRE] Autre (veuillez préciser) | 98 |
| [NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse | 99 |

31. [ANCIENNE QUESTION 30] En terminant, avez-vous d'autres commentaires sur ce qui aiderait les organisations comme la vôtre à faire face aux défis associés aux changements climatiques?

ENREGISTRER IN EXTENSO

[NE PAS LIRE] Non	96
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	99

32. [ANCIENNE QUESTION 31] [NE PAS DEMANDER - ENREGISTRER LE TYPE D'ÉCHANTILLON]

Entreprise	1
Municipal	2

Voilà qui termine le sondage. Au nom de Ressources naturelles Canada, je vous remercie de votre temps et de votre collaboration. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les différentes stratégies que peut employer votre organisation pour s'adapter aux changements climatiques, veuillez consulter le site Web <https://www.nrcan.gc.ca/changements-climatiques/21443>.

SI LE RÉPONDANT DEMANDE DES RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE CE SONDAGE : Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements au sujet de ce sondage en communiquant avec Karl St-Pierre, Chef d'équipe, ROP et recherche, Secteur des communications et du portefeuille, Ressources naturelles Canada. Son numéro de téléphone est le 613 290-0763 et son adresse courriel est la suivante : Karl.St-Pierre@nrcan-rncan.gc.ca.

Annexe D : Guide d'entretien approfondi

Objectif

Ces entretiens permettront de recueillir des informations plus approfondies sur des points de vue spécifiques qui pourraient ne pas être suffisamment pris en compte dans l'enquête téléphonique. Il s'agit d'une série de dix-huit (18) entretiens individuels d'une durée approximative de 15 à 20 minutes, l'échantillon étant réparti comme suit :

- Deux (2) entretiens avec des organisations représentant les municipalités et les petites entreprises;
- Huit (8) entretiens avec des décideurs d'entreprise, dont deux (2) entretiens dans chacun des quatre (4) secteurs d'intérêt spécifique;
- Huit (8) entretiens avec des décideurs de municipalités côtières (4 entretiens avec des municipalités de la côte atlantique et 4 entretiens avec des municipalités de la côte pacifique).

Introduction à l'entretien

Hello/Bonjour. Je m'appelle _____ et j'appelle de la part d'Earnscliffe, une société de recherche professionnelle. Ressources naturelles Canada nous a demandé de mener des recherches sur la façon dont les organisations des secteurs public et privé prennent en compte les impacts d'un climat changeant et la façon dont ils peuvent affecter la planification et les opérations au fil du temps.

Votre participation à cette recherche est volontaire. Soyez assuré(e) que vos réponses sont confidentielles et qu'elles ne seront pas rapportées individuellement ni attribuées à vous ou à votre organisation. L'entretien durera environ 15 à 20 minutes. Puis-je continuer?

L'ENQUÊTEUR PREND DES NOTES SI NÉCESSAIRE :

- Nous avons choisi votre organisation au hasard dans une liste d'organisations appartenant à des communautés spécifiques ou à des groupes industriels.
- Ressources naturelles Canada utilisera ces informations pour concevoir des communications et des programmes qui aideront des organisations comme la vôtre à relever les défis d'un climat changeant.
- La personne de contact à Ressources naturelles Canada en charge du projet est Karl St-Pierre, coordonnateur de la recherche sur l'opinion publique, Services de communication et de portefeuille, dont le numéro de téléphone est le 613 290-0763 et l'adresse courriel est Karl.St-Pierre@nrca-nrcan.gc.ca.
- Les résultats de cette recherche seront disponibles sur le site web de Bibliothèque et Archives Canada à l'automne 2023.

Présélection

1. [NE PAS DEMANDER - ENREGISTRER L'ORGANISATION]

Préciser

98

2. [NE PAS DEMANDER - ENREGISTRER LA PROVINCE À PARTIR DE LA LISTE D'ÉCHANTILLONS]

Terre-Neuve-et-Labrador	1
Nouvelle-Écosse	2
Île-du-Prince-Édouard	3
Nouveau-Brunswick	4
Québec	5
Ontario	6
Manitoba	7
Saskatchewan	8
Alberta	9
Colombie-Britannique	10
Yukon	11
Nunavut	12
Territoires du Nord-Ouest	13

3. SI LE TITRE DU POSTE FIGURE DANS LE FICHER ÉCHANTILLON : Puis-je confirmer que votre poste est celui de [TITRE]? S'IL N'Y A PAS DE TITRE DE POSTE DANS LE FICHER ÉCHANTILLON : Quel est votre poste?

Préciser ⁹⁸	
Préfère ne pas répondre [NE PAS LIRE.]	99

Je tiens à vous assurer que toutes les informations collectées, utilisées et/ou divulguées seront utilisées à des fins de recherche uniquement, qu'elles ne traiteront pas d'informations classifiées ou confidentielles et qu'elles seront gérées conformément aux exigences de la loi sur la protection de la vie privée. Ni votre nom, ni votre poste, ni votre organisation ne seront associés aux résultats.

Merci, commençons l'entretien.

Questions sur l'adaptation au climat

4. Lequel de ces énoncés décrit le mieux ce qui se passe en termes de changement climatique au Canada?

Le changement climatique est en cours	1
Le changement climatique n'est pas en train de se produire maintenant, mais il se produira dans un avenir prévisible	2
Le changement climatique ne se produit pas actuellement et ne se produira pas dans un avenir prévisible	3
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9

5. Quelles sont les raisons pour lesquelles vous avez cette impression?

6. En réfléchissant à la manière dont vos (membres/votre secteur) pourraient ou non être touchés, les changements climatiques ont-ils déjà un impact sur (vos membres/votre secteur), n'a-t-il pas d'impact, mais pourrait en avoir un à l'avenir, ou le changement climatique n'aura-t-il pas d'impact sur (vos membres/votre secteur)?

Ils ont un impact sur votre organisation	1
Ils n'ont pas encore d'impact sur votre organisation, mais ils pourraient en avoir dans l'avenir	2
Ils n'auront pas d'impact sur votre organisation	
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9

7. [Dans quelle mesure le changement climatique aura-t-il un impact sur (vos membres / votre secteur) au cours des 20 prochaines années?

Impact majeur	1
Impact modéré	2
Impact mineur	3
Pas d'impact du tout	4
[NE PAS LIRE] Dépendances	5
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9

8. Quelles sont les raisons pour lesquelles vous avez cette impression?

9. Quels types de risques le changement climatique pourrait-il faire peser sur vos (membres / secteur d'activité)?

10. S'adapter à un climat changeant signifie prendre des mesures qui réduisent les risques ou tirent parti des possibilités offertes par les changements climatiques (p. ex. changements dans les précipitations, la température, le niveau de la mer ou les tempêtes). Votre organisation fait-elle déjà quelque chose ou prévoit-elle de faire quelque chose pour aider vos (membres / industrie) à se préparer ou à s'adapter à un climat changeant?

Oui, elle le fait	1
Oui, elle prévoit le faire	2
Non	3

11. [SI ELLE LE FAIT] Quel genre de choses faites-vous? Prévoyez-vous d'en faire davantage? [DEMANDER SI NÉCESSAIREMENT : Faites-vous quelque chose pour réduire les risques liés aux conditions météorologiques extrêmes, aux incendies de forêt, à l'élévation du niveau de la mer ou à d'autres effets du climat?]

12. [SI ELLE PRÉVOIT LE FAIRE] Quel genre de choses prévoyez-vous faire? Et quand cela se produirait-il? [DEMANDER SI NÉCESSAIREMENT : S'agira-t-il de mesures visant à réduire les risques liés aux conditions météorologiques extrêmes, aux incendies de forêt, à l'élévation du niveau de la mer ou à d'autres effets du climat?]

13. [Quelle en est la raison? Pensez-vous que cela changera un jour ou l'autre? Que faudrait-il pour que cela change?

14. Qu'en est-il des (membres/industries) que vous servez? Diriez-vous que les gens sont généralement très préoccupés, plutôt préoccupés, peu préoccupés ou pas du tout préoccupés par le changement climatique?

Très préoccupés	1
Plutôt préoccupés	2
Pas très préoccupés	3
Pas du tout préoccupés	4
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre/pas de réponse	9

15. Quelles sont les raisons pour lesquelles vous avez cette impression? Pourquoi pensez-vous qu'ils ont ce niveau d'inquiétude? Ce niveau d'inquiétude est-il approprié? Pourquoi?

16. Quel est votre sentiment sur les mesures éventuelles prises par vos membres ou votre secteur d'activité pour se préparer ou s'adapter à l'évolution du climat?

17. Qu'est-ce qui semble déterminer si une action est ou non entreprise ou planifiée? Est-ce courant ou peu courant?

18. Est-ce suffisant? Pourquoi?

19. J'aimerais en savoir plus sur les facteurs qui peuvent empêcher votre organisation ou vos (membres / secteur) de prendre en compte le changement climatique dans la planification à long terme de leurs activités. Y a-t-il des choses qui devraient se produire pour que des

mesures soient planifiées ou prises afin de se préparer à un climat changeant? Dans l'affirmative, quels sont-ils? Des événements? Des informations? Des formations?

20. [SI NÉCESSAIRE] J'ai une liste de quelques obstacles potentiels et j'aimerais que vous me disiez s'ils sont en jeu et, dans l'affirmative, ce qui pourrait être fait ou ce qui devrait se produire pour lever l'obstacle.

i. Le manque d'expertise pour appliquer les informations et les outils relatifs au changement climatique

j. Le COÛT de l'adaptation aux effets d'un climat changeant

k. La complexité du processus de modification des politiques

l. La présentation d'une analyse de rentabilité pour la mise en œuvre de mesures

m. La nécessité que d'autres ministères/organisations agissent d'abord, avant que nous puissions le faire

n. Le manque de renseignements sur les changements climatiques et leurs impacts

o. Le manque de capacité

p. Les priorités organisationnelles concurrentes

21. Votre personnel ou vos membres ont-ils un accès suffisant à la formation sur l'adaptation au changement climatique?

Oui	1
Non	2

22. Votre organisation manque-t-elle d'informations ou d'outils pour aider ses membres ou son secteur d'activité à intégrer le changement climatique dans leur plan d'entreprise à long terme? Qu'est-ce qui serait le plus utile?

23. Avez-vous des commentaires finaux sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour aider les organisations telles que la vôtre à relever les défis associés au changement climatique?

L'entretien est terminé. Au nom de Ressources naturelles Canada, je vous remercie de votre temps et de votre coopération.

SI LE RÉPONDANT DEMANDE DES INFORMATIONS : Vous pouvez obtenir plus d'informations sur cette étude en contactant Pamela Kertland, dont le numéro de téléphone est le 613 816-1577 et l'adresse courriel est pamela.kertland@canada.ca.

Conclusion

Voilà qui conclut ce que nous devons aborder dans l'entretien d'aujourd'hui, mais je voulais laisser de la place pour les dernières réflexions ou les derniers commentaires que vous souhaitez partager avant de conclure. Y a-t-il quelque chose d'autre que vous aimeriez commenter et sur lequel je ne vous ai pas encore interrogé, ou y a-t-il un sujet ou une question sur lequel vous aimeriez revenir?

Je tiens à vous remercier chaleureusement de m'avoir fait confiance et d'avoir partagé vos pensées, vos sentiments et vos expériences vécues.

Si vous souhaitez nous faire part d'autres éléments (c.-à-d. des anecdotes sur des problèmes, des préoccupations ou des questions que nous n'avons pas posées), n'hésitez pas à nous envoyer un courriel à l'adresse suivante : research@earnsccliffe.ca.

J'ai eu le plaisir de vous rencontrer et de faire votre connaissance aujourd'hui/soir. Je vous remercie et vous souhaite une bonne journée/soirée.